



ESAPP

**Eastern and Southern Africa
Partnership Programme**

DEVELOPPEMENT DE L'ECOTOURISME DANS LA REGION DE MANANARA-NORD ET DU TRIANGLE BLEU

*Rapport sur le concept de travail, l'étude
bibliographique, l'étude régionale
préliminaire et les enquêtes en Suisse*

DEC / EDENA

Antananarivo, Janvier 2005

Table des Matières

I. Introduction

II. Concept de travail

1. Introduction :
2. Objectifs de l'étude :
3. Résultats attendus :
4. Approche de travail :
5. Etapes de travail :
6. Mise en œuvre de l'étude

III. Formes et concepts du Tourisme

IV. Etude bibliographique sur la région Triangle Bleu et Tourisme

1. Introduction
2. Résumé des ouvrages disponibles localement
- 3 Résumé des Site WEB exploités

V. Monographie et présentation de la région d'étude

1. Présentation de la Province Toamasina
2. Présentation de la zone Maroantsetra/Masoala
3. Présentation de la zone Mananara Nord
4. Présentation de la zone Sainte Marie

VI. Enquête préliminaire des acteurs régionaux

1. Introduction
2. Enquêtes des autorités administratives à Antananarivo
3. Enquête des autorités administratives dans la province autonome de Toamasina
4. Enquête des opérateurs touristiques
 - 4.1 L'Office Régional du Tourisme
 - 4.2 Les prestataires hôteliers
 - 4.3 Les prestataires spécialisés
 - 4.4 Les Agence de voyages et Tours Opérateurs
 - 4.5 Les Compagnies Aériennes
5. Vision de développement touristique

VII. Enquête auprès de voyagistes en Suisse

1. Préface
2. Les formes alternatives du tourisme
3. Entretiens auprès de voyagistes en Suisse

4. La Serre Masoala du Zoo de Zurich
5. Entretien auprès de touristes à Madagascar
6. Conclusions

VII. Conclusions

Annexes de la Partie III :

1. Plan directeur de développement de l'écotourisme à Madagascar (extrait)
 - 1.1 Introduction
 - 1.2 Situation de l'Ecotourisme à Madagascar
 - 1.3 Caractères spécifiques de l'Ecotourisme
2. Déclaration de Québec sur l'Ecotourisme
 - 2.1 Recommandations aux pouvoirs publics aux échelons national, régional et local
 - 2.2 Recommandations au secteur privé
 - 2.3 Recommandations aux organisations non gouvernementales, aux associations communautaires, aux institutions universitaires et aux instituts de recherche
 - 2.4 Recommandations aux organisations intergouvernementales, aux institutions financières
 - 2.6 Recommandations au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD)
3. Charte du Tourisme Durable
4. Charte du Tourisme Equitable
 - 4.1 Les principes du tourisme équitable
 - 4.2 Définition du tourisme équitable
 - 4.3 Les engagements des acteurs du tourisme équitable
 - 4.4 Pour une consommation responsable
5. La Charte Ethique du voyageur (élaborée par Lonely Planet et le Voyagiste Atalante)
 - 5.1 Le respect est le gage d'une meilleure rencontre
 - 5.2 L'argent, les biens, la nourriture n'ont pas partout la même valeur
 - 5.3 Seule reste l'empreinte de nos pas
6. Le Tourisme Solidaire
 - 6.1 Sur le plan de l'emploi
 - 6.2 Sur le plan socioculturel
 - 6.3 Sur le plan environnemental
 - 6.4 Complément Tourisme Solidaire
7. Dix exemples de tourisme solidaire

Annexe Partie VI

- A1. Liste des hôtels restaurants de Toamasina
- A2. Liste des restaurants – pâtisseries – salons de thé de Toamasina
- A3. Liste des agences de voyage et de location de voitures de Toamasina
- A4. Fiches d'enquête préliminaires

Annexes de la Partie VII

- A1. Références

A2. Références bibliographiques des années 1990 à nos jours (UNAT, Juillet 2003)

- 2.1. OMT : Tourisme et développement durable
- 2.2. Le tourisme responsable
- 2.3. Ecotourisme

I. Introduction

Dans le cadre de l'élaboration d'un Plan de Développement Ecotouristique de la région du Triangle Bleu (Maroantsetra – Mananara – Sainte Marie) situé dans le littoral Nord Est de Madagascar, une étude a été lancée par le Bureau d'Etude DEC en collaboration avec l'association EDENA et deux étudiants (RANDRIAMANANTSOA Ramiera et RASOLOFONDRAIBE Zohaniarivao) en Tourisme / Ecotourisme du centre de formation Atout Tourisme Madagascar.

Les principaux objectifs de l'étude sont :

- Augmentation de la fréquentation des circuits régionaux par les TO régionaux et nationaux et augmentation du nombre de visiteurs et touristes ;
- Aménagement, mise en valeur et amélioration des services et circuits écotouristiques par des acteurs locaux (Opérateurs, Communautés, Parcs) ;
- Augmentation des retombées écotouristiques pour la population locale ;
- Mobilisation des fonds d'investissement publics et privés dans des projets écotouristiques de la région.

Pour atteindre ces objectifs, l'étude sera menée en six (6) étapes dont :

- la première étape consiste à effectuer une évaluation préliminaire de l'existant au niveau régional et national et des recherches bibliographiques ;
- la deuxième étape sera axée sur l'évaluation des potentialités touristiques et écotouristiques au niveau du Triangle Bleu. Il s'agit en fait d'une étude locale approfondie ;
- la troisième étape consistera à approfondir l'étude régionale en présentant les résultats des études antérieures et en collectant les commentaires, remarques et suggestions des acteurs principaux impliqués dans le développement écotouristique ;
- la quatrième étape sera consacrée à la formulation de la stratégie marketing après une analyse poussée des données jusqu'ici collectées.
- La cinquième fera état d'un processus de validation des acquis à travers un atelier ; et enfin
- La dernière étape consiste à la finalisation du rapport présentant un plan de développement écotouristique de la région concernée.

Le présent document comprend donc les résultats de l'étude préliminaire, première étape du processus. Il est divisé en quatre parties :

- 1^{ère} partie : Présentation du concept général de travail pour la présente étude
- 2^{ème} partie : Une présentation des « Généralités sur le Tourisme » précisant les différences et les similarités entre les différents types de tourisme (écotourisme, tourisme durable, tourisme solidaire ou communautaire) ainsi que la stratégie nationale de développement écotouristique de Madagascar et les recommandations du Sommet Mondial de l'Ecotourisme de 2002 .
- 3^{ème} partie : Une synthèse des études bibliographiques présentant à la fois un résumé des points les plus pertinents soulevés par les différents documents identifiés et des détails qui peuvent servir de repères pour les futures exploitations ;
- 4^{ème} partie : Une mise en contexte global de l'étude présentant la monographie de la région du Triangle Bleu ;
- 5^{ème} partie : Une synthèse des entrevues et/ou enquêtes effectuées auprès de tous les acteurs concernés par le secteur Tourisme / Ecotourisme
- 6^{ème} partie : Une présentation des enquêtes et entretiens menés en Suisse avec des opérateurs touristiques.

Les études préliminaires ont été effectuées suivant une méthodologie claire et logique comme suit :

- Elaboration du concept de travail et des programmes et outils d'enquêtes sur terrain suivant les spécificités des différents types d'interlocuteurs (opérateurs touristiques, institutions ou ONG, autorités locales).
- Descente sur Toamasina pour les enquêtes régionales préliminaires afin de collecter le maximum d'informations sur l'existant.
- Enquêtes au niveau national en complément de celles entreprises au niveau régional.
- Enquêtes bibliographiques comprenant l'identification des documents pertinents en relation avec le Tourisme / Ecotourisme. Ces documents comprennent aussi bien les données locales, régionales, nationales qu'internationales.
- Analyse et synthèse de données collectées et présentation du rapport préliminaire.

II. Concept de travail

1. Introduction :

Le présent concept de travail est basé sur la proposition acceptée par ESAPP en Nov 03. Il tient compte des modifications suivantes : i) Derad s'est retiré de l'exécution du projet ii) le projet sera coordonné par DEC, tout en intégrant des professionnels et stagiaires spécialisés en écotourisme, iii) le concept est adapté aux principes généraux d' l'approche 'Enjeux régionaux' du CDE-ESAPP-DERAD.

2. Objectifs de l'étude :

L'étude aimerait contribuer d'atteindre les objectifs suivants à court – moyen terme :

- Augmentation de la fréquentation des circuits régionaux par les TO régionaux et nationaux et augmentation du nombre de visiteurs et touristes
- Aménagement, mise en valeur et amélioration des services et circuits écotouristiques par des acteurs locaux (Opérateurs, Communautés, Parcs)
- Augmentation des retombés écotouristiques pour la population locale
- Mobilisation des fonds d'investissement publics et privés dans des projets écotouristiques de la région

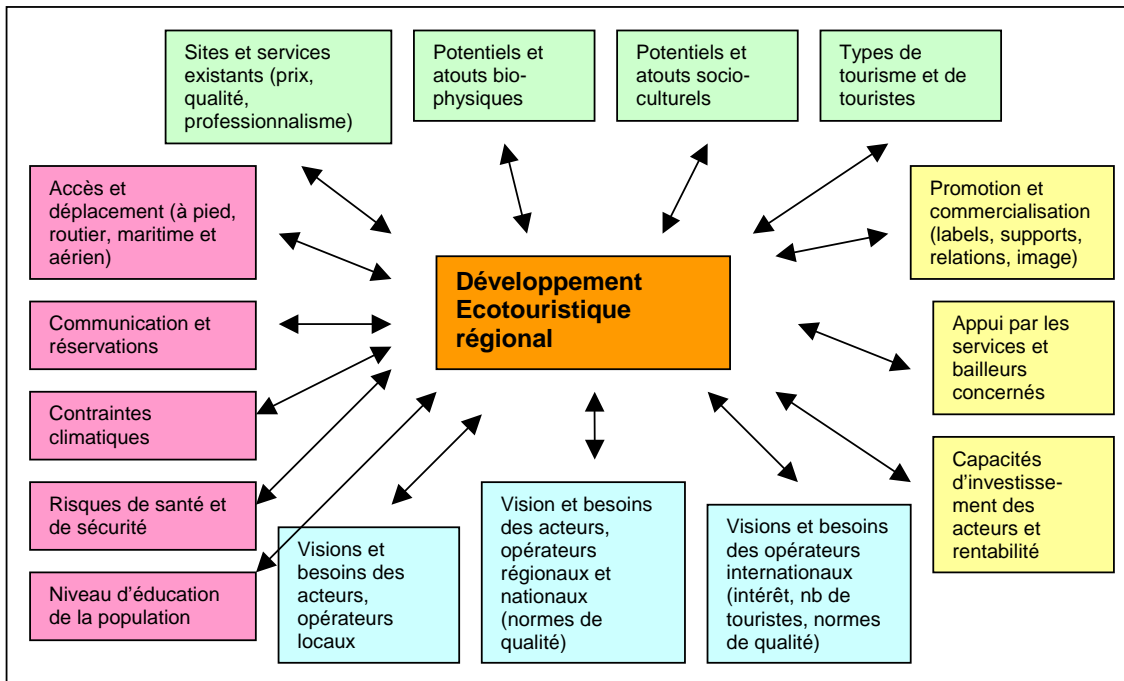
3. Résultats attendus :

- Les potentiels écotouristiques de la RB Mananara-Nord et de la région du triangle Bleu sont étudiés, documentés et diffusés aux partenaires intéressés (Profils locaux écotouristiques).
- Les visions et besoins des acteurs écotouristiques locaux sont recueillis et synthétisés
- Des recommandations concernant la complémentarité des sites, des appuis prioritaires pour le renforcement de l'écotourisme, ainsi que pour l'amélioration des retombés pour la population locale sont élaborés
- Des scénarii d'avenir, une stratégie de promotion et un plan d'action écotouristique sont élaborés et validés par les acteurs régionaux.
- Une restitution des résultats est faite auprès des responsables publics, des bailleurs et des investisseurs potentiels dans l'écotourisme.

4. Approche de travail :

Au centre de l'approche de travail est l'Ecotourisme dans la région du Triangle Bleu, qui est considéré comme un **enjeu régional** important. L'étude aimerait contribuer à la promotion de l'Ecotourisme régional, qui pourrait ainsi devenir un vecteur de développement et de désenclavement important.

Le développement de l'écotourisme régional est inter-relié avec de nombreux facteurs favorables ou défavorables, qu'il s'agit de bien tenir en compte. Dans une logique systémique et pluridisciplinaire, il s'agit de comprendre les causes et effets dans les différents domaines thématiques, qui déterminent le futur développement de l'écotourisme. Ce sont des **thèmes stratégiques**, dont l'importance pour le développement de l'écotourisme sera étudiée, afin de bénéficier des atouts et de combler les lacunes.



L'approche intègre les différents **niveaux spatiaux** et les différentes parties prenantes en passant par une étape d'analyse régionale préliminaire, suivi par deux étapes d'étude locale approfondie et d'étude régionale approfondie, pour aboutir à une synthèse et un atelier régional de validation.

5. Etapes de travail :

Les étapes suivent le concept 'Enjeux régionaux' développé par le CDE et DERAD. Après la cadrage de l'étude, une étude régionale préliminaire récoltera les informations et avis d'ordre général. Ensuite sera fait sur terrain et pendant 6 semaines le diagnostic approfondi des potentiels écotouristiques locaux, suivi par la synthèse de ces informations dans des profils écotouristiques locaux. Muni de ces profils, l'étude approfondira les visions et besoins des acteurs régionaux et des institutions d'appui, sur la base de quoi des recommandations et scénarii préliminaires seront développés. Un atelier de validation et de concertation et des groupes de travail élaboreront la stratégie et le plan d'action finaux. ESAPP prendra finalement en charge la multiplication de la stratégie, qui sera présenté par les parties prenantes aux décideurs et partenaires stratégiques.

Etapes	Activités
Préparation de l'étude	Elaboration Concept de travail
	Bibliographie Ecotourisme et Tourisme équitable
	Cadrage de l'étude (Validation concept de travail)
Etude régionale préliminaire	Elaboration cartes de travail
	Recueils donnés de base
	Recherche documents et études sur tourisme régional
	Entretien initial avec des acteurs et personnes ressources régionales
	Entretien initial avec acteurs en Suisse
	Rédaction analyse préliminaire
Etude locale approfondie	Préparation
	Etude des sites et services privés
	Etude des sites ou services communautaires

	Etude des sites et services des Parcs
Elaboration Profils écotouristique locaux	Synthèse et rapport succinct par site
Etude régionale approfondie	Entretien semi-structuré avec TO régionaux et nationaux
	Entretien semi-structuré avec acteurs d'appui régionaux et nationaux
	Entretien semi-structuré avec autorités et bailleurs régionaux et nationaux
	Constitution base de données régionales
	Analyse des contraintes et solutions régionales
Synthèse préliminaire (par équipe de recherche)	Elaboration des recommandations préliminaires
	Elaboration de scenarii (Hypothèses de réalisation des recommandations)
Synthèse transdisciplinaire et concertée	Atelier de validation régional
	Rapport et stratégie finale
Intégration	Présentation et diffusion

6. Mise en œuvre de l'étude

L'acteur de mise en œuvre principal de l'étude sera l'**association EDENA**, spécialisé en développement de l'écotourisme. Les professionnels de EDENA encadreront deux **stagiaires** étudiants en écotourisme, qui eux feront le travail de terrain et les enquêtes, et utiliseront ces résultats pour leurs mémoires de fin d'études. Les stagiaires seront accompagnés par le **responsable Ecotourisme** du projet Biosphère Mananara-Nord, ce qui constitue une équipe de terrain légère de 3 personnes. Trois profils différents (Aménagement Ecotourisme, Bio-physique, Socio-culture) seront recherchés. Dans les moments cruciaux de conception et planification et d'analyse et de synthèse, l'équipe sera **appuyé par J. Brand, DEC**. Les travaux cartographiques seront confiés à un prestataire **spécialisé en SIG**. Et finalement, la mission de **backstopping du CDE** comprendra un appui conceptuel permanent (lecture des concepts, questionnaires, analyses préliminaires), des enquêtes – discussions directs avec le Zoo de Zurich et quelques voyageurs spécialisés en Suisse et ensuite la mission terrain comprenant un appui aux recommandations et scénarii préliminaires, la participation à l'atelier de validation et une visite sur terrain.

La collaboration et l'appui moral des partenaires stratégiques ANGAP et la Office du tourisme régional de Toamasina seront sollicités, tandis que le projet Biosphère Mananara-Nord fournira un appui organisationnel pour la mission sur terrain dans la Réserve.

La mission sur terrain, débutera à Masoala. Pour les premiers sites l'encadreur accompagnera les stagiaires, avant de retourner à Tana. Les stagiaires se déplaceront ensuite pendant 6 semaines en VTT via Mananara, Manompana, Sonierana, Ste Marie et Toamasina, ce qui permettra un bon contact avec la population et un programme de voyage souple.

III. Formes et concepts du Tourisme

Cette partie du rapport donne des informations sur le tourisme et ses différentes formes ainsi que le contexte où spécifiquement l'écotourisme s'évolue à Madagascar. Elle est donc juste constituée de série de documentations pouvant servir à comprendre les principes de base du tourisme durable et de l'écotourisme.

En premier lieu, un extrait du **Plan Directeur de l'Ecotourisme** est présenté afin de comprendre la définition adoptée sur l'écotourisme et le contexte national.

Ensuite, apparaît la **Déclaration de Québec sur l'Ecotourisme** du Sommet Mondial de l'Ecotourisme tenu au Québec en 2002. Ce document trace les principes de base de l'écotourisme.

Viennent par la suite, une série de Chartes développées pour harmoniser les efforts dans les différentes formes de tourisme.

- Charte du Tourisme Durable
- Charte du Tourisme Equitable
- Charte Ethique du Voyageur

Enfin, une présentation du **Tourisme Solidaire** est également jointe pour mieux comprendre ce tout nouveau forme de tourisme.

Dans ce rapport préliminaire, ces plans et chartes sont présentés dans leur intégralité dans les annexes en tant que partie de la documentation. Un analyse approfondie en sera faite lors de l'élaboration des propositions de stratégies de développement.

Ces documents sont complétés par l'analyse sur les formes alternatives et les tendances du tourisme en Suisse en Partie VII.

IV. Etude bibliographique sur la région Triangle Bleu et Tourisme

1. Introduction

La partie « Etudes Bibliographiques » présentée sous forme de tableau, énumère les différents documents identifiés ainsi que les rubriques et/ou thèmes exploitables pour l'étude toute entière.

Cette partie, séparée en deux présente d'un côté la liste des ouvrages trouvés au niveau local c'est-à-dire à Madagascar et d'un autre côté, la liste des sites web découverts via l'internet.

Pour la première partie, on peut distinguer trois catégories bien distinctes :

- Catégorie « TOURISME » incluant évidemment tout ce qui touche le secteur aussi bien régional, national qu'international. Ils peuvent être soit des plans nationaux de développement du tourisme, soit des plans d'action stratégique d'une zone touristique donnée, soit des guides touristiques ou même des revues ou brochures sur le Triangle Bleu.
- Catégorie « ENVIRONNEMENT / CONSERVATION / DEVELOPPEMENT » regroupant les documents sur les lois, décrets, réglementations sur l'environnement et la conservation, les documents forestiers de Madagascar et les recherches particulières sur des zones précises (plus souvent Masoala) et les principes de gestion et suivi-évaluation de ces sites.
- Catégorie « ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES » : sont regroupés dans cette catégorie les documents exposant les données socio-économiques de la région ainsi que les mœurs et coutumes locales.

Les lectures en diagonal de tous ces documents lors de l'étude préliminaire ont permis de faire les constatations suivantes :

Sur le TOURISME :

- Parmi les trois zones du Triangle Bleu, Masoala semble être la plus développée en terme d'écotourisme et ceci grâce aux interventions des organismes internationaux tels que CARE et WCS. En effet, Masoala enregistre une augmentation considérable et constante de visiteurs alors que les infrastructures d'accueil restent insuffisantes.
- Le Triangle Bleu renferme des potentialités touristiques et écotouristiques inestimables mais inexploités.
- Les blocages au développement du tourisme reposent essentiellement sur le problème d'accessibilité et le manque de système de télécommunication performant. Au niveau institutionnel, l'administration foncière reste lourde et compliquée ce qui freine les investissements.

Sur la catégorie « ENVIRONNEMENT / CONSERVATION / DEVELOPPEMENT »

- Les dispositifs légaux et administratifs sont mis en place pour le développement durable (loi, décret, système de gestion et de conservation, ect...)
- Les études et recherches scientifiques approfondies abondent mais la plupart sont axées uniquement sur Masoala.
- Les installations humaines à l'intérieur des aires protégées comme le cas de Masoala sont les principales menaces pour la conservation.

Sur les « ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES »

- Les principales activités économiques s'orientent vers les cultures de rente telles que le girofle, la vanille et le café ainsi que vers la pêche.
- En terme de religion, le christianisme prend de plus en plus de place laissant en veilleuse les mœurs et coutumes traditionnels.

2. Résumé des ouvrages disponibles localement

Titre	Cotes	Adresses	Auteurs	Résumé
Journée Régionale de la Statistique Octobre 2001 Toamasina		CDI CAPE Toamasina	INSTAT	-Données et statistiques sur l'enseignement supérieur, secondaire (1 ^{er} cycle et 2 nd cycle) et éducation de base par fivondronana dans la province de Toamasina 2000 - 2001 Pages 13 à 17 -Source Ministères des Travaux publics : Réseau routier Malagasy page 19 -Source Direction Inter Régionale des Travaux Publics de Toamasina : Trafic moyen journalier sur la RN5 en 1998 et 2000 page 20 -Source Direction Inter Régionale de Développement Sanitaire de Toamasina : données et statistiques sur les infrastructures, personnel sanitaire par District dans la province de Toamasina 2000 - 2001 pages 25 26 -Source Service Provincial de l'Emplois de Toamasina : données et statistiques sur l'emplois à Toamasina en 2001 page 27 -Source FID Toamasina : données, statistiques des interventions du FID dans la province de Toamasina 1995 à 2000 pages 29 30 -Source DIR INSTAT Toamasina, projet Madio : données et statistiques sur la population, activités sociales dans la province de Toamasina 2000 Pages 36 à 40
Données socio-économiques par Fiv.		CDI CAPE Toamasina		-Données socio-économiques (développement touristique) du Fivondronana Fenerive Est, Maroantsetra, Mananara Nord, Soanierana Ivongo, Sainte Marie
Données socio-économiques Régionales		CDI CAPE Toamasina		-Généralités sur la Province de Toamasina (délimitation, climat...) -Données agricoles par Région dans la Province de Toamasina (CAVAGI, Paddy, Mais, Manioc...) Pages 2 et 5-6
Projet Tourisme à Madagascar Tome II Rapport final 1992 Tome I Rapport final	Etude d'impact, plans d'aménagement de zones Etude sectorielle	Ministère de la Culture et du Tourisme Antananarivo MCT MCT	Groupe Huit Dirasset Aura Groupe Huit Dirasset Aura	Région Sainte Marie -Contexte socio-économique de la région -Impact socio-économique régional du projet touristique -Aménagement touristique de la zone Région Nord Est : Toamasina, Sainte Marie, Foulpointe, Mananara, Maroantsetra - Tourisme et environnement (les AP de la région et sites touristiques, circuits touristiques) Evaluation de la demande, étude de marché
Brochure Parc National Masoala		ANGAP Antananarivo	ANGAP, WCS	-Description du site et de la région : généralités, l'offre, les attractions, les infrastructures d'accueil, statistiques sur les visites
Madagascar le Guide 2001 - 2002	3 ^{ème} édition Carambole		Vincent Verra	
Le guide du Routard Madagascar 2000 - 2001	Edition Hachette			
Le Petit Futé				
Compendium de statistiques du tourisme	20 ^{ème} édition Madrid 2000 Réf.353 TOUR	MCT	OMT	Information statistique sur le tourisme dans 204 pays et territoires du monde entier : Madagascar page 116

1994 - 1998	Début de série en 1975			
Baromètres du tourisme mondial Juin 2003	Volume 1, numéro 1 Réf. 898 Tour	MCT	OMT	Données touristiques à court terme : contexte historique, résultats du secteur touristique en 2003, arrivées de touristes internationaux (Europe, Amérique, Asie Pacifique...)
Faits saillants 2001	Résultats préliminaires OMT Réf. 120 Tour	MCT	OMT	Recettes du tourisme international, horizon tourisme 2020
Inventaires de Biodiversité pour la délimitation du Parc: Raisonement et Analyse	Réf. Jenkins, MD 1990: Profil de l'environnement/ UICN L'Alliance Mondiale pour la nature, Gland, Suisse. Annexe V.1 à V.7	The Wildlife Conservation Society Soavimbahoaka	C. Kremen 08 octobre 1994	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire et étude des petits mammifères. - Avian inventory of Masoala Peninsula, Madagascar. - Contribution à l'étude de la flore des Aires protégées de Madagascar. - The butterfly fauna of the Masoala Peninsula.
Proposition des Limites du Parc National Masoala		WCS	Kate Lance, Xerces Society, Claire Kremen, Wildlife Conservation Society, Isaia Raymond, Université d'Antananarivo aout 1994	<ul style="list-style-type: none"> - Emplacement, age et noms des villages, nombre de familles par village, origine des villageois. - Emplacement des défrichements de forêt. - Emplacement des forêts littorales, des marécages, des mangroves, des habitats riverains - Emplacement des voies de transport (sentiers à travers le massif forestier, ports, et limites amont pour la navigation en pirogue. - Description de l'utilisation des produits forestiers et des cultures de rapport - Présence de la Direction des Eaux et Forêts sur la péninsule.
Proposition des limites du Parc National Masoala	Réf. Projet de Conservation de Développement intégrés de la presqu'île Masoala. WCS; CARE International Madagascar, The Peregrine Fund.	WCS	Adina Merenlender, Claire Kremen, Marius Rakotondratsima. 07 novembre 1994	<ul style="list-style-type: none"> - Structure de la forêt littorale de Masoala. - La potentialité ecotouristique de Masoala. - Plan d'action communautaire - Plan de gestion de la Réserve Spéciale de Nosy Mangabe à court terme.
Rapport de mission en matière d'écotourisme	DEF - ANGAP - CARE - WCS - TPF. 03 au 6 décembre 1995	WCS	Matthew Hatchewell	<u>Objectif:</u> " Atteindre un niveau de qualité d'activité ecotouristique dans la zone de la presqu'île Masoala qui contribuera à la protection à long terme du parc National et de son environnement, ainsi que de la qualité de vie des populations locales, et qui leur apportera des bénéfices ainsi qu'aux opérateurs privés et à l'administration du Parc."
Masoala projet de Conservation et Développement intégré.	Réf. CARE International Madagascar; The New York Zoological Society, The Wildlife Conservation Society.	WCS	Contact: Remko Vonk Directeur CARE International Madagascar	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation des ressources, freins institutionnels, cadre socioculturel et économique - Condition pour le succès du projet. - Aménagement des aires protégées, gestion de l'aire protégée, utilisation des ressources, suivi-évaluation du projet.
Documents Analytiques de Support	MEF - IRG - USAID - Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement	WCS	J. Clark Neloni Rabenandrasana - Biodev Madagascar	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de l'occupation des sols en général et d'analyser l'évolution de la couverture forestière en particulier. - Analyse sur l'évolution de la couverture forestière entre 1990 et 1996.
Projet Forêts de Makira Madagascar	MEF - IRG - PAGE - USAID	WCS	David Meyers 18 décembre 2001	L'International Resources Group par le biais d'un projet financé par l'USAID et en collaboration avec le WCS ont travaillé avec le MEF pour développer des options de financement du carbone afin d'aider la conservation des forêts dans le Nord-Est de Madagascar. Le but du projet est de réaliser la conservation de la biodiversité et de l'écosystème dans une région de forêts de 4600km², en

				favorisant la gestion durable des ressources naturelles et les mesures légales pour la protection des forêts.
Parc National Masoala Plan de gestion		ANGAP Ambatobe Antananarivo	Matthew Hatchwell, WCS M/car Draft. d'avril 1999	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en évidence les différentes zones du Parc selon leurs vocations respectives - Etablir et mettre en oeuvre un plan de développement écotouristique pour la mise en valeur du parc. - Installer les infrastructures nécessaires pour la gestion et l'exploitation écotouristique du parc. - Assurer des retombées économiques liées directement à l'existence du parc pour les communautés vivants dans sa zone périphérique. - Développer et mettre en oeuvre un plan d'éducation environnementale systématique et performant dans les villages autour du parc. - Développer et mettre en place les systèmes de gestion opérationnelle du parc. - Développer et instaurer un système efficace de protection du parc. - Assurer la continuité des recherches et du suivi écologique - Promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles et culturelles.
A visitor's view	SIT Spring 2003	PN Masoala	Kate Mannle, Haja Salava, Jim Hansen	- Opinion et impression des visiteurs de Masoala
Rapport de stage	Nov-dec. 2000	PN Masoala	RANDRIANAS OLO Sylvain	Situation géographique, Description de l'itinéraire, Evaluation des sites écotouristiques potentielles, et actions proposées pour le développement écotouristique dans la région de Masoala.
Rapport préliminaire Eco tourisme a Masoala	Jan.1994	WCS TNR	Francois Odendaal	Plan Directeur sur l'Eco tourisme
Contribution a l'étude des ressources naturelles de la RBMNRN	Soutenu le 17 jul.1991	Hall de l'Information Mananara-Nord	Ralaivony Joseph	Historique, Situation, Topographie, Climat, Végétation et identification des potentialités touristiques de la région.
Fantaro ny momba ny Sainte Marie		Musée Sainte Marie	Jacques VANGHOU	Historique et légendes sites a Sainte Marie
Akon'i Masoala	Revue N 1,6,7	PN Masoala	ANGAP Masoala	Journal, informations
Développement de l'eco tourisme a Masoala	Mémoire de CAPEN 1997	WCS TNR	LAIZOMA Tiana Joelle	L'écotourisme associe la découverte, la protection de l'environnement et le développement local.
Masoala – Œil de la Forêt	Copyright 2003 Zoo Zurich & TH Gut Verlag 8712, Stafa	WCS TNR	Alex Rubel, Matthew Hatchwell, James Mackinnon, Prisca Ketterer	Une nouvelle stratégie de conservation pour la forêt tropicale de Madagascar.
Consultancy for Construction of Trail Footbridges and Boardwalks for the Masoala	Final Report Oct 11– Nov.15, 1998	WCS TNR	Linda Torferson	Etude de consultance sur les aménagements (pistes, sentiers...) à l'intérieur du Parc National Masoala
Rapport de mission au Nosy Mangabe	Institut de Civilisations – Musée d'Art et d'Archéologie	WCS TNR	Jean Aime ANDRIANAHERILALA	Fouille archéologie, analyse laboratoire.
Consultancy for Trail Construction & Maintenance	Jan.14 – feb.18,1998	WCS TNR	Linda Togerson	Etude de consultance sur la construction et maintenance dans le Parc National Masoala

Local Participation in Ecotourism at Masoala National Park & Special Reserve Nosy Mangabe	School of Development studies January 2000	WCS TNR	Jane Bech Mortensen	
Bulletin d'information RBMNRN	Numéro 1	Hall de l'Information Mananara - Nord	ANGAP Mananara - Nord	Information globale sur la Réserve, l'organigramme
Eco-developpement des populations de base pour la conservation de la RBMNRN	Phase II Nov. 2000	Hall de l'Information Mananara - Nord	Jurg Brand	Conservation Parc, Responsabilisations des paysans, Eco tourisme, Recherches, Ordre des priorités thématiques, et Zonage Etat forestier.
Plan de mise en œuvre du système de suivi-évaluation du projet de conservation et développement intégré de Masoala.	Janvier 1996, Antalaha	WCS TNR	Raymond Lemaraina, Claire Kremen, Vincent Razafimahatratra, Jean Solo Ratsisompatriavo, Russel Thorstonn, & Aristide Andrianamisa	
Report of the third Ecotourism Trial Run, Masoala Peninsula, Madagascar.	N 6	WCS TNR	F.J. Odenndaal, M. Kroese, P. M. Green, C. Tsiadino	
Report of the second Ecotourism Trial Run, Masoala Peninsula, Madagascar	N 5	WCS TNR	F. J. Odendaal, M. Kroese	
Procès verbal de la Table ronde sur le plan de développement Eco touristique de la Région de Masoala.	Tenue a Maroantsetra du 28 au 30 mai 1997	WCS TNR		
Madagascar Le guide de la découverte et de l'aventure		ANGAP Tananarive	Vincent Verra	- L'Est caractérisé par son climat humide et de vastes forêts. - Localisation, climat, coordonnées, altitude, surface, description physique, les sites existants, les établissements touristiques, la faune, la flore, accès et logement.

Résumé des Site WEB exploités

« Les pays du sud s'ouvrent de plus en plus au tourisme, avec des gouvernements qui considèrent que cette activité favorise leur développement. Ce secteur est fortement créateur d'emplois, il produit des devises, il a un impact positif sur les infrastructures et il permet d'attirer des investisseurs étrangers.

Mais ce tourisme produit également d'immenses dégâts et perturbations : hyper concentration des infrastructures, renchérissement du foncier, concurrence pour certains biens rares comme l'eau, précarité de l'emploi et surexploitation de la main d'œuvre, travail des enfants, prostitution etc. »

Voir <http://www.tourisme-solidaire.org/fr/contexte.htm>

- L'UNAT (Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air)

Le site est particulièrement complet sur tous les aspects de cette thématique.

L'organisation a publié récemment un guide « D'autres voyages, du tourisme à l'échange » qui propose des adresses et une définition de pas moins de huit formes différentes de tourisme, que le voyageur moyen a du mal à distinguer (tourisme alternatif, intégré, solidaire, durable, équitable, éco-tourisme, etc.).

Depuis la parution de ce document, l'UNAT a approfondi la réflexion autour de ce secteur, en concertation avec les ministères, les opérateurs, la conférence permanente du tourisme rural et les ONG de développement.

Voir : <http://www.unat.asso.fr/f/unat/ts.html>

Ce travail a abouti à l'élaboration d'une grille d'analyse qui vise à mieux cerner les démarches des opérateurs, en respectant les spécificités des uns et des autres.

Grille d'analyse : <http://www.unat.asso.fr/f/unat/tsactions4.html>

- Forum international : Tourisme solidaire et développement durable

Site du forum sur cette thématique qui s'est tenu en septembre 2003 dans la région PACA (Provence Alpes-Cote d'Azur).

Les problématiques sont présentées de manière synthétique.

<http://www.tourisme-solidaire.org/fr/default.htm>

- **Tourisme solidaire et développement du secteur privé**, ministère des affaires étrangères. DGCID; Gret / Les BDS (Business Development Services) : l'actualité des services aux entreprises, n° 6, 2003/3e trim., 49 p.

Ce document offre un panorama assez complet de la question en plusieurs articles et traite notamment des idées, concepts et politiques, présente des études de cas, et propose des outils d'action.

Sommaire :

Les acteurs entrepreneurs du Sud dans le développement du tourisme responsable. (entretien avec A. Laurent)

Le tourisme et la réduction de la pauvreté (OMT)

Le tourisme culturel en Tanzanie : expérience d'un projet de développement touristique (M. Leijzer)

Travailler avec le secteur privé sur le tourisme en faveur des pauvres : opinions et expérience de deux praticiens du développement (C. Ashley et D. Roe)

Le tourisme contre la pauvreté : un exemple gambien (H. Goodwin)

Écotourisme durable et opportunités d'éco-entreprise dans le golfe de Mannar, Tamil Nadu, Inde (N. M. Saville)

L'écotourisme en Amérique latine (IDBAmerica Online)

Le tourisme durable comme option de développement : guide pratique pour les organisateurs locaux, les acteurs du développement et les décideurs (B. Steck)

Comment évaluer l'impact des interventions de développement des entreprises dans le tourisme (EDIAIS)

Voir : <http://www.france.diplomatie.gouv.fr/solidarite/economie/bds/pdf/06.pdf>

- Le tourisme solidaire, une manne pour l'Afrique ? Article sur le site Internet de RFI

« Après avoir encouragé le développement des industries touristiques, de nombreuses agences de voyage découvrent que le touriste peut nuire aussi au développement social et économique d'un pays. Peut-être faudrait-il pratiquer cette activité autrement ? »

Voir : <http://www.radiofranceinternationale.fr/fichiers/MFI/CultureSociete/172.asp>

- L'écotourisme, une nouvelle opportunité pour l'Afrique ?

Quand le développement passe par l'écotourisme ?

« La réduction de la pauvreté dans le monde, et plus particulièrement en Afrique, figure au premier rang des priorités des Nations Unies. Comme en témoigne ses objectifs de développement du Millénaire. Pour y parvenir, l'écotourisme semble se présenter comme une arme de choix. Mais qu'entend-t-on par écotourisme et en quoi peut-il contribuer au développement du continent ? Voici quelques éléments de réponse. »

Voir : <http://www.afrik.com/article7326.html>

- L'organisation Mondiale du Tourisme (OMT) propose des informations sur le développement durable du tourisme et met en place un code mondial d'éthique du tourisme. <http://www.world-tourism.org>

Code mondial d'éthique du tourisme

http://www.world-tourism.org/code_ethics/pdf/Codigo%20Etico%20Fran.pdf

- Tourisme-durable.net

« Tourisme-durable.net, site d'initiative civile d'informations, co-produit par la communauté des rédacteurs, se positionne à l'attention de nos concitoyens à titre personnel ou professionnel »

<http://tourisme-durable.net/>

- The natural guide

Une association qui édite des guides touristiques qui mettent en valeur une approche durable et responsable du voyage.

« Nous sélectionnons des hôtels et des loisirs sur la base de trois principes : ils doivent être agréables pour le voyageur en quête de nature et d'authenticité, ils doivent respecter l'environnement, et être bénéfiques aux populations locales.

Sur la base de ces trois principes et en utilisant des normes internationales et locales en matière de tourisme durable, nous avons défini, en coopération avec nos partenaires un ensemble de critères et de méthodes de sélection, simples à comprendre et à appliquer par tous. »

Voir : <http://www.naturalguide.org/francaise/default.htm> rubriques « principes » et « méthodes ».

- Tourisme et développement solidaire

« En cinq ans, près de 500 voyageurs nous ont déjà fait confiance, nous aidant par leurs témoignages et leur soutien à construire progressivement ce projet passionnant et novateur d'un tourisme responsable, équitable et solidaire.

Grâce à eux, ces Villages d'Accueil TDS trouvent progressivement les ressources techniques, humaines et financières pour contribuer à la réalisation de leurs projets de développement. »

<http://www.tourisme-dev-solidaires.org/>

- Le dossier tourisme solidaire de l'Aedev (l'association Développement)

Où partir ? Des sites regroupant les acteurs du tourisme responsable, sites professionnels, sites d'associations culturelles...

Tout savoir sur le tourisme solidaire : Un florilège des sites où l'on peut trouver des infos très pertinentes sur le tourisme solidaire et toutes ses implications.

Voir : http://www.aedev.org/rubrique.php3?id_rubrique=71

(1) http://www.aedev.org/article.php3?id_article=712

V. Monographie et présentation de la région d'étude

1. Présentation de la Province Toamasina

Historique

L'origine du nom de Tamatave est assez controversée mais il nous plaît de rappeler l'explication donnée par la légende : « ...lorsque le roi Radama 1^{er} arriva à la mer, qu'il voyait pour la première fois, il goûta l'eau de l'Océan Indien et il s'exclama émerveillé Toa Masina(qui en malgache se traduit en eau salée) »

Autre explication : masina signifie aussi sacrée et jadis les Betsimisaraka qui habitaient dans la région célébraient la mémoire des morts en sacrifiant des zébus et en buvant une boisson artisanale appelée toaka masina c'est-à-dire pas très bon, donc toaka matavy.

A partir du 1804, la ville fut disputée par les français et les anglais avant de tomber en 1817 entre les mains Radama I. La royauté Merina y installa des gouverneurs et Toamasina assume à la fin du 19^{ème} siècle le rôle de capitale commerciale de Madagascar. Elle est à la fois le débouché de l'Imerina et l'entrepôt de cote Est. Plus tard, la ville de Toamasina, orgueil de la colonie, reçut toutes les attentions de l'administration. Le pouvoir y aménageait un port moderne en remplacement du Wharf construit en 1900.

Relief et Climat

Dans l'ensemble, le relief de la région présente trois séries d'escarpement traversées par des failles littorales ou des failles formant des dépressions lacustres plus ou moins important.

Le climat de la cote Est malgache est de type tropical humide : il pleut en moyenne 250 jours dans l'année. Il s'agit pour la plupart du temps de crachins tropicaux de quelques dizaines de minutes. Les alizés du soir soulagent sensiblement de la chaleur humide.

Pédologie

Le sol est de type ferralitique, riche en fer et en aluminium, des acides avec des degrés de fertilité variable mais dénudés. Ce type de sol est très sensible à l'érosion et à la dégradation, mais pourtant, favorable à certains cultures si protégés de l'érosion.

Délimitation

La province de Toamasina s'étend de long de la côte orientale malgache de Mahanoro, à l'extrême Sud, jusqu'à Sambava, à l'extrême Nord. Elle est limitée à l'Ouest par une barrière montagneuse située à l'intérieur des terres qui culmine à certain endroit à 2200 m d'altitude. A l'Est, elle est bordée par l'Océan Indien, parsemé à certains endroits d'un chapelet de petites îles.

Données agricoles

La côte Est, devenue zone de production prioritaire du café, du girofle, de la vanille, du poivre, finit par être une zone chroniquement déficitaire en riz. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'administration coloniale française, pour tenter de parvenir à cette autosuffisance alimentaire, fut contrainte d'encourager la culture du riz. A noter qu'en 1960 la production de café était de 120.000 tonnes et celle du girofle était de 600.000 tonnes. Par contre en 2000, ces mêmes productions étaient de 35.000 tonnes pour le girofle et 15.000 tonnes pour le café.

Données environnementales

La région est célèbre pour sa forêt tropicale de type sempervirente qui sert d'abri à une faune et à une flore extraordinairement riche en espèces et dont la plupart sont endémiques à Madagascar. Certaines se rencontrent même uniquement dans cette partie orientale de la Grande île.

On compte 18 Aires Protégées avec une superficie totale de 495.756ha, dans la province de Toamasina : 2 Réserves Naturelles Intégrales (RNI), 4 Réserves Spéciales (RS), 4 Parcs Nationaux (PN), 7 Réserves Forestières (RF) et 1 Forêt Classée.

Données démographiques

Au total, la population occupant la cote Est malagasy, compte environ 1 400 000 de personnes et parlent la dialecte Betsimisaraka (dialecte du nord et celle du Sud)

La population de la province en général, compte (en densité) :

TOAMASINA I	7726 hab/Km2	6.03 %
TOAMASINA II	41 hab/Km2	3.31 %
AMBATONDRAZAKA	49. hab/Km2	4. %
AMPARAFARAVOLA	29. hab/Km2	6.83 %
ANOSIBE AN'ALA	24. hab/Km2	3.4 %
ANTANAMBAO MAN	25 hab/Km2	5.2 %
VOHIBINANY (BRICKAVILLE)	32 hab/Km2	1.9 %
FENOARIVO ATSINANANA	92. hab/Km2	2.11 %
MAHANORO	51 hab/Km2	3.31 %
MANANARA-AVARATRA	28 hab/Km2	7.13 %
MAROANTSETRA	27 hab/Km2	3.32 %
MAROLAMBO	27 hab/Km2	3.4 %
MORAMANGA	20. hab/Km2	2.9 %
NOSY-BORAHA (SAINTE-MARIE)	77 hab/Km2	3.19 %
SOANIERANA-IVONGO	19. hab/Km2	3.36 %
VATOMANDRY	52 hab/Km2	4.17 %
VAVATENINA	44. hab/Km2	3.35 %
ANDILAMENA	9 hab/Km2	3.79 %

Source : Inventaire des sous-préfectures (septembre 2001)

Données touristiques

Pour la Province proprement dite, plusieurs circuits sont faisables vu l'existence de plusieurs sites touristiques et écotouristiques potentiels exploitables.

Les circuits touristiques et écotouristiques potentiels et exploitables :

- Axe RN 7 : Antananarivo-Ambatolampy-Antsirabe-Ambositra-Fianarantsoa
- Axe ligne ferroviaire FCE (Fianarantsoa Cote Est) : Fianarantsoa-Manakara
- Axe RN 25 : Fianarantsoa-Ranomafana-Mananjary
- Axe Canal des Pangalanes : Mananjary-Nosy Varika-Mahanoro-Vatomandry-Ambila Lemaintso-Manambato-Ankanin'ny Nofy-Toamasina
- Axe RN 2 : Antananarivo-Marozevo-Moramanga-Andasibe-Ranomafana-Brickaville-Toamasina
- Axe RN 5 : Toamasina-Mahavelona (Foul Pointe)-Fenerive Est-Mahambo-Soanierana Ivongo-Manonpana-Mananara Nord-Marointsetra
- Sainte Marie
- Axe Moramanga-Ambatondrazaka (ligne ferroviaire ou route nationale)

Les sites touristiques et écotouristique représentatifs de ces circuits :

- Axe RN 7 :
 - Station forestière de Manjakatompô(Ambatolampy)
 - Massif d'Ankaratra (Ambatolampy)
 - Rova de Tsinjoarivo

- Lac Andraikiba et Tritriva (Antsirabe)
 - Antoetra (village et art Zafimaniry)
- Axe FCE :
 - forêt sempervirente de l'Est Malgache
 - villages traditionnels
 - Chutes d'eau et tunnels
- Axe RN25
 - Parc National Ranomafana
- Axe Pangalanes :
 - Canal des Pangalanes : paysages sauvages, forêt sempervirente, villages, lac Rasoabe et Ampitabe, Palmarium, plages d'Ankanin'ny Nofy et de Manambato et d'Ambila Lemaintso
- Axe RN 2 :
 - Réserve Privée de Pereiras
 - Site historique 1947 de Moramanga
 - Parc National d'Andasibe Mantadia
 - Plantation de Cannes à Sucre de Brickaville
 - Source de Ranomafana RN2
- Axe RN 5 :
 - Site balnéaire et historique de Foul Pointe
 - Parc zoologique d'Ivoloina
- Site balnéaire de Mahambo (plage et surfing)
 - Plage de Fénérive Est
 - Soanierana Ivongo : la plage de Menantany, cascade Mangia, Réserve Spéciale d'Ambatovaky
 - Plage de Manompana
 - la cascade de Daravangy
 - Réserve de la Biosphère de Mananara Nord
 - Maroantsetra : Parc National de Masoala et Nosy Manga be
- Axe Moramanga-
 - Lac Alaotra
- Ambatondrazaka :
 - PN et RNI de Zahamena

2. Présentation de la zone Maroantsetra/Masoala

Historique

Par son panorama, la Baie d'Antongil offre une escale sans risque à tout navigateur explorant l'Océan Indien.

En 1772 : des explorateurs hollandais, Polonais, Portugais, Hongrois, ont fait souvent escale dans cette Baie grâce à sa beauté et de ses richesses. Le dénommé BENYOWSKI prince dans son temps s'y installait avec sa troupe et vivaient avec la population avoisinante.

En 1874 : deux (2) rois Betsimisaraka se sont installés au centre ville de Maroantsetra actuelle.

Un Roi dénommé IAMBARA habitait dans la cour de la Résidence du Fivondronampokotany actuelle, lieu où existe jusqu'à présent, la Pierre Sacrée d'Ambatomasina, très honorées par la population de la Région. L'autre dénommé VOLANESY résidait dans la Cour du Tranombarotra ROSO actuelle.

A cette époque, le village de Soanierana actuel était le Centre Administratif et Résidence du Gouverneur RABESANDRATANA et son protocole Randrianarivony, par ordre du Roi, ils sont chargés de l'Administration et de la Sécurité de la Région.

En 1884, après le départ du Gouverneur et son assistant à Antananarivo, un français dénommé LAGRIFFOLE débarquait dans cette Région et pour éviter l'attaque des ennemis, il installait beaucoup de «

FATSY » appelé « TSETRA » dans la rivière d'Anjahamambo jusqu'à Seranambe-Soanierana, d'où le nom de cette ville MAROATSETRA.

Source : enquête faite, auprès des Notables de la Région, par M RANDRIAMAHEFASOA Damoel Adjoint au sous Préfet de Maroantsetra

Relief et Climat

Le climat de la Région de Marontsetra est généralement chaud et humide toute l'année. La période dite « sèche » se situe entre le mois de septembre à décembre.

Les montagnes aux points culminants assez élevés sont situées souvent dans la Presqu'île de Masoala, telles que :

- Beanjada, CR Anjahana avec 1311 m
- Antongonivitsika, CR Andranofotsy 1372 m
- Ambohitsitondroina, CR Anjahana avec 1105 m

Les chaînes des montages érigées sous forme d'anneau protègent la Sous Préfecture de Maroantsetra contre les cyclones.

Dans son ensemble, le topographie de Masoala est très accidenté et compartimenté du fait de plusieurs système de fractures (Besairie, 1965). On distingue trois principaux ensembles topographiques.

Hydrographie et pédologie

Très riche en cours d'eau dont les plaines riveraines sont très fertiles, à savoir :

- A l'Est : Rivière d'Ambanizana et de Mahavelona
- Au Nord : Rivière d'Andranofotsy et de Manambolo
- Au Nord Ouest : Rivière d'Antenambalana
- Au Sud : Rivière de Voloina et de Rantabe.

Par contre au fil de la saison de pluies, les rivières avec leurs crues provoquant des inondations détruisent les cultures et habitats.

La Presqu'île Masoala représente un horst granitique démarqué à l'ouest par l'effondrement de la Baie d'Antongil. Quatre types de roches mères existent à Masoala, avec une prédominance marquée pour le granite. Il se situe principalement sur les zones montagneuses et de basses collines et est à l'origine des sols ferralitiques rouges et jaunes.

En dessous de ces étages supérieurs se répartissent les autres types de roches mères à savoir le basalte, le quartz et les dunes de sables. Ils donnent soit des sols hydromorphes se rencontrant dans les zones marécageuses soit des sols plutôt riches en alluvions argileuses et sableuses observés le long de la frange littorale, (Hottin G. et al., 1964 ; carte géologique au 1/200.000). Ces derniers types de sols présentent une grande valeur agronomique et sont actuellement très prisés par la culture de riz, de café, de la canne à sucre, de vanille et quelques plantes à tubercules ainsi que des bananes.

Le long de la côte, les rochers alternent avec les baies sablonneuses et des récifs coralliens entrecoupés par des passes se trouvent non loin du rivage plus particulièrement à l'Est de la presqu'île.

Délimitation

La Sous Préfecture de Maroantsetra se délimite :

- Au Nord Est par la Sous Préfecture d'Antalaha
- Au Nord Ouest par la Sous Préfecture de Befandriana Nord
- Au Sud Ouest par la Sous Préfecture de Mandritsara
- Et au Sud par la Sous Préfecture de Mananara Nord.

La superficie totale de la Sous Préfecture Maroantsetra est de 6 876 km²

Quant à la Presqu'île de Masoala, elle est à cheval entre la Sous Préfecture de Maroantsetra, province de Toamasina, et la Sous Préfecture d'Antalaha, province d'Antsiranana. A l'Est se trouve l'Océan Indien et à

l'Ouest, la Baie d'Antongil. Le Parc national Masoala, qui occupe la majeure partie de la presqu'île, a une superficie totale de 230 000 ha

Données démographiques

Numéro d'ordre	Désignation des communes	Nombre de la population
01	CU Maroantsetra	20.950
02	CR Ambinanitelo	25.715
03	CR Anjanazana	10.706
04	CR Ankofa	9.373
05	CR Andranofotsy	9.305
06	CR Antakotako	12.387
07	CR Anjahana	16.170
08	CR Antsirabe Sahatany	40.803
09	CR Ambanizana	6.005
10	CR Ankofabe	6.849
11	CR Anadrivola	4.141
12	CR Ambodimanga - Rantabe	4.588
13	CR Androndrana	7.005
14	CR Mahalevona	12.716
15	CR Manambolo	16.978
16	CR Rantabe	5.262
17	CR Morafeno	2.550
18	CR Voloina	11.238
	TOTAL	186.741

Au total, la Sous Préfecture de Maroantsetra compte 18 communes dont 17 communes rurales. La Commune Rurale d'Antsirabe Sahatany est la plus peuplée de ces communes avec 40 803 habitants, après la Commune de Maroantsetra qui compte la moitié de la première avec 20 950 habitants.

Quant à la presqu'île Masoala, l'implantation humaine est récente à l'exception des villages d'Ambodirafia (Angotsy au début) et d'Ampanavoana sur la côte est, d'Ambodilaitry au sud et d'Ambanizana et d'Andranofotsy à l'ouest (Plan de Gestion du PN Masoala, 1999).

Données démographiques de la Péninsule Masoala.

Commune	0-5 ans		6-17 ans		18-59 ans		60 ans et+		Total		Source
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Ambalabe	1 309	1 493	2 999	3 325	1 257	1 452	190	260	5 755	6 530	PCD2002
Ambohitralanana	1 061	1 350	3 546	4 042	2 553	2 723	235	254	7 395	8 369	PCD 2001
Vinanivao	1 908	2 125	2 464	2 596	2 840	3 237	548	645	7 760	8 603	Commune 2002
Marofinaritra	543	509	885	777	949	840	70	68	2 447	2 194	PCD2002
Anjahana	2 475	2 626	6 259	6 856	3 716	4 157	1 591	1 686	14 042	15 325	Del Pop WMN01
Andranofotsy	1 336	1 424	938	895	1 081	1 148	330	350	3 685	3 817	PCD 2002
Antakotako	438	462	1 135	1 208	567	601	277	294	2 417	2 565	Del Pop WMN 2001
Total zone peri	9 070	9 989	18 226	19 699	12 963	14 158	3 241	3 557	43 500	47 403	
Général	19 059		37 925		27 121		6 798		90 903		
%		20,97		41,72		29,84	7,48		100		
Maroantsetra	1 390	1 424	2 691	2 982	3 315	4 091	865	806	8 261	9 303	PCD2002
Antalaha									10 716	11 056	INSTAT, 1997

La démographie galopante de la Presqu'île Masoala est démontrée par le nombre élevé de jeunes et d'enfants dans l'ensemble de la population ; 62,69 % pour les classes d'âge de 0 à 5 ans et de 6 à 17 ans. La population active ne représente que 29,84 % de la population totale ; ce qui est relativement peu par rapport à la population en charge.

Données touristiques

Les principaux attraits touristiques de Maroantsetra sont axés généralement vers le Parc National Masoala qui est le plus grand parc de Madagascar, par sa superficie et sa biodiversité, à savoir le *Vari roux*, l'*Aigle serpentinaire*, l'*Hibou rouge*, l'*Eurycère de Prévost*... La destination de Maroantsetra est réputée, notamment par la présence de l'*Aye Aye*, lémurien endémique de Madagascar, dans la Réserve Spéciale de Nosy Manga be ; l'existence des trois (3) parcs marins (Tampolo, Cap Masoala, Tanjona) ; et surtout l'observation des baleines qui fait l'objet d'une grande fête organisée par le Groupement de Opérateurs Touristiques de Maroantsetra Masoala (GOTMM), pendant les mois de juillet jusqu'à septembre.

Entre autre, le domaine de l'agriculture avec les rizières, les plantations de vanille, de girofle, de café..., procure à la région de Maroantsetra un paysage exotique, luxuriant.

Enfin, les us et coutumes de la région présentent des aspects originaux à savoir les Tsaboraha (Rasahariana, Tsikafara), joro, et les autres formes de traditions telles que le Fandriaka, le Lampona, le Tamboroho...

Statistique des visiteurs

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
500	819	1 032	1 384	1 663	1 570	1 953	638	1 527
		8 345 525	22 372 000	24 694 000	20 404 875	32 667 325	7 834 750	18 384 600

Comme l'année 2002 est une année de crise où tous les secteurs d'activités connaissaient des conséquences néfastes, surtout le tourisme qui est un secteur très fragile. La destination de Maroantsetra n'était pas épargnée de ce fléau. Les chiffres sur l'arrivée des touristes en justifient. Après la crise de 2002, tout commençait à redécoller, Maroantsetra/Masoala en fait partie. Après ce malheureux événement et heureusement par l'ouverture du Zoo de Zurich en Suisse, les écotouristes commencent à venir en masse à Maroantsetra/Masoala. Ils sont d'origine Anglophone et Germanophone. Enfin les organismes de conservations et de développement tels ANGAP, WCS... se sont mis en œuvre pour la durabilité de l'environnement, de l'écosystème et pour le développement socioéconomique de la région par le biais de l'écotourisme.

Données environnementales

La biodiversité de la Péninsule Masoala est exceptionnelle ; exceptionnelle sur le plan faunistique que floristique. Le taux d'endémicité y est très élevé. Selon la Missouri Botanical Garden (MBG) les forêts aux alentours de la baie d'Antongil abritent à elles seules jusqu'à la moitié des plantes endémiques de Madagascar. Chaque expédition scientifique dans la Péninsule Masoala permet toujours la découverte de nouvelles espèces qui ne se trouve nulle part ailleurs, ou encore la redécouverte des espèces emblématiques qui ont été longtemps considérées comme disparues à jamais. Pour les espèces phares de Masoala, on peut citer entre autres le vari roux (*Variegata variegata rubra*) l'aigle serpentinaire (*Eutriorchis astur*), le hibou rouge (*Tyto soumagnei*) et dernièrement le Takhtajania. Les écosystèmes marins très diversifiés (mangroves, récifs coralliens, lagons, herbiers) abritent aussi une diversité encore mal connue. 2.435 espèces de plantes ont été inventoriées à Masoala dans 7 types de formations végétales (forêt de mangroves, forêt littorale, marécage vierge, forêt galerie de basse altitude, forêt dense humide de basse altitude, forêt dense humide de montagne, végétation éricoïde de haute altitude) (CARE Madagascar, 1999)

Cependant, cette richesse est constamment menacée. La végétation est profondément marquée par des actions anthropiques incessantes et non durables (exemple la pratique du tavy). La couverture originelle se dégrade entraînant avec elle la disparition de nombreuses espèces (végétales et animales) et laisse la place à une formation secondaire : « la savoka », associant des plantes envahissantes, touffues et impénétrables.

Cette formation dégradée et parfois très pauvre se trouve dans la première ceinture du terroir autour des villages. Elle abrite les champs de cultures, les terrains de pâture ou tout simplement des terrains en friche.

3. Présentation de la zone Mananara Nord

Historique

L'origine du nom peut être interprétée à partir des caractéristiques, soit hydro géographique et ethno-géographique (par jumelage des noms de fleuves : du Mananaran'i Matahitsômbotro d'Antalaha au Nord, ou du fleuve Mananara de la région du Moramanga au Sud) , soit des croyances anciennes fondées sur l'existence de forces maléfiques (« *lolo rano* ») ayant provoqué la méfiance (« *mañanara* ») pour prévenir la fréquence jadis élevée de mort-noyés dans le fleuve ;

- L'histoire de la migration sur de Mananara-nord peut être résumée en quelques lignes comme suit:
- Premières implantations des Maroandriana du XVIIème siècle (jusqu'en 1643) ;
- Arrivée des Sihanaka conquis par l'installation des Antaimbarikandaña ou Sambiarivo de 1603 à 1702 ;
- Conquête par les Malata (mulâtre) de 1702 à 1785 ;
- Sous gouvernance militaire des hova de 1785 à 1895,
- Sous colonisation française de 1895 à 1955.

Relief et climat

Le climat est du type tropical chaud et humide :

Elle est soumise, comme toute la côte Est de l'île, aux vents d'alizé issus de l'Océan Indien caractérisés par une pluviométrie élevée à plus de 2 000 mm/an, par une humidité relative à plus de 65%, sous une température moyenne annuelle de 24°. Trois saisons y peuvent être distinguées :

- Une saison cyclonique de décembre à avril, qui est chaude, et la plus pluvieuse sur l'année ;
- Une saison fraîche moins pluvieuse du mois de mai au mois d'août ;
- Et enfin, une saison la plus sèche de septembre en novembre.

Le relief sur la zone de la Commune est essentiellement du type montagneux de basse altitude de 0 à 500m, muni de vallées étroites et profondes, à fortes pentes pouvant excéder 40%. Dans sa partie Nord-Ouest s'ouvrent des grandes vallées traversées par le fleuve Mananara, et sa partie Nord-Est est constituée d'un cordon littoral aux falaises rocheuses alternées de plaines sablonneuses avec des dépressions marécageuses.

Pédologie et hydrologie

Généralement, on peut y rencontrer quatre types de sols du sommet de versant au bas fonds : sols latéritiques au sommet, sols ferrallitiques rouges sur les flancs des versants, colluvion sur les bas de pente et sols hydromorphes sur les bas fonds. Dans la plupart, ils sont du type latéritique fragile, facilement exposés aux fortes érosions pluviales en cas de déforestation. Mais ils peuvent être du type argileux et hydromorphe dans les fonds de vallée. Ils sont sableux, parfois avec présence minime d'hydromorphe, dans les parties littorales.

Avec la forte densité pluviométrique de la côte Est de Madagascar (jusqu'à 2.000 mm de pluies par an), Mananara-Nord possède de nombreux cours d'eau. On peut citer à titre d'exemple le fleuve Manañara, le Fontsiarivo, l'Ambatomilôño. Ces cours d'eau, en particulier de nombreux ruisseaux, y servent dans les milieux reculés de la ville de Mananara-nord de source d'alimentation en eau. Elles y sont estimées d'une limpidité cristalline, à teneur en calcaire quelque peu déficiente par rapport aux autres régions de Madagascar.

Délimitation

La Sous Préfecture de Mananara Nord est délimitée au Nord par la Sous Préfecture de Maroantsetra, au Sud par la Sous Préfecture de Soanierana Ivongo, à l'Ouest par la Sous Préfecture de Mandritsara et à l'Est par

l'Océan Indien. Suivant la RN5, sa limite Nord est l'embouchure du fleuve Fananehana, et sa limite Sud est l'embouchure du fleuve Anove.

Données environnementales

Les végétations sont prédominées par des restes de forêts secondaires dégradées (« *savoka* ») sous pression des activités de production traditionnelle de riz sur brûlis ou « Tavy ». Elles y peuvent être réparties en deux grandes parties :

- Ainsi sur la partie continentale peuvent être remarquées les formations secondaires dégradées ou « *savoka* », dominées par les *Ravenala madagascariensis*, les *Trema orientalis*, les *Haronga madagascariensis*, et les *Psidia altissima*.
- Et sur la partie littorale peuvent être remarqués les bosquets de formations végétales des sables d'origine marine, de franges littorales d'halophiles, et de mangroves.

Les cultures pérennes y constituent les principales ressources de revenu pour la population locale. Le café, le girofle et la vanille sont actuellement les trois principaux produits de rente que l'on trouve dans la commune. Si l'introduction de la vanille est assez récente (depuis 20 à 30 ans), le café et le girofle ont été vulgarisés dans les différents fokontany de la commune depuis l'époque coloniale.

La zone de Mananara-nord est aujourd'hui le capital de production de girofle de Madagascar, et dans le monde. Les pentes des collines y sont ornées de girofliers, favorisant la préservation de la couverture végétale de ces espaces où sont cultivés ce que l'on appelle communément ici des « arbres qui produisent des billets de banque » (*kakazo mamoa vōla*). Ces girofliers font ainsi sujets de protection du sol rigoureuse dans cette région d'Ambatosoa (l'ensemble des deux sous-préfectures de Mananara-Nord et de Maroantsetra). Tout feu de brousse, volontaire ou non, dans ces espaces réservés aux girofliers y fait l'objet de sanctions administratives sévères à l'emprisonnement ferme du contrevenant. Jusqu'à présent, le système y est estimé être toujours efficace dans la protection contre le ravinement du sol.

Avec l'appui technique et financier successif des relations internationales (PNUD/UNESCO-MAB, KFW, Gouvernement hollandais, Conservation International, Inter-Coopération suisse / Union Européenne,...) les forêts font l'objet d'une protection d'envergure régionale avec l'ANGAP, le Service des Eaux et Forêts, et le Ministère de l'Environnement sur cette région.

Les ressources naturelles de Mananara Nord

Des ressources minières non assez exploitées: Mananara-Nord possède par ailleurs de ressources minières, plus particulièrement du quartz cristal. L'exploitation du quartz est encore une activité secondaire pour les habitants des fokontany. Et pourtant, le quartz piezzo de Mananara-Nord et de Maroantsetra est mondialement connu pour ses qualités optiques par rapport à celui du Brésil ou des autres régions de la planète.

Des ressources halieutiques sous risque de pressions anthropiques: À cause de son ouverture à la mer de l'Océan Indien, Mananara-Nord est estimée disposée d'un véritable atout socio-économique.

Depuis longtemps, la pêche y constitue une activité principale pour des habitants de villages côtiers (fokontany d'Ambitsiky, Andrōkarōka, Amboditangeñy, Antsirakivōlo, Imōroño). Les récifs leur rapportent une barrière de protection au large contre les requins tout en étant une forme de niche préférée des poissons. De plus, l'existence des récifs y apparaît être favorable à la technique traditionnelle pratiquée (utilisation de frêle pirogue, des fils et des filets rudimentaires).

Données touristiques

Pour la ville de Mananara Nord, le « centre ville », avec son étendue de plage, la Pointe d'Ambitsika et les trois grands hôtels aux capacités d'accueil satisfaisantes forment une force d'attraction pour le tourisme balnéaire. La commune est disposée aujourd'hui de deux types d'hôtel: un à étoile et deux à ravinala.

La commune de Mananara-Nord possède encore une bonne partie de la forêt tropicale humide de la sous-préfecture de Mananara-Nord. Toutes ces forêts y constituent avec les sites historiques (Ambatifitra et Andavakandrehy) et d'autres produits touristiques socio-culturels lui procurent autant d'atouts non négligeables en matière d'attractivité écotouristique.

Parlant de l'écotourisme, la Sous Préfecture de Mananara Nord est très célèbre par le nom du Projet Réserve de Biosphère de Mananara Nord, actuellement géré par l'ANGAP sous financement de l'Union Européenne. La Réserve de Biosphère, classée parc national, est divisée en deux parties distinctes. La partie la plus importante est située sur la Grande Terre et englobe diverses parcelles de forêts (Vezanantsoro, la plus vaste ; Ivontaka Nord et Ivontaka Sud). La deuxième partie, plus petite regroupe les îles de Nosy Antafana et les récifs environnants.

Du côté des attraits, le parc héberge 1050 espèces de plantes dont 80% endémique, 9 espèces de lémurien, une grande richesse de reptiles et amphibiens, et 78 espèces d'oiseaux. Les îlots de Nosy Antafana est le premier parc marin de Madagascar, avec sa forêt littorale, sa population de chauves souris, et surtout son récif corallien, endroit merveilleux pour les plongeurs. On y observe aussi le passage des baleines à bosses en juillet/septembre

Récapitulation de la fréquentation des visiteurs au Parc Mananara-Nord de janvier à sept 2004

Nationalité	jan	fév	mars	avr	mai	juin	juillet	août	sept	oct	Nov	Déc	Total
Français	3	1	0	2	7	0	0	2	0	15			30
Américain	0	0	0	0	0	0	0	2	0				2
Hollandais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2			2
Malagasy	3	1	0	2	1	0	0	34	0				41
Suisse	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0
Anglais	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0
Total	6	2	0	4	8	0	0	38	0				75

Voyant ces chiffres, l'arrivée des écotouristes dans le parc est encore faible. Actuellement, le gestionnaire procède à un nouveau système de promotion afin que l'écotourisme puisse être une importante source de revenu pour la population locale et un moyen pour atténuer les pressions.

4. Présentation de la zone Sainte Marie

Historique

L'île Sainte Marie doit son nom aux navigateurs portugais qui la baptisèrent, par le saint du jour de la découverte. Mais les premiers habitants de Sainte Marie étaient des Zafi-boraha, c'est à dire descendant de Boraha, d'où l'appellation Nosy Boraha.

Selon Flacourt, les Zafi-boraha sont des descendants du peuple juif.

Climat

Le climat de l'île se caractérise par une température douce : 19° C à 25° C en juillet/septembre et 24° C à 30° C en décembre/janvier.

Sainte Marie est une des régions de Madagascar où il y a le plus de pluie (en quantité et en fréquence). Le mois de mars est le plus pluvieux de l'année avec une moyenne de près de 600 mm pendant 25 jours. Octobre est le mois le plus sec de l'année avec quelques averses de courte durée (75mm)

Pédologie

L'opposition entre l'Est et l'Ouest trouve sa traduction au niveau de l'occupation agricole des sols. Protégée du vent et constituée de sols latérites ou ferrallitiques plus ou moins lessivés, la partie Ouest se présente comme une zone verdoyante et riche, avec une végétation exubérante où se trouve la plus grande partie des plantations de girofle.

L'Est est constitué, en majorité, par des sols sableux qui sont peu favorables aux activités agricoles. Cette zone est soumise à une érosion active.

L'île est constituée essentiellement d'un socle de schistes cristallins, bordé d'une étroite bande de sables marins.

Situation géographique

L'île Sainte Marie se situe entre 16°32' et 17°7' de latitude sud et 48°7' de longitude Est, s'allongeant du nord au sud - sud ouest parallèlement à la Grande île dont elle est distante de 10 à 30 km (7 Km de la Pointe à Larrée). L'île a une superficie de 160 Km², elle s'étend sur 50 km de long et 1 à 7 km de large. L'île aux Nattes, située à l'extrême sud et distante de 400 m de l'île Sainte Marie, est séparée de celle-ci par une passe protégée du vent ; elle couvre une superficie de près de 300 ha

Données démographiques

La population de Sainte Marie est passée de 10 690 en 1975 à 15 837 habitants en 1989, soit une augmentation de 48%, ce qui donnerait un taux moyen annuel de croissance de 2,84%. Le taux naturel de croissance peut être estimé à 2,7% au niveau national et il semble que ce taux a peu varié. On peut envisager deux hypothèses :

- Une hypothèse moyenne où les projections sont basées sur un taux de croissance de 2,80, tenant compte d'une baisse légère de la fécondité. La population de 1989 passerait alors de 15 837 à 21 450 habitants à l'horizon 2000. Cette hypothèse se base sur une très faible croissance du secteur touristique dans l'île.
- Une hypothèse forte qui tient compte des flux de population que le développement touristique va engendrer. On retiendra un taux de croissance de 3,3% (ce qui donne lieu à un effectif de 22 600 habitants en l'an 2000). Cette hypothèse est fondée sur une croissance assez importante du tourisme

Mais actuellement le nombre approximatif des habitants de Sainte Marie est chiffré dans les 18 000. Par conséquent, ni l'hypothèse moyenne, ni l'hypothèse forte n'est pas justifiée.

La composition par âge et par sexe de la population révèle la forte proportion des jeunes de moins de 18 ans qui représentent 60 % de la population totale. En outre, de par son histoire mouvementée, Sainte Marie se caractérise, plus qu'ailleurs, par l'importance de la polygamie qui est admise dans toute l'île, avec une tolérance pour les naissances illégitimes. La structure par sexe révèle un taux de masculinité de 88 hommes pour 100 femmes, touchant surtout la tranche d'âge de 19 ans et plus, avec un taux proche de 70%. Cela s'explique par l'importance de l'émigration, liée, en grande partie, à la faiblesse des activités productives qui n'ont guère évolué depuis de nombreuses années.

Le peuplement de Sainte Marie est composé de Saint Marien, des Zafi-malata, les Zafi-rabay, les Zafi-malakafo et les autres ethnies.

Données environnementales

L'île Sainte Marie abrite deux (2) types de végétation : végétation sur dune (côte Est) est végétation de mangroves (autour de la baie d'Ambodifotatra ainsi que le long de la lagune d'Ampanihy). Les principales forêts sont :

- Les forêts sur dune Ambohidenana (596ha) et Saronay à l'extrême Nord (composée d'arbustes de 2-3 m de hauteur,
- la forêt d'Ankerana au Sud Est (forêt secondaire hétérogène),
- la forêt d'Ampanihy (250 ha) au centre Est,
- la forêt de Kalalao (450 ha) au centre Ouest (arbre de 20m).

Données touristiques

Sainte Marie est un site classé par l'Etat parmi les 3 pôles touristiques de Madagascar avec Nosy be et Fort Dauphin. Le tourisme d'agrément et le balnéaire sont les formes de tourisme très appréciées sur l'île.

Les sites et les pôles d'intérêt sont :

- Ambodifotatra, la capitale de l'île : l'îlot Madame avec le musée (palais de la reine Betty), le cimetière des pirates avec l'île aux forbans, l'église catholique qui est la première église bâtie à Madagascar

- Ambodifotatra - Ile aux Nattes : de belles plages et des beaux hôtels. L'animation des villages est aussi une attraction intéressante surtout les week end. L'île aux nattes est très réputée par la présence d'une belle plage « plage Berlin », des orchidées, le phare... et le tour de l'île en entier en valait la peine.
- Ambodifotatra – Pointe Albrand : une portion de la route est goudronnée (Ambodifotatra – Lokinty), mais la portion Lokinty – Pointe Albrand nécessite un engin tout terrain. Cette partie longeant la côte Ouest jusqu'à la Pointe est fort belle par son paysage luxuriant, des forêts, des plages... Une piscine naturelle encore à l'état sauvage fait de la Pointe et du village d'Ambodiatafana une escale à ne pas manquer si on est à Sainte Marie
- La côte Centre Est : avec la forêt, la presqu'île et la baie d'Ampanihy. La forêt présente est de type humide, qui couvre la totalité de la presqu'île, composée d'espèces arbustives et riche en avifaune. Les plages de sable fin s'étendent le long de la côte est face à un lagon.
- La côte Sud Est : paysage de lagons avec la mer turquoise. Village d'Ambodiforaha, Ankoalabe.... C'est dans cette partie que l'hôtel Boraha village s'implante.

On remarque alors que le Sud est le plus développé avec 60% des hôtels de Sainte Marie face aux 3 et 4 hôtels du Nord.

Actuellement, la capacité d'accueil de l'île est autour de 450 à 500 bungalows et chambres confondues, soient 900 à 1000 personnes.

VI. Enquête préliminaire des acteurs régionaux

1. Introduction

Cette partie essaie de développer en quelques paragraphes les points de vue et les activités des acteurs concernés par le secteur Tourisme / Ecotourisme. Elle est ainsi divisée en trois parties :

- la première présente les avis des autorités administratives aussi bien à Tana qu'à Toamasina ainsi que les perspectives de développement liées au tourisme ;
- la seconde partie est axée sur les activités des opérateurs touristiques en identifiant les différents types de produits, les profils de leurs clientèles ainsi que leurs stratégie marketing (notamment celle des Tours Operators).
- la dernière partie portera sur la présentation de la vision globale de l'ensemble des acteurs sur le développement du tourisme dans le Triangle Bleu.

Les différentes fiches d'enquête ainsi que la liste des opérateurs touristiques sont présentées en annexe.

2. Enquêtes des autorités administratives à Antananarivo

Ministère de la Culture et du Tourisme

Pour le ministère de la Culture et du Tourisme, le Triangle Bleu fait partie de la subdivision touristique de « La côte du Palissandre ».

Les thèmes évoqués par l'administration sont :

- La non définition et le non respect des pas géométriques qui entraînent une anarchie dans l'aménagement surtout des littoraux et qui freinent en même temps les investisseurs car il n'y a pas de garantie sur le foncier.
- La mise en place des Réserves Foncières Touristiques (Rft) continue. Pour le cas du Triangle Bleu, les terrains sont identifiés et le processus d'acquisition déclenché.
- La priorité pour le développement de la culture comme base du tourisme est aussi un aspect fondamental dans la fusion des deux ministères. Le Triangle Bleu peut être considéré comme bien nantis dans ce domaine de la culture. L'objectif actuel est de trouver les moyens pour en faire des produits touristiques en complément avec l'écotourisme (terrestre et marin), le balnéaire et les observations de baleines.

Les programmes en cours pour le Triangle Bleu sont :

- Formation des guides locaux de Mananara et Masoala, par des formateurs venant de la Capitale. C'est une collaboration entre le Ministère et l'ANGAP.
- Réhabilitation de la route Toamasina – Fénérive Est et Mananara – Maroantsetra, par la Vice Primature. L'exécution se fait de 2003 à 2005.

Ministère des Eaux et Forêts

Pour ce ministère des Eaux et Forêts, les points abordés sont :

- La destruction du support écologique, base d'un développement du tourisme en général et de l'écotourisme en particulier. En effet, le défrichement des forêts domaniales ainsi que les coupes illicites posent problèmes. De plus le développement de la culture de la vanille entraîne un défrichement massif des forêts. Les solutions adoptées pour le moment sont l'arrêt des délivrances des permis de coupes

jusqu'à identification des vrais professionnels de la filière et la mise en place d'un programme de communication pour le changement de comportement combiné avec la mise en place des gestions communautaires.

- La gestion des forêts communautaires : Les forêts communautaires font l'objet de demande de gestion de la part des communautés de base surtout pour la région Mananara Nord et Sainte Marie. Les soucis évoqués sont les compétences des communautés à gérer les forêts et leurs capacités financières dans la mise en place des structures de gestion, de contrôle et d'aménagement. Pour le cas de Fénérive Est, le problème est purement foncier dans la mesure où des personnes se disent propriétaires de forêts domaniales. Un transfert de gestion en collaboration avec la population riveraine dans une zone tampon afin qu'ils puissent vivre sans détruire la forêt est en place. C'est le cas de Masoala.

Dans tous les cas, l'intensification de la collaboration tripartite (ANGAP, CARE, Eaux et Forêts) pour la surveillance par les ACE, agents forestiers des forêts est en étude.

3. Enquête des autorités administratives dans la province autonome de Toamasina

Administration provinciale

Les représentants de l'Administration rencontrés à Toamasina ont été assez variés car issus de différentes directions ou services tels que la Direction des affaires économiques et du développement de la province de Toamasina, la Direction du Port, le service de l'aménagement du territoire, la Direction des Eaux et Forêts, le service provincial du plan.

Ci-après donc une synthèse de ces entrevues :

- Le Triangle Bleu fait partie, selon la nouvelle distribution spatiale, de la région Analanjirofo (Mananara, Maroantsetra) et Faritra Atsinanana (Sainte Marie).
- Pour la province autonome, le tourisme occupe la deuxième place après les produits d'exportation.
- Des études ont été faites pour identifier les sites potentiels, les programmes marketing et formation en collaboration avec les bailleurs.

Stratégie de développement

La stratégie de développement de la province autonome s'articule autour de :

- Elaboration du Plan Provincial de Développement (PPD) avec de multibailleurs. Ce plan est disponible et a fait l'objet d'une présentation officielle courant octobre 2004.
- Mise en place du 3P avec recherche de partenariats étrangers : Région Rhône Alpes...
- Programme de réhabilitation et de création de routes à travers le Programme Sectoriel du Transport : Réhabilitation des RIP avec l'aide des programmes techniques (CARE, FID,) et des bacs entre Soanierana Ivongo et Maroantsetra (Banque Mondiale).

Les axes de développement touristiques

La force du tourisme repose et se développera sur les typologies de produits suivants :

- Ecotourisme avec les Aires Protégées d'Andasibe, Zahamena, Parc national Masoala et Réserve de Biosphère de Mananara Nord. Les Stations Forestières ne sont pas en reste comme Forêt d'Ampanihy, Kalalao, Ambohineda (Sainte Marie) ainsi que les sites privés comme Le Palmarium (Lac Rasoamasay) et le Jardin d'Ivoloina et la Forêt D'Ambodiriana (Manompana) ;

- L'écotourisme marin avec les parcs marins de Masoala (Tampolo, Masoala, Vinanivao), Nosy Antafana (Mananara) et Sainte Marie.
- Balnéaires avec l'axe Foulpointe – Fénérive Est et Sainte Marie ;
- Culturel avec le Triangle Bleu avec les produits tels tsaboraha, rasarihana ;
- Le tourisme fluvial et communautaire avec le canal des Pangalana et ses villages
- Le tourisme national avec les sites comme Vatomandry, Ambila Lemaitso, Manambato ...

Les facteurs de blocage identifiés

- La présence dans la province autonome de Toamasina des organismes de développement pose un problème de coordination dans la distribution géographique des interventions
- L'assimilation du concept du tourisme et de l'écotourisme pose problème dans la mesure où la pauvreté ne motive pas la population à se soucier de préserver l'environnement et la qualité des paysages et ressources.
- Aucune politique d'aménagement du territoire n'est faite car elle dépend directement du pouvoir centralisé d'Antananarivo. Cette vision est une défaillance majeure pour le développement du tourisme
- La collecte des données pose problème car aucun service de statistique digne de ce nom n'existe dans chaque département ministériel. Ce problème est aggravé par le manque de communication inter et intra directions.

4. Enquête des opérateurs touristiques

4.1 L'Office Régional du Tourisme

L'Office Régional du Tourisme est créé par décret ministériel en remplacement à la Maison du Tourisme Régional de Toamasina. Actuellement les membres travaillent pour redorer l'image de la province et surtout de la ville de Toamasina qui, selon eux, est victime d'une « mauvaise presse ». Dans cette Office Régionale la volonté de réussir est affichée publiquement par l'inauguration de l'office sise à la Chambre de commerce de Toamasina.

4.2 Les prestataires hôteliers

Toamasina est bien lotie en terme d'hôtels et de restaurant. Toutes les catégories d'établissements sont visibles.

CATEGORIE	ETOILE	RAVINALA	TOTAL
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	16	23	39
NOMBRE DE CHAMBRES	415	272	687
NOMBRES DE LITS	499	317	816
EMPLOYES	254	104	354

REMARQUES :

Les établissements pris en compte dans ce tableau sont ceux qui sont répertoriés auprès de la Direction Provinciale du Tourisme de Toamasina

Tableau 1 : Nombre d'établissements classes et répertoriés à la direction provinciale du tourisme dans la commune urbaine de Toamasina année 2003

Source : Direction Provinciale du Tourisme de Toamasina

04 prestataires en hébergement et restauration confondus ont été enquêtés sur Toamasina

- Hôtel Restaurant Bar GENERATION **
- SHARON HOTEL ****
- EDEN HOTEL (Non Classé)
- LE BATEAU IVRE

Les produits des hôteliers

Deux types de produits sont vendus par les prestataires en hébergement et restauration:

Génération	Sharon Hôtel	Eden Hôtel	Le Bateau Ivre
<ul style="list-style-type: none"> - Chambres - Bar - Restauration 	<ul style="list-style-type: none"> - Chambres - Bar - Restauration - Pizzeria - Piscine - Sauna - Salle de fitness 	<ul style="list-style-type: none"> - Chambres - Croisières sur les Pangalana avec le Calypso 	<ul style="list-style-type: none"> - Restaurant avec spécialité fruits de mer - Piscine - Pizzeria - Location grande salle

La revente de circuits proposés par les Agences de voyages et Tours Opérateurs :

Dans cette rubrique la destination la plus conseillée est Sainte Marie.

Produits à la demande émanant des clients :

Les demandes majeures émanant des clients pour Toamasina sont à majorité :

- Affaires : 80% toute l'année
- Balnéaires : 80% en vacances
- Nature : 10% pour le Jardin d'Ivoloina
- Culture et histoire : 10%

Connaissance de la région des hôteliers

Aucun prestataire ne connaît tout le Triangle Bleu dans son intégralité.

Les sites les plus exploités sont par ordre décroissant :

- Sainte Marie
- Masoala avec Nosy Mangabe
- RB Mananara Nord

Les profils clients des hôtels

Typologie	Toamasina	Sainte Marie	Maroantsetra/ Masoala	RB Mananara Nord
Age	Tous les ages	30-40 ans 40-50 ans	30-40 ans 40-50 ans	30-40 ans 40-50 ans

		50 et +		
Sexe	Majorité masculine	50% masculin 50% féminin	50% masculin 50% féminin	Majorité masculine
Forme voyage	- Individuel - Couple - Familial pour les nationaux	Couple Familial	Couple	Individuel Couple
But voyage	- Tourisme d'affaire - Tourisme d'agrément	- Tourisme d'agrément	- Tourisme d'aventure - Tourisme d'affaire	- Tourisme d'aventure
Durée moyenne séjour	2 à 7 jours	7 jours et plus	2 à 7 jours	2 à 7 jours
Moyen de transport utilisé pour y aller	Voiture Avion	- Bateau à l'aller - avion retour - Avion aller - retour	Avion aller - retour	Avion aller - retour
Moyen de transport sur site	Voiture Pousse-pousse Pied	Voiture Bicyclette Moto Pirogue	Vedette Pied	Bicyclette Moto Vedette Pied
Appréciation Produit	Très satisfait à moyennement satisfait	Très satisfait à satisfait	Satisfait à moyennement satisfait	Moyennement satisfait à déçu
Le plus	- Hébergement de qualité - Matériels de qualité - Prestations acceptables	- Hébergement de qualité - Matériels de qualité - Prestations acceptables	- 01 hébergement de qualité - Matériels de location acceptables	Prestations amateurs
Le moins	- Saisonnalité du produit - Cherté de la vie - Prostitution	- Accès trop cher - Saisonnalité du produit - Cherté de la vie - Prostitution - Saleté de la ville	- Accès trop cher et limité - Saisonnalité du produit - Cherté de la vie - Saleté de la ville	- Accès trop cher et limité - Pas d'hébergement de qualité - Cherté de la vie - Saleté de la ville - Moyen de transport limité

Les moins de 30 ans ne fréquentent pas les hôtels à étoiles à Toamasina

Les *problèmes* propres à la profession évoqués sont :

- Le professionnalisme des acteurs car la formation se fait sur le tas ;
- Le coût des produits d'alimentation surtout les légumes car importés d'Antananarivo ;

En ce qui concerne les *problèmes exogènes* ils sont d'ordre :

- De communication : l'avion coûte cher même pour les hommes d'affaires et la RN2 commence à montrer des signes de dégradation ;
- La faiblesse du pouvoir d'achat des nationaux en période de vacances qui obligent ces derniers à marchander sur le prix des prestations.

4.3 Les prestataires spécialisés

Sont classés dans cette rubrique les loueurs de moyen de transport (voiture, bateau, bicyclette). Cf en annexe la liste. Les enquêtes ont surtout porté sur les prestataires sur le canal des Pangalana.

La gestion du canal revient à une société privée en système de location gérance en partenariat avec l'association ANAED (Alliance nationale pour la protection et le développement de l'environnement) qui milite pour la sauvegarde de l'environnement.

De ce fait, des programmes de reboisement des berges du canal (600.000 plants/an) et la mise en place du programme TRANOBE pour le développement du tourisme communautaire dans les villages à forts potentiels touristiques ainsi que l'achat d'un canoë pour ambulance fluviale sont au programme.

La Vice Primature a commandité une étude pour le dragage du canal.

Actuellement, cinq opérateurs sont en règle vis à vis de l'administration pour l'exploitation touristique du canal : Calypso Tours, Soft Line, Les Pangalana, Hibiscus et La Comète.

Les prestations se composent d'excursion par heure (2 heures minimum), de transfert vers les sites touristiques du canal (Lac Rasoabe, lac Rasoamasay, Manambato, Ambila Lemaisto).

Les produits touristiques sont : la pêche, la chasse, le balnéaire, découverte, écotourisme et aquatique.

4.4 Les Agence de voyages et Tours Opérateurs

24 Tours Opérateurs et Agence de voyages confondus ont été enquêtés avec 20 sur Antananarivo et 04 sur Toamasina

Sur Toamasina

Côte Est Voyage : Tour Opérateur et Agence de voyages
Sun Travel : Tour Opérateur et Agence de voyages
Tropical Service : Tour Opérateur et Agence de voyages
Voyages Bourdon : Tour Opérateur et Agence de voyages

Sur Antananarivo

Aventours : Tour Opérateur et Agence de voyages
SETAM : Tour Opérateur et Agence de voyages
Voyages Bourdon : Tour Opérateur et Agence de voyages
Sun Travel : Tour Opérateur et Agence de voyages
Madagascar Explorer : Tour Opérateur et Agence de voyages
Jacarandas : Tour Opérateur et Agence de voyages
Azimut Voyages : Tour Opérateur et Agence de voyages
Cortez Expéditions : Tour Opérateur et Agence de voyages
Malagasy Tours : Tour Opérateur et Agence de voyages
Tropic Tours & Travel : Tour Opérateur et Agence de voyages
Mercure Voyage : Tour Opérateur et Agence de voyages
SOMACRAM : Tour Opérateur et Agence de voyages
Silver Wings Tours & Travel : Tour Opérateur et Agence de voyages
Good Morning Madagascar : Tour Opérateur et Agence de voyages
Ecotours Madagascar : Tour Opérateur

Terres Malgaches : Tour Opérateur
 ZA TOURS : Tour Opérateur
 Mad'caméléon : Tour Opérateur
 Atout Nature Madagascar : Tour Opérateur

On entend par Agence de voyage les prestataires qui sont vendeurs de billet d'avion principalement et détaillant de circuits touristiques.

Les tours opérateurs par contre sont soit des producteurs de séjour touristique soit des producteurs grossistes de séjour. Les tours opérateurs travaillent obligatoirement avec des voyageurs ou des vendeurs à l'étranger tandis que les agences de voyage n'ont pas cette obligation.

Les produits vendus par les opérateurs

Deux types de produits sont vendus par les prestataires touristiques :

1. Produits sur catalogue ou forfait
2. Produits à la demande émanant des clients

Produits sur catalogue ou forfait

Tous les prestataires enquêtés mettent sur catalogue au moins un des composants du Triangle Bleu.

Produit catalogue	Vendeurs à Toamasina	Vendeurs à Antananarivo
Sainte Marie pour tous les prestataires en tant que produit balnéaire, incitatif et nature/culture	Tous	Tous
Maroantsetra avec essentiellement la Réserve Spéciale Nosy Mangabe comme écotourisme :	Sun Travel Tropical Service Côte Est Voyage	Aventours SETAM Voyages Bourdon Sun Travel Madagascar Explorer Jacarandas Azimut Voyages Cortez Expéditions Malagasy Tours Tropic Tours & Travel Mercure Voyage Ecotours Madagascar Terres Malgaches ZA TOURS
Maroantsetra comme produit spécialisé notamment trekking, ornithologie et observation des baleines :	Néant	SETAM Cortez Expéditions ZA TOURS Azimut Voyages Ecotours Madagascar Atout Nature Madagascar
RB Mananara Nord comme produit spécialisé notamment ornithologie et observation des ayes-ayes	Néant	SETAM Azimut Voyages
Une des régions du Triangle Bleu comme destination culturelle ou historique	Côte Est Voyage	SETAM Madagascar Explorer ZA TOURS

		Azimut Voyages Ecotours Madagascar
--	--	---------------------------------------

Les raisons limitants des produits sont :

- Problème d'accès même en aérien
- Manque d'infrastructures d'accueil de qualité
- Manque d'information sur les infrastructures de développement : télécommunication, santé, banques ...
- Manque d'information sur les sites.

Produits à la demande émanant des clients

Les demandes majeures émanant des clients pour le Triangle Bleu sont à majorité :

- Balnéaires : 100%
- Nature : 60%
- Hôtellerie : surtout à cause de leur politique de promotion : 40% : Princesse Bora Lodge, Village Boraha, Groupe HSM et Maroantsetra : 60% : Relais Masoala (appartenant au groupe américain Cortez Travel) pour Observation spécialisée : 50% (Baleines : 60%, oiseaux : 30%, Aye-aye : 10%), Trekking : 25% et Culture et histoire : 12%

Les connaissances de la région des opérateurs

Seuls les prestataires qui vendent les composants du Triangle Bleu connaissent le produit. Aucun prestataire ne connaît tout le Triangle Bleu dans son intégralité

Les sites les plus exploités sont par ordre décroissant :

- Sainte Marie
- Masoala avec Nosy Mangabe
- RB Mananara Nord

Les profils clients

Typologie	Sainte Marie	Maroantsetra/Masoala	RB Mananara Nord
Age	30-40 ans 40-50 ans 50 ans et +	30-40 ans 40-50 ans	30-40 ans 40-50 ans
Sexe	50% masculin 50% féminin	50% masculin 50% féminin	Majorité masculine
Forme voyage	Couple Familial	Couple	Individuel Couple
But voyage	Tourisme d'agrément	Tourisme d'aventure Tourisme d'affaire	Tourisme d'aventure
Durée moyenne séjour	7 jours et plus	2 à 7 jours	2 à 7 jours
Moyen de transport utilisé pour y aller	- Bateau à l'aller et avion retour - Avion aller - retour	Avion aller - retour	Avion aller - retour
Moyen de transport sur site	Voiture Bicyclette Moto Pirogue	Vedette Pied	Bicyclette Moto Vedette pied

Appréciation produit	Très satisfait à satisfait	Satisfait à moyennement satisfait	Moyennement satisfait à déçu
Le plus	<ul style="list-style-type: none"> - Hébergement de qualité - Matériels de qualité - Prestations acceptables 	<ul style="list-style-type: none"> - 01 hébergement de qualité - Matériels de location acceptables 	Prestations amateurs
Le moins	<ul style="list-style-type: none"> - Accès trop cher - Saisonnalité du produit - Cherté de la vie - Prostitution - Saleté de la ville 	<ul style="list-style-type: none"> - Accès trop cher et limité - Saisonnalité du produit - Cherté de la vie - Saleté de la ville 	<ul style="list-style-type: none"> - Accès trop cher et limité - Pas d'hébergement de qualité - Cherté de la vie - Saleté de la ville - Moyen de transport limité

Mananara Nord est considéré par les opérateurs comme une destination sportive

Les moins de 30 ans voyagent peu avec les prestataires de voyages : le rôle de ces derniers se limite à l'émission de billet d'avion.

Système de promotion marketing

Brochures

Le système majeur de promotion et de marketing utilisé est la brochure.

Tous les prestataires ont des brochures. Le Code du tourisme d'ailleurs l'exige. Par contre dans la distribution beaucoup reste à faire.

Site web et internet

Tous les prestataires ont une adresse internet ou mail. Le mailing est une activité peu exercée par les prestataires. Il sert uniquement pour la correspondance. Le motif évoqué pour la faiblesse dans le mailing est le manque de temps.

La plupart des prestataires possèdent un site web. Le contenu et le design cependant reste à améliorer et surtout la remise à jour est un impératif pour la majorité.

Liste des prestataires possédant un site web

- Sur Toamasina
 - o Côte Est Voyage : Tour Opérateur et Agence de voyages
- Sur Antananarivo
 - o Aventours : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o SETAM : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Voyages Bourdon : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Madagascar Explorer : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Jacarandas : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Azimut Voyages : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Cortez Expéditions : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Malagasy Tours : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Tropic Tours & Travel : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o Mercure Voyage : Tour Opérateur et Agence de voyages
 - o SOMACRAM : Tour Opérateur et Agence de voyages

- Good Morning Madagascar : Tour Opérateur et Agence de voyages
- Ecotours Madagascar : Tour Opérateur
- Terres Malgaches : Tour Opérateur
- ZA TOURS : Tour Opérateur

Foires et salons

La participation aux foires et salons pour les prestataires a toujours été un casse-tête. Le coût de participation s'avérant exorbitant, il a toujours fallu l'appui technique (élaboration des supports de vente) et financier des organismes et bailleurs (Union Européenne, Coopération française, LDI/USAID, ...).

Les grands participants aux salons et foires sont les membres du TOP (Association des Top Opérateurs Professionnels de Madagascar) et les membres du Go To Madagascar.

Les salons les plus prisés sont :

- World Travel Market de Londres
- Borsa di Turismo de Milan
- ITB de Berlin
- Salon Mondial du Tourisme de Deauville France

4.5 Les Compagnies Aériennes

Doté d'un aéroport international, Toamasina est mieux lotis que les autres provinces en terme d'aérien.

En effet, en plus de la compagnie nationale qui dessert le réseau intérieur, deux compagnies se partagent avec elle le réseau régional : Air Austral (La Réunion, Maurice et Mayotte) et Air Mauritius (Maurice).

Dans le temps trois compagnies aériennes privées ont essayé de s'implanter sans faire long feu : TTAM , SONAVAM et Aérotour Voyage.

Quelques freins sont identifiés dans l'expansion des activités :

- Normalisation des aéroports : Toamasina, Sainte Marie, Mananara Nord et Maroantsetra. Seul Toamasina permet le toucher au sol de grands avions.
- La fréquence Maroantsetra et Mananara ne sont pas rentables pour Air Madagascar.
- Pour Sainte Marie : La marge bénéficiaire est réduite car due à la longueur de la piste, un manque de 8 places par vol est enregistré pour alléger l'avion.

5. Vision de développement touristique

Tous les concernés par le tourisme dans la province de Toamasina sont unanimes sur le devenir du tourisme.

Une réelle volonté est affichée par les concernés et cela se traduit par l'élaboration des documents stratégiques (Plan Provincial de Développement, Programme Sectoriel de Transport) ainsi que les partenariats noués.

Cependant pour les opérateurs, en terme de développement de leurs affaires, aucun n'est prêt à investir dans le Triangle Bleu à l'exception de Bateau Ivre qui est déjà propriétaire de l'hôtel Hermitage de Mantasoa et

qui veut construire un hôtel de trois étoiles. On assiste, par contre depuis l'annonce par le Président de la République sur Maroantsetra que la route va être faite, à une flambée des prix du terrain sur Maroantsetra et Mananara Nord. Ville touristique le prix du mètre carré se négocie autour de 300.000 Fmg à 2.000.000 Fmg à Sainte Marie.

En ce qui concerne le renforcement des capacités des acteurs, des programmes de partenariat se font avec les nationaux et les étrangers par le biais de la Fédération des Hôteliers Restaurateurs de Madagascar (FHORM) et les associations professionnelles des îles de l'Océan Indien.

VII. Enquête auprès de voyageurs en Suisse

(Enquête réalisée par Sarah-Lan Mathez-Stiefel, CDE/ESAPP)

1. Préface

Cette brève étude et synthèse bibliographique a été réalisée dans le cadre du projet E604 « Développement de l'écotourisme dans la région de Mananara et du Triangle Bleu, Littoral Nord-Est de Madagascar » du programme ESAPP (*Eastern and Southern Africa Partnership Programme*) du Centre Développement et Environnement de l'Université de Berne. Elle contribue au projet E604 par une enquête auprès de voyageurs en Suisse.

L'objectif principal du projet, exécuté principalement à Madagascar par Développement Environnement Conseil (DEC) et par EDENA, est d'identifier les potentiels écotouristiques de la Réserve Biosphère de Mananara et de la Région du Triangle Bleu (Sainte-Marie, Mananara-Nord, Masoala), ainsi que d'élaborer un plan d'action et des stratégies pour un développement de l'écotourisme dans la région avec des retombées économiques pour les populations locales. Une analyse de la demande touristique dans les pays émissaires (dans ce cas d'étude, la Suisse) et plus particulièrement des exigences et attentes des voyageurs spécialisés permet d'apporter des données complémentaires à l'étude approfondie menée auprès des diverses parties prenantes dans la région. Les résultats du projet seront présentés et discutés lors d'un atelier réunissant les divers acteurs régionaux en mars 2005, afin d'élaborer conjointement des stratégies et un plan d'action pour la promotion de l'écotourisme dans le Triangle Bleu.

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes enquêtées en Suisse pour le temps et l'intérêt qu'ils ont accordé à ce projet

2. Les formes alternatives du tourisme

Ecotourisme et développement durable du tourisme

Suite à l'explosion du tourisme de masse dans les années 1950 et 1960 et en réaction contre ses impacts environnementaux et sociaux négatifs, on assiste depuis les années 1990 à une prise de conscience croissante qui se traduit dans une diversification du secteur avec l'émergence de formes de tourisme dites « **alternatives** ». Celles-ci peuvent être définies comme des « formes de tourisme qui sont consistantes avec les valeurs naturelles, sociales et communautaires, et qui permettent aux hôtes comme aux visiteurs de bénéficier d'une interaction positive et d'expériences partagées » [Eadington & Smith 1992, cités par Stronza 2001 : 274]. Selon les acteurs, les contextes et les modes, différentes notions sont utilisées pour décrire ces nouvelles formes de tourisme : tourisme durable, écotourisme, tourisme responsable, tourisme solidaire, tourisme éthique, tourisme de nature (*nature tourism*).

Au niveau international, dans la lignée de l'engouement pour l'approche du « développement durable », on s'accorde de plus en plus sur l'importance de promouvoir un **développement durable du tourisme** afin de minimiser ses impacts environnementaux et de maximiser les bénéfices socio-économiques dans les destinations touristiques [Neto 2003 : 6]. En effet, le « tourisme durable » a fait l'objet d'une série de déclarations internationales depuis les années 1990, dont la Conférence de Lanzarote sur le Tourisme Durable en 1995, la Conférence de Berlin sur la Diversité Biologique et le Tourisme Durable en 1997, la Déclaration de Cape Town sur le Tourisme Responsable (dans le cadre du Sommet de Johannesburg sur le développement durable en 2002), etc. Un « Code Global d'Éthique pour le Tourisme » (*Global Code of Ethics for Tourism*) a été élaboré par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) en 1999 puis ratifiée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2001. Ce Code est dès lors devenu la référence pour le développement responsable et durable du tourisme international [Neto 2003 : 7]. Selon l'OMT, « Le

développement durable du tourisme rencontre les besoins des touristes d'aujourd'hui et des régions d'accueil alors qu'il protège et crée des opportunités pour le futur ; il est envisagé comme un moyen de gestion des ressources qui répond aux exigences économiques, sociales et esthétiques tout en préservant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels et la diversité biologique ».

De nombreuses organisations non-gouvernementales et des initiatives émergentes du secteur privé s'inscrivent également dans ce mouvement de développement durable du tourisme. L'ONG allemande Tourism Watch par exemple s'attache à promouvoir un développement touristique durable, respectueux de l'environnement et socialement responsable. En Angleterre, l'ONG Tourism Concern a joué un rôle important auprès des consommateurs par ses grandes campagnes de sensibilisation. « L'Initiative des Opérateurs pour un Développement Touristique Durable » (*Tour Operators Initiative for Sustainable Tourism Development*), soutenue par l'UNEP, l'UNESCO et l'OMT, regroupe des voyageurs qui s'attachent à intégrer les principes de durabilité environnementale, sociale et économique dans les pratiques quotidiennes de leur entreprise. Une « charte éthique du voyageur » a été créée par le voyageur Atalante, rejoint rapidement par l'éditeur de guides de voyage Lonely Planet et adoptée par divers voyageurs (comme Terra Incognita par exemple). Etc.

Ces diverses appellations et les initiatives qu'elles regroupent ont généralement en commun une prise de position éthique face à l'activité touristique. On parle par exemple de « tourisme responsable », de « tourisme solidaire » et de « tourisme équitable ». En France, l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de Plein Air (UNAT) définit le « **tourisme solidaire** » comme un « type de tourisme dont les fondements sont l'implication des populations locales dans les différentes phases du projet touristique, le respect de la personne, des cultures et de la nature et une répartition plus équitable des ressources générées ». En ce qui concerne la notion de « **tourisme équitable** », elle est apparue dans le sillage du mouvement du « commerce équitable ». Christine Plüss (2003) montre comment, au Sud comme au Nord, certaines initiatives tentent d'appliquer au tourisme les principes du commerce équitable. Elle cite l'exemple de « Fair Trade in Tourism Africa » (lancé par IUCN), qui a développé le premier label de produits touristiques dans la ligne des critères du commerce équitable, ainsi que des projets de « tourisme dans les villages » (*community based tourism*) en Namibie, Gambie et aux Philippines [Plüss 2003 : 2]. « Tourisme équitable » est défini par la Charte du Tourisme Equitable comme « un ensemble d'activités et de services, proposé par des opérateurs touristiques à des voyageurs responsables, et élaboré par les communautés d'accueil autochtones (ou tout au moins en grande partie avec elles) ; ces communautés participent de façon prépondérante à l'évolution de la définition de ces activités (possibilité de les modifier, de les réorienter, de les arrêter). »

Le concept « d'**écotourisme** », dans le sens d'un type de tourisme durable et orienté vers la nature, a été quant à lui forgé dans les années 1980 par les milieux de protection de la nature. Il est alors proposé comme un moyen de contribuer à des projets de protection de l'environnement et d'offrir des incitations économiques à la protection des écosystèmes et de leur biodiversité. D'après Birgit Steck (1999), il peut être défini par les trois objectifs et principes suivants :

- 1) Compatibilité environnementale et socioculturelle : principe de minimisation des impacts
- 2) Création de bénéfices financiers et économiques et d'effets socioculturels pour les aires protégées et les communautés locales : principe de maximisation des impacts
- 3) Sensibilisation environnementale et culturelle : principe de maximisation des impacts

L'approche a été ensuite rapidement adoptée par les organismes de développement, voyant un grand potentiel dans l'écotourisme. La position du DFID (coopération au développement de Grande Bretagne) par exemple est qu'alors que le tourisme est la plus grande industrie au monde, le « tourisme de nature » est un de ses secteurs les plus dynamiques et représente un potentiel pour le développement des pays les plus pauvres en offrant une source de revenu aux communautés rurales et en apportant des améliorations aux

infrastructures et services ruraux, mais à condition que les bénéfices du tourisme soient durablement et équitablement distribués et que ses impacts négatifs soient minimisés.

Le terme « écotourisme » est vaste et ouvert à une interprétation complexe [Ceballos-Lasuráin 1996 : 22]. Selon Dorothy Prezza, on observe de « nombreuses contradictions dans la signification donnée aux concepts 'd'écotourisme' et de 'tourisme durable' et dans leur utilisation », mais que « sous une apparente diversité se cache la même pratique » [Prezza 2000 : 15-16]. Elle écrit par contre que la notion « d'écotourisme » semble être plus largement diffusée dans le champ de l'industrie touristique et qu'il est communément admis dans les milieux académiques et de conservation de la nature, alors que la notion de « tourisme durable » est plus répandue dans les milieux internationaux [Prezza 2000 : 19].

Le premier Sommet Mondial de l'Ecotourisme a eu lieu à Québec en mai 2002 dans le cadre de l'Année Internationale de l'Ecotourisme des Nations Unies (2002), sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP) et de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT). La Déclaration de Québec affirme que l'écotourisme englobe les principes du tourisme durable en ce qui concerne les impacts de cette activité sur l'économie, la société et l'environnement et qu'en outre, il comprend les principes particuliers suivants qui le distinguent de la notion plus large de tourisme durable :

- il contribue activement à la protection du patrimoine naturel et culturel,
- il inclut les communautés locales et indigènes dans sa planification, son développement et son exploitation et contribue à leur bien-être,
- il propose aux visiteurs une interprétation du patrimoine naturel et culturel, et
- il se prête mieux à la pratique du voyage individuel ainsi qu'aux voyages organisés pour de petits groupes.

Cette déclaration montre que, tout comme dans le domaine de la coopération au développement, la communauté internationale a de plus en plus le souci d'adopter une approche plus participative et d'impliquer les habitants locaux comme preneurs de décisions dans les projets touristiques. Ainsi, des communautés locales entrent aujourd'hui en partenariat avec des organisations gouvernementales et non-gouvernementales et des opérateurs privés pour planifier des stratégies touristiques et développer de nouvelles attractions pour les visiteurs. Les hôtes locaux gagnent par conséquent de plus en plus de contrôle sur la manière dont le tourisme affecte leurs communautés. [Stronza 2001 : 275].

Les tendances en Suisse

En ce qui concerne les tendances de consommation, on peut supposer que le phénomène observé au Royaume Uni par Harold Goodwin et Justin Francis (2003) s'applique également à la Suisse. Leur étude montre que le « **tourisme responsable** » émerge comme une tendance significative du marché britannique, en parallèle avec l'évolution du marché global vers une consommation plus éthique. En effet, ils montrent que le pourcentage de vacanciers anglais prêts à payer plus pour des vacances dites « éthiques » a augmenté de 7 pour cent entre 1999 et 2001 (de 45 pour cent à 57 pour cent). Ces auteurs expliquent que cette tendance s'inscrit dans un changement général de la demande touristique vers des vacances plus actives et liée à l'expérience: « le voyage est de plus en plus une question d'expériences, de satisfaction et de rajeunissement plutôt que de lieux et de choses » [J. King 2002, cité par Goodwin et Francis 2003 : 271]. Les touristes recherchent aujourd'hui « la satisfaction de besoins sociaux : le contact avec d'autres personnes et la réalisation personnelle au travers d'activités créatives, de la connaissance et de l'exploration » [J. Krippendorff 1987 cité par Goodwin et Francis 2003 : 271].

En Suisse également, on observe l'émergence d'une nouvelle forme de tourisme, où le consommateur aspire à plus d'indépendance et d'intimité, d'activités et de découvertes dans le voyage. En particulier les familles accordent de l'importance à l'aspect découverte et veulent offrir à leurs enfants des vacances plus actives et

variées que dans le passé. On observe par conséquent une évolution des voyages organisés vers des groupes et des logements plus petits et l'augmentation de la demande pour des voyages à la carte. Une nouvelle place est accordée à la connaissance et les voyagistes spécialisés proposent souvent des guides accompagnateurs naturalistes ou culturels de bon niveau dans leurs offres.

A l'individualisation du tourisme correspond un secteur de plus en plus compartimenté, chaque agence développant sa spécialité pour répondre à la diversité de la demande (plongée, culture, randonnée, etc.). En Suisse-romande, les voyagistes font souvent appel à des agences françaises spécialisées dans les voyages de randonnée ou de découverte et les voyages culturels. Les offres peuvent couvrir des thèmes aussi spécialisés que la vulcanologie, l'astronomie ou la gastronomie par exemple. Ces voyages se déroulent généralement en petits groupes accompagnés d'un guide spécialisé. Des concepts tels que « écotourisme », « tourisme équitable », etc. ne semblent pas être très employés par les voyagistes suisses. On parle par contre d'« **agrotourisme** » pour désigner un tourisme rural européen, généralement chez l'habitant, où l'on consomme des produits du terroir et découvre le monde rural. Par ailleurs, seules de rares agences suisses se positionnent éthiquement de manière explicite, en encourageant un tourisme responsable respectueux des populations locales et de l'environnement ou en soutenant des projets développement local

3. Entretiens auprès de voyagistes en Suisse

Potentiels et contraintes du tourisme à Madagascar

En Suisse, seuls 11,5% des voyagistes offrent Madagascar comme destination touristique (16 sur 72). Il s'agit généralement d'agences spécialisées soit dans la région de l'Océan Indien soit dans le tourisme de découverte et d'aventure. Ces agences offrent des voyages organisés pour des individus ou des petits groupes, avec guide et chauffeur privé. Plusieurs circuits de découvertes sont proposés dans les différentes régions de Madagascar, ainsi que des vacances balnéaires et de plongée avec logement dans des hôtels de catégorie supérieure, principalement dans les îles du Nord.

En ce qui concerne la demande touristique suisse pour Madagascar, elle s'est quasiment éteinte en 2002, en raison à la crise politique malgache, puis a accusé une nette reprise en 2004. La croissance de la demande a été flagrante en Suisse alémanique, où un grand intérêt pour Madagascar et plus particulièrement pour la péninsule de Masoala a été suscité par l'ouverture de la Serre Masoala du Zoo de Zürich (voir chapitre 3 ci-dessous).

Selon les voyagistes enquêtés, Madagascar présente plusieurs attraits non-négligeable pour leurs clients :

- biodiversité unique, endémisme de la flore et de la faune
- diversité culturelle et historique (18 ethnies, entre l'Afrique et l'Asie)
- beauté et diversité des paysages
- possibilité de combiner plusieurs destinations et activités différentes (ex. plage/plongée et découverte du pays)
- possibilité de combiner un voyage à Madagascar avec des vacances balnéaires à l'Île Maurice

Les principales contraintes suivantes ont été mentionnées :

- prix des billets internationaux et nationaux très élevés par rapport à d'autres destinations
- transports locaux chers (vols internes, location de voitures)
- « image de marque » : maladies (spécialement le paludisme), cyclones, instabilité politique

- préparatifs (visa, vaccins)

En ce qui concerne « l'image de marque » de Madagascar, les voyageurs sont d'avis qu'elle peut être contrebalancée par une bonne information sur le pays auprès des touristes.

Atouts touristiques du Triangle Bleu et exigences requises

Deux des voyageurs enquêtés (Soleytours et Manta Reisen), et un de ceux analysés (Studbenj), tous trois situés en Suisse alémanique, ont développé un circuit pour la péninsule de Masoala en réponse à la demande apparue suite à l'ouverture de la Serre du Zoo de Zürich. Les circuits proposés durent de 6 à 7 jours depuis Antananarivo et sont généralement basés à Maroansetra avec une à deux nuits à Tampolo ou Ambodiforaha (camping ou hôtel). Des excursions à Navana et à Nosy Mangabe sont organisées, avec des randonnées en forêt, des trajets en bateau et de la plongée en apnée. La péninsule de Masoala est présentée dans les catalogues comme une région difficile d'accès aux conditions rustiques, une forêt vierge mystérieuse et inconnue possédant une grande richesse et diversité écologiques et des animaux et plantes rares.

Interrogés sur les atouts touristiques de la région du Triangle Bleu, les voyageurs enquêtés mentionnent tout d'abord la possibilité d'offrir un itinéraire avec quelques attractions-clés, tels que du trekking dans des aires protégées à Masoala et Mananara et des vacances balnéaires associées à l'observation des baleines à Sainte-Marie. Ils soulignent en effet l'importance de combiner des aspects d'éducation et de connaissance de l'environnement avec des moments de relaxation et de confort. Les atouts suivants ont été cités :

- région préservée, espèces animales et végétales uniques (apprendre sur la faune et la flore, prendre des photos)
- culture et vie quotidienne locale - mais uniquement s'il y a de bons guides pour les présenter (visiter un village, rencontrer une famille locale, visiter une plantation...)
- activités variées : trekking, excursions en bateau, baignade
- plongée, plages et hôtels de bons niveaux à Sainte-Marie

Les exigences varient suivant le type d'agence et par conséquent le type de touriste cible. On peut distinguer trois catégories de touristes selon les voyageurs enquêtés :

- 1) le touriste haut de gamme prêt à payer beaucoup pour des vacances uniques, qui s'attend à un hôtel de grand luxe, une cuisine variée et de qualité, et de très bons guides (ex. Tigre Vanillé)
- 2) le touriste intéressé à faire du trekking, mais qui désire néanmoins un certain confort (eau courante, électricité), une nourriture variée, des sentiers éducatifs aménagés (ex. Manta Reisen)
- 3) le touriste prêt à s'adapter à des conditions plus basiques s'il en est bien informé auparavant : logement de type bungalow, nourriture locale (ex. Neos Voyages, Soleytours)

Les exigences suivantes sont néanmoins communes à tous les informateurs :

- Guides locaux bien formés
- Durée de marche limitée (deux à trois heures par jour au maximum, porteurs pour les bagages)
- Sentiers pour des randonnées en forêt
- Activités variées (trekking, baignade, randonnées en forêt, visite de villages et de plantations, canyoning, plongée, etc.)

Il faut noter qu'en ce qui concerne les exigences de confort, le touriste est généralement souple à condition qu'il soit prévenu à l'avance, d'où l'importance d'une bonne information au préalable sur les conditions locales.

Retombées économiques pour la population locale

Le prix moyen dépensé par un touriste auprès d'un voyageur pour un voyage de deux semaines à Madagascar est de 3'500.- à 5'000.- CHF par personne, incluant le billet d'avion (environ 1'800.-) et la demi-pension. Cette somme est perçue par le voyageur en Suisse et son partenaire à Madagascar, qui le redistribuent ensuite aux prestataires de service locaux. Seul peu d'argent est dépensé par le touriste sur place en dehors de ce forfait pour quelques souvenirs et pour les boissons par exemple.

Dans une agence haut de gamme, un touriste sera prêt à dépenser beaucoup plus (de 10'000.- à 20'000.- CHF) pour un voyage de deux semaines, mais il exigera alors des conditions luxueuses de logement, de service et de nourriture. Dans cette catégorie, la somme est principalement répartie entre l'agence en Suisse, son partenaire à Madagascar et les hôtels, très peu étant dépensé directement par le touriste sur place.

Intérêts des voyageurs et promotion en Suisse du Triangle Bleu

Tous les voyageurs enquêtés seraient potentiellement intéressés à proposer le Triangle Bleu comme destination touristique. La principale condition pour cela serait tout d'abord d'avoir un partenaire local fiable et bien informé, capable de « vendre » la région Triangle Bleu à l'opérateur suisse et d'organiser la totalité du voyage, c'est-à-dire les transports internes, le logement, l'alimentation, les guides et les activités. Un autre aspect important serait de faire connaître la région au moyen par exemple de reportage-photos avec quelques adresses d'hôtels ou d'agences de voyages dans des magazines grand-public. Pour ce qui est des voyageurs suisses, il pourrait leur être utile d'avoir accès à du matériel de promotion de base : brochures informatives, photos, quelques propositions de circuits (avec différents niveaux de trekking par exemple)

4. La Serre Masoala du Zoo de Zurich

Une immense serre tropicale (30 m. de hauteur dans sa zone centrale) baptisée « Masoala » a été inaugurée en juin 2003 au Zoo de Zürich. Dans le but de sensibiliser le public à la problématique des forêts denses humides, la serre reproduit la faune et la flore de Masoala et, dans un centre d'information, présente une série d'autres données écologiques et humaines sur Madagascar : histoire, culture et langue, écologie, biodiversité, culture sur brûlis (*tavy*), utilisation de produits de la forêt, etc.

Selon la direction du Zoo, un des objectifs principaux de la nouvelle Serre est de servir de « vitrine » pour le tourisme à Madagascar. Le Zoo affirme en effet sa volonté de promouvoir le tourisme et déclare avoir déjà pu observer une augmentation substantielle du tourisme suisse. Moyennant 2000.- CHF par an (dont 500.- sont versés au Parc National de Masoala), les voyageurs suisses ou malgaches ont la possibilité de présenter leur matériel de promotion pour des voyages à Madagascar à la sortie de la serre et sur le site internet du Zoo. Certaines ONGs travaillant à Masoala en particulier, à Madagascar ou dans le domaine de la forêt pluviale en général ont aussi la possibilité de présenter gratuitement du matériel d'information. Il s'agit principalement d'ONGs de protection de la nature et d'éducation à l'environnement, mais aussi d'organisations de développement ou de commerce équitable (ex. WWF, WCS, Max Havelaar, etc.).

Le Zoo a établi un contrat avec l'Association Nationale de Gestion des Aires Protégées de Madagascar (ANGAP) et verse 100'000.- USD par année pour le Parc National de Masoala au travers de Wildlife Conservation Society (WCS). Cet argent est destiné à la gestion du parc et au financement de divers projets, tels que la promotion de la riziculture irriguée, la lutte contre la déforestation, l'éducation à l'environnement (ouverture future d'un centre d'information à Maroansetra), etc. Il collabore également avec le Zoo

d'Ivolaina à Toamasina au travers de l'organisation Madagascar Fauna Group (MFG) : financement d'une école de français, mathématiques et éducation à l'environnement.

Depuis son ouverture, la serre a rencontré un grand succès auprès du public, recevant une bonne réponse de la part de tous types de visiteurs (écoles, jeunes, familles, etc.). De juillet 2003 à octobre 2004, pas moins de 2,2 millions de personnes l'ont visitée et le nombre de touristes suisses visitant le Parc National de Masoala à Madagascar est passé de 31 en 2001 à 81 en 2003 pour atteindre environs 200 en 2004 [Ellner 2004 : 42]. Les voyageurs enquêtés situés en Suisse alémanique confirment l'impact positif de la Serre du Zoo de Zürich sur la demande touristique pour la région de Masoala (voir le chapitre 2 ci-dessus).

5. Entretien auprès de touristes à Madagascar

L'étude de Marion Ehringhaus (1997) porte sur une centaine de touristes visiteurs du Parc National de Ranomafana entre octobre 1996 et février 1997. La majorité des touristes enquêtés (50%) était d'origine française, ensuite à part égale d'origine allemande, américaine et suisse. Le 60% était du sexe masculin, et la majorité dans la tranche d'âge 30 à 49 ans (53%). Seuls 17% d'entre eux faisaient partie d'un groupe organisé par une agence, les autres 83 % voyageant seuls, en famille ou avec des amis.

Pour les touristes, la raison principale de leur choix de Madagascar comme destination est en d'abord un intérêt pour 1) les animaux (lémuriens, caméléons, etc.), suivi 2) des plantes, puis de 3) la culture malgache, et ensuite du 4) soleil et des plages. La raison de leur choix de visiter le Parc National de Ranomafana est quant à elle d'abord 1) la faune, ensuite 2) les « paysages », 3) la flore, 4) « l'aventure », et finalement 5) la culture malgache. Le terme « paysages » désigne aussi bien le paysage naturel (forêt dense humide, cascades, etc.) que le paysage culturel (caféiers, bananeraies, champs de *tavy*, etc.). Par « aventure » les touristes désignent une série d'activités allant du logement dans des villages locaux à l'utilisation de moyens de transports rudimentaires et au trekking.

Interrogés sur l'importance accordée à divers aspects de leur voyage, les touristes mettent en première position 1) les paysages, suivi de 2) la flore et la faune, puis à position égale 3) le contact avec la population locale, 3) l'hygiène et la propreté, et 3) des guides de qualité. Viennent ensuite 6) la culture locale, puis 7) l'aventure, et dans une moindre mesure 8) une nourriture de qualité, 9) des routes et bons moyens de transports, et 10) la tranquillité. Il est important de souligner l'intérêt manifesté pour le contact avec la population locale, 77% des informateurs se déclarant prêts à dormir dans un village chez l'habitant. En ce qui concerne l'intérêt des touristes pour différentes activités proposées, nous avons en première position 1) goûter des plats typiques, suivi de 2) observer les animaux, puis 3) apprendre sur les plantes médicinales, guérisseurs et utilisations traditionnelles de la forêt. Nous avons ensuite des activités concernant 4) la vie dans les villages : écouter de la musique locale et voir des danses locales. 5) L'excursion vers une cascade suscite aussi de l'intérêt, ainsi que 6) l'architecture traditionnelle et 6) la lecture de livres sur la culture locale.

La connaissance que les touristes avaient de Madagascar avant leur voyage provient généralement de documentaires télévisés, principalement sur la faune et la flore et dans une moindre mesure sur des aspects culturels

6. Conclusions

Malgré plusieurs contraintes de taille, Madagascar et en particulier la région du Triangle Bleu présentent un réel potentiel touristique. Spécialement dans le cadre des nouvelles tendances du tourisme international, cette

destination offre la possibilité de connaître une faune et une flore uniques ainsi que de vivre des expériences originales. En Suisse, l'ouverture de la Serre Masoala du Zoo de Zürich a eu un réel impact sur la demande touristique, et on peut supposer que cette demande va continuer de s'accroître dans le futur. La faune et la flore semblent être les attraits principaux Madagascar. L'intérêt pour la culture locale, visiter des villages, des plantations, etc. n'est pas négligeable, même si peu perçu par les voyageurs (voir la perception des touristes au chapitre 4). Les exigences au niveau du confort varient selon le type de touriste, mais il faut néanmoins pouvoir assurer certains standards d'hygiène et de propreté acceptables. Une importance primordiale est donnée à l'existence de guides locaux de bon niveau pour présenter la faune et la flore, introduire les touristes à la culture locale et établir le pont avec les populations locales. Un autre aspect primordial pour la promotion de l'écotourisme dans la région est la mise à disposition des voyageurs et du public d'information sur le pays et la région ainsi que sur les aspects pratiques des circuits proposés (ceci afin de susciter l'intérêt des touristes comme des voyageurs, mais aussi pour leur permettre de mieux connaître le pays et de se préparer aux conditions locales). La condition principale pour les voyageurs suisse est d'avoir une bonne agence partenaire à Madagascar, en qui ils peuvent avoir une totale confiance pour l'organisation du voyage sur place. Finalement, en proposant des itinéraires, il serait important de pouvoir réunir deux ou trois attraits clés (combinaison de la visite d'une aire protégée avec des vacances balnéaires et l'observation des baleines par exemple) et d'offrir des activités variées.

VII. Conclusions

Il est clair que le Triangle Bleu cache encore d'énormes potentialités touristiques et écotouristiques qui sont mal exploitées. L'une des raisons principales est que très peu d'opérateurs touristiques connaissent vraiment cette région dans son intégralité ou n'osent pas s'y aventurer du fait qu'elle est encore isolée. En effet, les difficultés d'accès et le manque de système de télécommunication sont les premiers facteurs de blocage au développement touristique de la région.

Or, ce développement, tellement souhaité par tous les acteurs locaux, peut être facilement atteint si la volonté de l'Etat se traduit en actions. Des projets semblent s'affirmer dans ce sens mais l'attente est longue pour arriver à leur concrétisation.

En matière d'écotourisme, l'avantage de Masoala d'être chouchouté par les bailleurs de fonds internationaux commence à susciter l'intérêt des autres zones du Triangle Bleu. Ainsi, Sainte Marie essaie de se démarquer de son image de balnéaire pour la valorisation du produit « Baleine » tout en sensibilisant l'aspect conservation de cet environnement marin.

Le concept Ecotourisme commence à être compris mais beaucoup reste à faire en terme de sensibilisation et de renforcement de capacité pour avoir l'adhésion complète des acteurs à cette philosophie et la normalisation des produits écotouristiques.

Une politique de sensibilisation des potentialités écotouristiques de la région doit être tout d'abord entreprise pour inciter l'intérêt des opérateurs, réveiller les communautés locales et bien sûr, accélérer les décisions du Gouvernement dans la mise en œuvre de tous les projets de réhabilitation des infrastructures de base.

Parallèlement, un plan marketing devient une priorité puisque aucun plan stratégique de ce genre n'a jamais été élaboré jusqu'ici.

La présente étude arrive donc à point nommé.

Annexes de la Partie III :

1. Plan directeur de développement de l'écotourisme à Madagascar (extrait)

1.1 Introduction

Objectifs du plan directeur

A la demande de l'Organisation Mondiale du Tourisme lors du Sommet Mondial de l'Ecotourisme au mois de mai 2002 au Québec/Canada, et compte tenu de l'importance de l'Ecotourisme dans l'industrie touristique de Madagascar, le présent document est élaboré pour retracer les grandes lignes directrices des actions nécessaires au développement durable de l'Ecotourisme à Madagascar.

Ce plan devra compléter le Plan Directeur du Tourisme (Tourism Master Plan) ainsi que le l'étude du secteur tourisme restituée par la Banque Mondiale en mars 2003 et devra être officialisé et utilisé comme base de réflexions pour les plans d'actions concrètes qui devront être par la suite, dressés au niveau de chaque région à forte potentialité écotouristique de Madagascar.

Il définit ainsi la vision globale à adopter, les sous-objectifs à atteindre selon les différentes étapes (court, moyen et long terme) à suivre, les rôles et responsabilités respectifs de tous les acteurs concernés (publics et privés) ainsi que les zones prioritaires d'intervention. Une évaluation approximative des dépenses nécessaires à la réalisation de ce plan sera également présentée dans la dernière partie de ce document.

Ce document a été développé grâce au concours de quelques représentants des différentes entités concernées. Il sera par la suite présenté publiquement lors d'un atelier national pour être validé.

Définition de l'Ecotourisme

L'Ecotourisme est une forme spéciale de tourisme de nature qui vise à minimiser les impacts environnementaux des activités touristiques tout en maximisant les expériences authentiques tant sur la nature que sur la culture et en assurant des retombées économiques pour la population locale.

Une des plus grandes organisations internationales, "The Ecotourism Society", créée en 1990, définit l'écotourisme comme "...un voyage dans les régions naturelles avec des objectifs multiples, une compréhension accrue de l'histoire naturelle et culturelle de l'environnement en ayant soin de ne pas altérer ce dernier, tout en apportant des avantages économiques visant à rendre la conservation des ressources naturelles profitable aux populations locales" ou encore "... un tourisme responsable vers des régions naturelles tout en préservant l'environnement et en soutenant le bien-être de la population locale".

L'ANGAP définit l'écotourisme comme étant : « ... une forme de tourisme qui s'inspire d'abord de l'histoire naturelle d'une région, y compris ses cultures indigènes. L'écotouriste visite des régions pue développés dans l'espoir d'apprécier, de participer et de prendre conscience. L'écotouriste jouit de la nature et des ressources naturelles sans les consommer et contribue au développement de la région visitée en apportant la main d'œuvre et des moyens financiers dont bénéficieront directement la conservation du site et le bien-être des résidents locaux. La visite devrait renforcer l'appréciation et la consécration de l'écotouriste aux problèmes de conservation en général et aux besoins du site en particulier. L'écotourisme implique également une approche de gestion par le pays ou la région hôte qui 'engage à œuvrer à la création et au maintien des sites avec la participation de la population locale par un marketing parfait, par la mise en application des lois, par l'utilisation des procédés d'entreprises dans le financement de l'aménagement de ces zones aussi bine que le développement de la communauté ». (Ziffer 1989)

Ainsi l'Ecotourisme est un voyage dans des milieux naturels dans l'esprit de ne pas déranger son équilibre environnemental et avec comme principaux objectifs de divertir, d'étudier et de vivre des expériences inoubliables sur la nature (paysage, flore, faune) ainsi que sur la culture (mœurs, coutume, héritage) mais avec en plus, le souci de contribuer au développement de la communauté locale.

L'écotourisme est donc basé sur les 5 critères spécifiques qui sont les suivants :

- Découverte et éducation sur la nature et la culture d'une région ou d'un site particulier;
- Respect et conservation de ces produits écotouristiques pour assurer la notion de durabilité;
- Amélioration du bien-être de la population locale en leur apportant des bénéfices économiques, sociaux et culturels;
- Responsabilisation de tous les acteurs (touristes, opérateurs privés, autorités et des communautés locales);
- Utilisation des ressources renouvelables et gestion rationnelle des ressources locales.

Peuvent être classées dans la catégorie "Ecotourisme" toutes les activités de développement de *circuits touristiques*, toutes les activités de *création et de valorisation d'Aires Protégées privées ou communautaires* ou de valorisation des *Domaines Forestiers de l'Etat* et particulièrement les *Stations Forestières*, toutes les activités d'*installation d'infrastructures d'accueil ou "Ecolodges" à proximité des sites écotouristiques* ou même, toutes les activités de *tourisme sportif (en mer, en montagne, en randonnées)* à partir du moment où elles respectent les principes de base énumérés ci-dessus.

Evolution de l'Ecotourisme dans le monde entier

Vers les années 60/70, le tourisme de masse s'est beaucoup développé dans les sites culturels, historiques et surtout balnéaires. Plus tard, dans les années 80, il y eut une prise de conscience sur la saturation de ces sites touristiques causant des dégradations incontrôlables. Ainsi, de nouvelles attractions vers des destinations "vierges" se sont affirmées avec des volontés de conservation et de développement humain. De là est né le concept "écotourisme" au début des années 1990.

Actuellement, le taux d'accroissement du tourisme dans le monde est situé entre 4 à 7%; ce taux concerne environ 7% de la population mondiale et engendre 1,6 milliard de voyages par an. Le tourisme de nature représente 50% du marché touristique total et malgré le fait qu'il n'y pas de statistique fiable sur l'écotourisme, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et "The Ecotourism Society" considèrent qu'à peu près 7% de ce chiffre est représenté par l'écotourisme. De 1985 à 2000, le tourisme de nature s'est accru de 6 à 9% tandis que le tourisme balnéaire a connu un faible taux d'accroissement de 3 à 4%.

D'autre part, l'écotourisme est actuellement perçu comme l'un des secteurs les plus profitables au niveau mondial car d'après les études, les vrais écotouristes dépensent généralement beaucoup plus d'argent durant lors séjours que les touristes de masse ordinaires. Il a été ainsi démontré que dans certains pays comme le Costa Rica, l'écotourisme prend une place considérable dans leur économie. Avant 1986, 20% des gens à Tortuguero vivaient de l'industrie touristique. Leur revenu per capita était le plus bas du pays. Maintenant, plus de 70% de la population sont impliqués directement ou indirectement dans le tourisme. Ils ont gagné, en pus des routes, de l'électricité, et l'éducation alphabétisation fonctionnelle, formation en guidage, interprétariat). Le tourisme de nature est devenu la première source de revenu pour les communautés locales.

Au niveau mondial, dans le cadre du développement durable, tenant compte donc des trois volets : socio-culturel, économique environnemental ; il est reconnu que l'écotourisme tient la première place en tant que tourisme durable.

Cet engouement, au niveau mondial, des voyageurs, et de tous les acteurs concernés par l'écotourisme ne doit à aucun cas occulter aussi les impacts négatifs d'une surexploitation de cette niche sensible du tourisme.

Il est nécessaire d'avoir un Master Plan de l'Ecotourisme avec une planification, une gestion et un marketing très clair dont chaque acteur participera à son élaboration. Cela permettrait de sauvegarder la durabilité du site proprement dit et aussi de réparer et de restaurer les dommages : écologiques, socio-culturels et économiques pour ceux déjà en activité depuis.

Ce qui est sans aucun doute l'objet de ce document.

1.2 Situation de l'Ecotourisme à Madagascar

Evolution récente

Les statistiques du Ministère de la Culture et du tourisme montrent que le taux moyen d'accroissement des touristes à Madagascar est un peu plus élevé par rapport à l'estimation de l'OMT pour l'Afrique. En effet si l'Afrique accuse un taux d'accroissement de 7,2%, Madagascar arrive jusqu'à 13 ou 14% selon les chiffres d'avant la crise de 2002.

Ci-après un extrait des statistiques du Ministère du Tourisme et de l'ANGAP sur la période 1995 – 2001 du nombre de visiteurs et fréquence relative dans les diverses Aires Protégées (AP) malagasy.

Extrait du Tableau N°1

Site	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	TOTAL
Total Touristes Madagascar	75 000	91 345	100 762	121 207	138 253	160 071	170 208	856 846
Total Touristes Aires Protégées	36 236	41 934	50 333	69 981	79 093	85 743	93 693	457 013
	48,31%	45,91%	49,95%	57,74%	57,21%	53,57%	55,05%	53,34%

Source : Ministère du Tourisme et de l'ANGAP (cf. Tableau N°1 en annexe)

Selon ces données, nous pouvons déduire :

- l'importance des 53% des touristes qui sont venus à Madagascar de 1995 à 2001, pour l'écotourisme ;
- Il est constaté une variation de l'ordre de 12,67% par an des touristes, et celle des écotouristes dans les AP de 14,35 ; dénote l'intérêt grandissant de cette niche du tourisme à Madagascar ;
- dans le tableau N°1 intégral, en annexe, plusieurs sites ou AP ont pris de l'envergure depuis 2001, comme : Bemaraha, Ankarafantsika, Andringitra, Parc Masola, Parc Marojeje et autres du fait de l'existence de partenariat avec des organismes comme l'UE/Projet Bemaraha, WWF, WCS, ANGAP, le secteur privé local et les communautés locales ; dont le potentiel de développement ne fait aucun doute.

En effet, le Gouvernement Malagasy, à travers la mise en oeuvre du Plan d'Action Environnemental (PAE) a créé un réseau de 46 Aires Protégées réparties dans toute l'île et qui sont gérées par l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP). Ce dernier a réussi à développer des activités écotouristiques dans certaines de ces AP (parcs nationaux ou réserves spéciales) si bien qu'elles sont devenues les produits phares du tourisme à Madagascar. Depuis 1999, l'élaboration d'une politique sous sectorielle de l'écotourisme a permis à six (6) parcs phares de mieux servir les touristes en termes de produits et de services.

Le Plan de Gestion du Réseau Aires Protégées (Plan GRAP), élaboré en 2001, a également offert une nouvelle vision de gestion de l'écotourisme dans les Aires Protégées pour les années à venir. Ainsi, les statistiques de l'ANGAP montrent qu'en dix ans c'est-à-dire entre 1992 et 2001, les nombres de visiteurs dans ces AP étaient montés de 5.879 à 93.693. (un tableau récapitulatif des entrées dans les aires protégées est présenté en annexe).

L'initiative présidentielle, lors du Congrès Mondial des Parcs et des Aires Protégées en 2003 à Durban, d'augmenter la superficie de 1,5 à 6 millions de km² sur 5 ans par le biais du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et de l'ANGAP, favorisera encore plus le développement de l'écotourisme à Madagascar dans les prochaines années avec une bonne planification et une implication réelle de tous les acteurs concernés.

D'autre part, la visite dans les stations Forestières commence également à prendre de l'essor. Les chiffres donnés par la Direction Générale des Eaux et Forêts Centrale en terme de nombre de visiteurs dans ces Stations Forestières varient de 2500 à 4000 entre 1998 et 2001 et ceci uniquement pour les sites qui se trouvent dans le Faritany d'Antananarivo.

Il est aussi important de souligner, telle que l'on peut constater dans les définitions que plusieurs autres sites à part les AP peuvent faire l'objet de promotion et de développement de l'écotourisme : exemples :

- autour des lacs, des rivières et sur les littoraux côtiers (5 000 Km de côte à Madagascar) ;
- dans les diverses régions montagneuses possédant des potentialités de développement du tourisme sportif, des randonnées, des pistes de trekking ;
- autour des sites et patrimoines culturels et cultuels (lieux de cultes, églises et temples etc.)

Organisation et législation du secteur

Différentes institutions, publiques ou privées s'organisent pour promouvoir et réglementer le secteur Tourisme.

Les structures publiques :

- Le Comité National pour le Développement Touristique (CNDT), structure interministérielle chargée d'appliquer la politique de développement du tourisme.
- Le Ministère de la Culture et du Tourisme chargé de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de la politique et de la stratégie de développement touristique, représenté au niveau provincial par :
 - Les Directions provinciales du tourisme : Antananarivo, Diégo Suarez, Tamatave, Majunga, Fianarantsoa et Tuléar;
 - Les Délégations régionales du tourisme de : Nosy Be, Morondava, Antsirabe et Fort-Dauphin.
- Le Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts chargés de réglementer l'utilisation des ressources naturelles.
- L'ONE chargé de la mise en œuvre de la politique MECIE (Mise en compatibilité des Investissements à l'Environnement).
- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), réglementant les questions domaniales et foncières.

Les structures privées :

- Les associations ou groupements d'opérateurs privés regroupés selon la nature de leurs professions ou de leurs produits touristiques : TOP (Tour Opérateurs); AAVM (Agences de voyages); GLVM (Loueurs de voitures); FHORM (Hôteliers et Restaurateurs); GOTO (Organisation professionnelle réunissant quelques membres des différentes professions).
- Les associations et groupements professionnels au niveau régional : ASHORT à Antananarivo, ASHOTA Antsirabe, GIFT Fianarantsoa, GITH Région de Tamatave, GOT Sainte Marie, GOTA Diégo Suarez, GIHTN Nosy Be, GIT Mahajanga, GOT Sambava, GOTOM Morondava, AOTT Tuléar, UETT Fort-Dauphin.
- La Maison du Tourisme (MTM), initialement créée en tant qu'association privée d'utilité publique, jouant le rôle fédérateur des opérateurs du secteur privé touristique.
- L'Office National du Tourisme de Madagascar et les offices régionaux chargés de la promotion des produits touristiques malgaches, la mise en œuvre des actions de communication et de promotion et l'observation des marchés.
- Le Comité d'Appui au Développement de l'Ecotourisme (CADE) regroupant des représentants de toutes les entités impliquées dans le développement de l'Ecotourisme (ministères, opérateurs privés, ONG).
- Pour ce qui est des cadres juridiques, différents décrets ont été élaborés pour mieux réglementer les activités touristiques, à savoir :

- le Code du Tourisme qui définit les normes régissant les entreprises, établissements et opérateurs touristiques ainsi que leurs modalités d'application;
- La loi MECIE ou Mise en Compatibilité de l'Investissement à l'Environnement qui exige une évaluation environnementale des activités touristiques et la présentation soit d'une Etude d'Impact Environnemental (EIE) approfondie soit un Programme d'Engagement Environnemental (PREE) selon l'envergure et la localisation dans une zone sensible ou non du projet;
- le décret d'application pour l'accès aux terrains des investisseurs étrangers et notamment ceux du tourisme qui peuvent en acheter jusqu'à une superficie de 2,5 ha.
- Le Code des Aires Protégées régissant toutes activités dans les AP du réseau de l'ANGAP.

Principales contraintes

Plusieurs ateliers et études sur le secteur ont été lancés depuis les trois dernières années pour identifier les principales contraintes et proposer des plans d'actions concrètes ou du moins sortir les grandes lignes de stratégie nationale que le pays doit adopter pour développer le Tourisme / Ecotourisme surtout après avoir été rudement meurtri par la crise de 2002. Voici donc les principaux ateliers ou études effectués :

- l'atelier de relance du Tourisme / Ecotourisme organisé par le Ministère du Tourisme et le Programme LDI/USAID en août 2002;
- l'étude sectorielle de la Banque Mondiale sortie en mars 2003;
- l'atelier sur l'Ecotourisme organisé en mars 2003 par le Ministère du Tourisme et le Programme LDI/USAID;
- les rapports progressifs du Groupe Allemand GATO AG pour l'élaboration du Plan Directeur du Tourisme à Madagascar dont la version finale vient de sortir.

Les principales contraintes soulevées par ces ateliers ou études sont les suivantes :

- Blocage au niveau du transport aérien (tarifs excessifs, manque d'organisation, ...) ;
- Manque d'infrastructures d'accueil suivant les normes internationales ou même locales ;
- Alourdissement des procédures de création des entreprises écotouristiques et des procédures d'obtention de visas pour les investisseurs étrangers;
- Problème de sécurisation foncière (complexité des procédures administratives, occupations coutumières non officialisées, ...) ;
- Manque de facilités de crédit pour les entreprises touristiques (secteur souvent considéré comme secteur à haut risque) ;
- Manque de professionnalisme des opérateurs touristiques ;
- Manque d'établissement de formation reconnu internationalement et problème de concentration dans la Capitale de ceux existants;
- Inexistence de politique de marketing de la destination touristique de Madagascar ;
- Absence de normes sur l'Ecotourisme.

Recommandations des dernières études

Les contraintes énumérées ci-dessus ont permis de sortir des recommandations stratégiques dont les principales sont les suivantes :

- Libéralisation de l'espace aérien ;
- Facilitation à l'accès au crédit en créant un système de crédit à taux bonifié et en diversifiant les sources de financement ;
- Définition des normes et mise en place d'un système d'éco-certification ;

- Allègement des procédures administratives de création d'entreprise touristique par la création de guichet unique ;
- Facilitation des procédures foncières ;
- Proposition d'un nouveau système fiscal favorisant les entreprises écotouristiques (similaire aux zones franches) ;
- Elaboration d'un plan de renforcement des capacités des opérateurs privés ;
- Renforcement des institutions de formation en Tourisme mais également en Artisanat et en Langues par la création de partenariat avec les institutions étrangères et l'harmonisation des diplômes ;
- Décentralisation des formations en Tourisme ;
- Elaboration d'une stratégie nationale de promotion visant entre autres à améliorer les dispositifs de promotion et à exploiter les outils les plus performants (Internet, foires, éductours)

1.3 Caractères spécifiques de l'Ecotourisme

Produits écotouristiques

Quatrième île du monde de par sa superficie, Madagascar s'est caractérisé d'une manière unique à l'issue de son détachement du continent africain il y a près de 160 millions d'années. L'île présente une grande *variété d'écosystèmes* et une *diversité biologique*.

On y retrouve entre autres, 204 espèces d'oiseaux, 250 espèces de reptiles, 150 espèces d'amphibiens, 64 espèces de lémurins, 12.000 espèces de plantes vasculaires dont 81% endémiques, plusieurs espèces d'orchidées et de palmiers et 7 espèces de baobabs sur les 8 existants sur notre Planète`.

Toutes ces valeurs donnent aujourd'hui à Madagascar la possibilité de devenir une nouvelle destination privilégiée par rapport au continent africain et les autres îles de l'Océan Indien, offrant ainsi une gamme d'attractions incluant randonnée, alpinisme, camping, ornithologie, plongée sous-marine, cérémonies et rites traditionnels, associée avec son hospitalité exemplaire.

En effet, les destinations à Madagascar sont multiples :

- Le réseau de parcs et réserves renferme 46 Aires Protégées dont 15 sont à vocation écotouristique. Les Parcs nationaux les plus visités sont : Andasibe, Isalo, Ranomafana, Ankarafantsika, Bemaraha, Montagne d'Ambre et Ankarana.
- Madagascar en tant qu'île entourée d'une multitude d'archipels est également riche en Parcs marins (Mananara Nord, Masoala, Nosy Hara, Nosy Radama, ...) et en sites balnéaires comme Nosy Be, Nosy Iranja, Nosy Mitsio ou Nosy Sainte Marie, Nosy Ve, pour ne citer que ceux-là.
- Les parcs privés comme le parc d'Anjozorobe, le parc Gasikara, le parc de Berenty, etc. satisfont non seulement la soif de la nature mais aussi de la culture.
- Les plantations privées pour la production d'huiles essentielles ou de vins du pays commencent à s'investir dans la promotion de l'agro-tourisme.
- Les sites communautaires ou régionaux sont en cours de mise en place et se multiplient (Forêt des Zafimaniry, les Sept Lacs de Tuléar, lacs de Manambolomaty, le parc d'Anja, etc.)
- Les domaines forestiers qualifiés de sites de conservation ont fait l'objet d'études de valorisation écotouristique (Domaine Forestier de Vohibola en pays Zafimaniry, la Réserve forestière d'Ambohidena au nord-est de Sainte Marie, la station forestière d'Andavakimenarana à Ambila Lemaïso).
- Les sites historiques et culturels dont la plupart sont des patrimoines nationaux. Il y a 156 sites, monuments et musées répartis dans les six provinces de Madagascar qui sont actuellement classés patrimoines nationaux. On trouve par exemple les douze collines sacrées de l'Imerina dont la colline d'Ambohimanga classée Patrimoine Mondial par l'UNESCO, le lac sacré d'Ampijoroa à Marovoay, le rocher d'Ifandana à Ihosy, les grottes d'Anjohibe, les Tsingy de Bemaraha,

Marketing écotouristique

La destination Madagascar est malheureusement peu connue du monde entier. Les dispositifs de promotion jusqu'ici mis en place ne disposait que de très peu de fonds pour promouvoir le tourisme dans le pays. La Maison du Tourisme, qui représente les groupements associatifs des opérateurs privés touristiques était confrontée à de complexes problèmes si bien qu'elle n'arrivait pas à remplir sa mission initiale. D'autant plus qu'aucun plan national de promotion et de marketing n'a été développé. Chacun travaille tout seul dans son coin et par ses propres moyens.

Les grands opérateurs (T.O., hôtels, etc.) s'autofinancent pour promouvoir leurs produits au niveau international et ceci à travers leur propre site Web ou à travers des participations à des foires ou autres manifestations internationales.

Pour ce qui est de la promotion de l'écotourisme à Madagascar, l'ANGAP arrive tant bien que mal à élaborer des outils promotionnels pour les parcs prioritaires (dépliants, films) et ceci grâce à des appuis financiers des bailleurs de fonds. Par ailleurs, pour relancer le secteur tourisme / écotourisme après la crise de 2002, l'USAID, à travers le Programme LDI, a développé un film intitulé « Madagascar : Paradis de l'Écotourisme » ainsi que des outils promotionnels tels que dépliants, brochures et affiches véhiculant un slogan commun « Madagascar : Paradis retrouvé ».

Il s'agissait d'appliquer les résolutions de l'atelier de relance du secteur tourisme au mois d'août 2002, où il a été décidé de combiner les efforts pour redorer l'image de la destination « *homme, culture et nature* » de Madagascar. Ces efforts ont été assez louables car force est de constater que vers la fin de 2003 – début 2004, les activités touristiques affichaient une rapide expansion plus que prévue.

Il est aussi à mentionner que le secteur privé touristique à Madagascar n'est pas en reste dans la promotion de l'écotourisme. Il a entrepris des initiatives propres et louables dans diverses régions de l'île pour lancer l'écotourisme en apportant donc des expériences intéressantes pour un marketing durable. Mais encore faut-il que pour des retombées significatives sur l'économie du pays et surtout dans l'objectif d'en faire un produit phare pour la grande île ; il est vital et inéluctable d'instaurer des cadres ou mesures propices tout au long de la filière et donc de professionnaliser le métier et donc attirer les visiteurs et touristes.

Les investissements dans l'Écotourisme

Comme nous l'avons signifié à plusieurs fois, les touristes d'aujourd'hui sont plus qu'autrefois sensibles et épris des destinations pouvant offrir des produits inédits comme les activités récréatives, ceux sportives ou évocatrices de l'aventure et ils souhaitent aussi se familiariser avec l'histoire, la culture et le milieu naturel environnant, surtout les animaux dans les régions spécifiques qu'ils visitent. La mise en place de ces produits écotouristiques requiert des investissements répondant aux normes internationales de l'écotourisme.

Au niveau national, nous pouvons faire le constat suivant aujourd'hui :

- autour et dans les aires protégées des petits investissements communautaires dans les infrastructures de base ont vu le jour, avec l'appui de l'ANGAP, des institutions/ONGs comme WCS, CI, LDI/USAID, etc. ;
- quelques initiatives privées par des opérateurs touristiques adoptant la démarche écotourisme se sont créées, autour de la capitale, dans certaines régions reculées ou éloignées, avec leur propre financement ou grâce à l'appui d'un organisme comme le Programme LDI/USAID. Ce dernier a pu par exemple appuyer le développement de quatre nouveaux écolodges en périphérie des parcs de la Montagne d'Ambre et Andringitra ;
- la volonté politique de l'Etat de développer les Réserves Foncières Touristiques ou RFT afin de faciliter et d'accélérer l'accès des investisseurs à des biens fonciers sur lesquels leurs droits sont garantis par l'Etat ;
- l'approbation de l'Etat, en priorité, du lancement des Zones d'Investissement Écotouristique (ZIE) : Isalo (lancement des Appel d'Offres réalisé) ; Montagne d'Ambre (en-cours) ; et Ankarana (en-cours) dans les RFT créées et en cours ;

- les diverses dynamiques communautaires lancées par les partenaires de développement autour des Parcs et Réserves : Koloharena et autres ;
- les actions de co-financement des infrastructures de base communautaires avec les partenaires financiers comme : FID , PSDR, PAICAL etc.

Ces réalisations si modestes soient-elles nécessitent une concertation ou coordination afin de pouvoir les capitaliser dans le Plan Directeur de l'Ecotourisme de Madagascar.

Il faut mentionner que de grands efforts d'investissements publics et privés sont encore nécessaires dans les sites écotouristiques. Leurs réalisations doivent faire l'objet de la planification régionale et communale et doivent ainsi être inscrites dans les Plans Régionaux et communaux de développement.

Partenaires de l'Ecotourisme

L'Ecotourisme est une activité pluridisciplinaire et demande ainsi un engagement ferme et responsable de plusieurs intervenants, à savoir :

- *Les écotouristes*, qui sont le noyau de l'activité et vecteurs du développement durable du tourisme ;
- *Les Opérateurs privés (Tours Opérateurs, les Agences de Voyages émetteurs et réceptifs, les transporteurs nationaux et internationaux)* qui sont les moteurs du secteur écotouristique et les premiers responsables de la pratique du tourisme durable ;
- *Le Gouvernement et les Ministères de tutelle* qui conçoivent la politique de développement du tourisme et en particulier de l'écotourisme, assurant l'environnement juridique et technique, sécurisant l'investissement dans le secteur et planifiant avec les autres acteurs le développement écotouristique du Pays ;
- *Les Autorités locales, régionales, provinciales* constituent le prolongement naturel des Autorités gouvernementales, garantissent la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat et constituent une interface logique entre les communautés locales et les opérateurs privés ;
- *Les Associations et Groupements professionnelles du tourisme, l'Office National du Tourisme, les Offices Régionaux* contribuent à la recherche de bonnes pratiques de l'écotourisme et à la planification nationale, régionale et locale, octroient les assistances nécessaires au niveau *des communautés locales pour développer des projets intégrés, appuient la gestion et la conservation des aires protégées et des parcs nationaux et la certification/labelisation des projets écotouristiques* ;
- *Les Organisations Non Gouvernementales ou ONGs* nationaux et internationaux spécialisées dans le développement durable et intégré qui apporteront leurs savoir-faire aussi bien aux communautés locales qu'aux autorités et élus locaux dans la mise en œuvre de la planification, la gestion durable du développement du terroir et pouvant aussi développer des partenariats techniques et financiers ;
- *Les communautés locales* doivent être intégrées dans toutes les entreprises/projets/activités écotouristiques pour qu'ils adhèrent au développement de ces activités. Elles seront associées à toutes les phases de développement de l'entreprise/projet afin de garantir la durabilité économique (mise en place des activités artisanales, agriculture, élevage, guides, culturelles, folkloriques etc. e aussi la durabilité sociale par l'intégration de la dimension genre et aussi des recommandations dans le respect des mœurs, us et coutumes de la localité. Les communautés villageoises ou locales dans tous les projets/programmes de développement écotouristique du monde entier sont des points focaux importants dans l'appropriation et la pérennisation des activités s'ils sont impliqués dans tous les processus. Cela a permis à diverses localités comme les régions montagneuses, les zones enclavées, les zones côtières et littorales à se développer harmonieusement sans conflits et à aspirer à un développement planifié.

Pour le cas spécifique de Madagascar, les différentes entités ci-après sont devenues les partenaires indéniables de l'Ecotourisme :

- Le Ministère de la Culture et du Tourisme qui effectue la promotion des investissements dans l'Ecotourisme à travers entre autre, la mise en place des Réserves Foncières Touristiques (RFT) et des

Zones d'Intérêt Ecotouristiques (ZIE), facilite l'environnement administratif et légal du secteur par le biais du GUIDE (Guichet Unique des Investissements et du Développement des Entreprises), définit légalement les normes qui devront être appliquées par les opérateurs touristiques ;

- Le Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts qui assure la conservation des sites et facilite leur valorisation. Sous la tutelle de ce Ministère, deux importantes institutions s'impliquent à fond dans le développement de l'Ecotourisme : l'ANGAP, qui gère le réseau des Aires Protégées de Madagascar et la Direction des Eaux et Forêts qui gère les stations forestières ou autres sites forestiers de conservation hors aires protégées ;
- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ou MAEP qui facilite les procédures foncières afin d'assurer la sécurisation des investissements écotouristiques ;
- Les Opérateurs Privés qui sont représentés dans des associations nationales et/ou régionales (TOP, GO TO, GITH, etc.) et qui ont comme principaux rôles d'attirer les écotouristes et d'assurer leurs voyages, leurs circuits et leurs hébergement en respectant les codes éthiques universels et les normes de l'Ecotourisme ;
- Les ONG internationales et locales telles que le WWF, CARE, Conservation International, WCS, FANAMBY, EDENA, etc. ainsi que les bailleurs de fonds (USAID, Banque Mondiale, Ambassades, etc.) auxquels s'appuient généralement ces ONG contribuent à la conservation et à la valorisation des sites à haute potentialité écotouristique ainsi qu'au renforcement des capacités locales ;
- Les institutions financières comme les banques locales, le FIARO, la SONAPAR, SFI, Fonds de Relance de la PME ou FRPME, etc. qui octroient des financements aux Petites et Moyennes entreprises écotouristiques comme le FIEFE (Fonds d'Investissement pour les Entreprises Favorables à l'Environnement);

Les ressources humaines dans l'Ecotourisme

La formation des acteurs et des employés dans le tourisme a toujours été un souci majeur du secteur. L'Etat dispose de l'Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie ou INTH avec un partenariat avec la Coopération française avec le Projet Fonds de Solidarité Prioritaire ou FSP, afin de développer et renforcer les initiatives privées dans les provinces/régions.

Les formations dans les sites écotouristiques ont été depuis concentrées sur les techniques de guidage (MINCULTOUR-ANGAP), tandis que pour les autres métiers, des actions individuelles ou formations sur le tas sont beaucoup plus utilisées.

Comme il a été souligné mainte fois, dans ce document l'éco-certification ou éco-labélisation est l'outil d'excellence que requiert les écotouristes du monde entier et donc des actions prioritaires se feront dans ce sens.

Concernant les communautés locales, le taux d'analphabétisme en milieu rural n'est pas négligeable. Des actions d'alphabétisation fonctionnelles apporteront des biens et des services importants pour la population.

La synergie de ces actions d'éducation avec le programme national « d'Education pour tous » fera l'objet d'une étude approfondie.

1.4 Conclusion : contraintes et perspectives de l'Ecotourisme

En conclusion, les principales contraintes jusqu'ici soulevées au niveau de l'écotourisme à Madagascar sont les suivantes :

- Madagascar offre de multiples attractions écotouristiques mais elles sont souvent difficiles d'accès ;
- Les destinations écotouristiques sont très peu connues par manque de politique nationale et de plan marketing ;
- Plusieurs initiatives privées existent mais rares sont ceux qui se concrétisent par manque de ressources aussi bien matérielles que financières mais également par manque de savoir-faire ;

- Les infrastructures d'accueil jusqu'ici existantes ne répondent pas aux normes internationales ce qui limite la venue des «vrais» écotouristes ;
- La Politique de RFT en périphérie des sites écotouristiques (ZIE) semble être une opportunité à saisir pour les investisseurs mais le système de promotion et de gestion n'est pas encore bien au point si bien que ces parcelles de terrains restent inaccessibles ;
- Les Aires Protégées sont d'une valeur exceptionnelle mais depuis leur création, il a été impossible d'investir dans ou autour d'elles, et ceci contrairement à tous les autres parcs dans le monde entier.
- Comme l'Ecotourisme est encore un contexte tout neuf, force est de constater que très peu de ressources humaines le maîtrisent parfaitement. Les dispositifs de formation actuels ne répondent pas aux critères exigés par ce nouveau type d'activités. Or, des programmes spécifiques doivent être élaborés pour préparer les futurs entrepreneurs tandis que des modules ponctuels doivent être organisés pour les professionnels en vue de renforcer leur capacité.

Malgré toutes ces contraintes, l'écotourisme à Madagascar promet un avenir radieux car :

- Il y a une volonté énorme du Gouvernement Malagasy de faire avancer le secteur. Les principales actions qui démontrent cette volonté sont, entre autres, (a) la réhabilitation des infrastructures de base telles que les routes d'accès, les aéroports et les ports ; (b) l'ouverture aérienne marquée par la venue de nouvelles compagnies aériennes et l'ouverture de nouvelles lignes ; (c) la création du Guichet Unique pour le Développement des Entreprises (GUIDE) afin de faciliter la création d'entreprise ; (d) le renforcement des activités d'appui à la gestion et la conservation de l'environnement à travers le Programme Environnemental III et notamment la création de nouvelles Aires Protégées, etc.
- Les institutions financières commencent à offrir des crédits beaucoup plus faciles d'accès pour les PME (Petites et Moyennes Entreprises). On note particulièrement le FIEFE (Fonds d'Investissement pour les Entreprises Favorables à l'Environnement) qui est un « revolving fund » confié à quelques banques locales pour aider les entreprises dites favorables à l'environnement telles que celles qui s'investissent dans l'écotourisme.
- Avec le Code des Aires Protégées (COAP), l'ANGAP s'ouvre au partenariat avec le secteur privé pour la gestion des sites potentiels à l'investissement qui se trouvent dans ou autour des AP (aires de camping, zone de services, etc.)

Toutefois, ces actions vont sembler être vaines s'il n'y a pas de synergie, de coordination et d'engagement de tous les acteurs concernés par le secteur Tourisme / Ecotourisme. L'élaboration du présent document a justement pour objectif principal de poser les jalons vers un réel développement intégré et durable de l'écotourisme à Madagascar.

2. Déclaration de Québec sur l'Écotourisme

Dans le cadre de l'Année internationale de l'écotourisme des Nations Unies (2002), sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), plus d'un millier de personnes venant de 132 pays et issues des secteurs public, privé et non gouvernemental ont participé au Sommet mondial de l'écotourisme tenu dans la ville de Québec (Canada), du 19 au 22 mai 2002, et dont Tourisme Québec et la Commission canadienne du tourisme étaient les hôtes.

Le Sommet de Québec a été l'aboutissement de dix-huit réunions préparatoires tenues en 2001 et en 2002, avec la participation de plus de trois mille représentants de gouvernements nationaux et d'autorités locales, dont les administrations du tourisme, de l'environnement et d'autres domaines, d'entreprises d'écotourisme du secteur privé et de leurs associations professionnelles, d'organisations non gouvernementales, d'institutions et de consultants universitaires, d'organisations intergouvernementales, ainsi que de communautés locales et indigènes.

Le présent document tient compte des débats tenus pendant le processus préparatoire et pendant le Sommet. Bien qu'il soit le fruit du dialogue de multiples intervenants, il ne s'agit pas d'un document négocié. Il a essentiellement pour objet d'établir un programme préliminaire et une série de recommandations visant le développement des activités écotouristiques dans le contexte du développement durable.

Les participants du Sommet mondial de l'écotourisme voient dans le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg, en août et septembre 2002, l'événement fondateur de la politique internationale dans ce domaine pour les dix prochaines années et ils insistent pour qu'au SMDD, une attention prioritaire soit accordée au tourisme durable en tant que secteur majeur, du fait qu'il peut contribuer à la réduction de la pauvreté et à la protection de l'environnement dans les écosystèmes en péril. Aussi les participants demandent-ils à l'Organisation des Nations Unies, à ses institutions et à ses États membres représentés au sommet de diffuser au SMDD la présente Déclaration et les autres résultats du Sommet mondial de l'écotourisme.

Les participants du Sommet mondial de l'écotourisme, conscients des limites d'un processus consultatif de cette nature pour intégrer les vues de la multitude d'acteurs de l'écotourisme, notamment des organisations non gouvernementales (ONG) et des communautés locales et indigènes,

- *Reconnaissent* que l'écotourisme englobe les principes du tourisme durable en ce qui concerne les impacts de cette activité sur l'économie, la société et l'environnement et qu'en outre, il comprend les principes particuliers suivants qui le distinguent de la notion plus large de tourisme durable :
 - il contribue activement à la protection du patrimoine naturel et culturel,
 - il inclut les communautés locales et indigènes dans sa planification, son développement et son exploitation et contribue à leur bien-être,
 - il propose aux visiteurs une interprétation du patrimoine naturel et culturel, et
 - il se prête mieux à la pratique du voyage en individuel ainsi qu'aux voyages organisés pour de petits groupes ;
- *Reconnaissent* que le tourisme a des conséquences sociales, économiques et environnementales importantes et complexes, qui peuvent présenter à la fois des avantages et des coûts pour l'environnement et les communautés locales ;
- *Constatent* l'intérêt grandissant des voyageurs pour les espaces naturels tant terrestres que maritimes ;

- *Estiment* que l'écotourisme a joué un rôle prépondérant dans l'introduction des pratiques de durabilité dans le secteur touristique ;
- *Soulignent* que l'écotourisme devraient continuer à contribuer à renforcer la viabilité de l'activité touristique en général en en accroissant les avantages économiques et sociaux pour les communautés d'accueil, en participant activement à la protection des ressources naturelles et de l'intégrité culturelle des communautés d'accueil et en sensibilisant davantage les voyageurs à la sauvegarde du patrimoine naturel et culturel ;
- *Reconnaissent* la diversité culturelle associée à beaucoup d'espaces naturels, surtout en raison de la présence historique de communautés locales et indigènes dont certaines ont conservé leur savoir et leurs us et coutumes traditionnels qui, pour beaucoup, ont prouvé leur durabilité à travers les siècles ;
- *Réitèrent* qu'il est établi que, partout dans le monde, le financement de la sauvegarde et de la gestion des zones protégées riches de leur biodiversité et de leur culture est insuffisant ;
- *Constatent* que nombre de ces zones ont une population vivant souvent dans la misère et manquant fréquemment d'assez de soins de santé, d'établissements d'enseignement, de réseaux de communications et d'autres éléments d'infrastructure nécessaires pour avoir une véritable chance de développement ;
- *Affirment* qu'à condition d'être gérées de façon durable, différentes formes de tourisme, notamment l'écotourisme, peuvent représenter une chance économique précieuse pour les populations locales et indigènes et pour leurs cultures, de même que pour la protection et l'exploitation durable de la nature dans l'intérêt des générations à venir ; et *considèrent* que l'écotourisme peut être une source majeure de recettes pour les zones protégées ;
- *Soulignent* qu'en même temps, chaque fois que, dans les espaces naturels et ruraux, le tourisme n'est pas planifié, développé et géré judicieusement, il contribue à la dégradation des paysages naturels, aux menaces pesant sur les espèces sauvages et sur la biodiversité, à la pollution des mers et des côtes, à la piètre qualité de l'eau, à la misère, au déplacement des communautés locales et indigènes et à l'érosion des traditions culturelles ;
- *Reconnaissent* que le développement de l'écotourisme doit prendre en considération et respecter les droits fonciers et de propriété, et, quand il est reconnu, le droit à l'autodétermination et la souveraineté culturelle des communautés locales et indigènes, en incluant leurs sites protégés, sensibles et sacrés, ainsi que leur savoir traditionnel ;
- *Soutiennent* que pour tirer des avantages sociaux, économiques et écologiques équitables de l'écotourisme et d'autres formes de tourisme dans les espaces naturels et pour en réduire au minimum ou en éviter les éventuels impacts négatifs, il faut des mécanismes de planification participative permettant aux communautés locales et indigènes de définir et de réglementer avec transparence l'exploitation de leurs espaces au niveau local, voire de choisir de renoncer à la mise en valeur touristique de ces derniers ;
- *Considèrent* que les activités des petites entreprises et des microentreprises cherchant à atteindre des objectifs sociaux et écologiques se déroulent souvent dans un climat de développement qui n'offre pas le soutien financier et commercial voulu pour l'écotourisme ;
- *Reconnaissent* que, pour instaurer un climat favorable aux petites entreprises et microentreprises, il faudra mieux comprendre le marché de l'écotourisme à l'aide d'études de marché ainsi qu'en recourant à des instruments de crédit spécialisés pour les entreprises touristiques, à des subventions pour les coûts externes et à des mesures d'encouragement pour l'utilisation de sources d'énergie durables et de solutions techniques novatrices et en mettant l'accent sur le développement des compétences non seulement dans les milieux professionnels mais aussi dans les administrations et parmi ceux qui visent à soutenir les solutions des entreprises ;

- *Jugent* nécessaire d'éviter toute discrimination entre les personnes – en raison de leur race, de leur sexe ou d'autres caractéristiques – en matière de participation à l'écotourisme en tant que consommateurs ou prestataires de services ;
- *Constatent* que par leur choix de voyage, leur comportement et leurs activités, les visiteurs ont une responsabilité à assumer envers la durabilité des destinations et de l'environnement mondial, et qu'il importe par conséquent de faire connaître avec précision aux visiteurs les qualités et les points sensibles des destinations.

En tenant compte de l'ensemble des points précédents, les participants du Sommet mondial de l'écotourisme, rassemblés à Québec du 19 au 22 mai 2002, ont élaboré la série de recommandations suivantes qu'ils adressent aux pouvoirs publics, au secteur privé, aux organisations non gouvernementales, aux associations communautaires, aux institutions universitaires et instituts de recherche, aux organisations intergouvernementales, aux institutions financières internationales, aux organismes d'aide au développement, aux communautés locales et indigènes et au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD).

2.1 Recommandations aux pouvoirs publics aux échelons national, régional et local

1. *Formuler* des politiques nationales, régionales et locales et des stratégies de développement de l'écotourisme compatibles avec les objectifs d'ensemble du développement durable et le faire en consultant largement ceux qui sont susceptibles de participer aux activités d'écotourisme, d'influer sur elles ou d'en subir les conséquences.
2. *Garantir*, de concert avec les communautés locales et indigènes, le secteur privé, les ONG et tous les acteurs de l'écotourisme, la protection de la nature, des cultures locales et indigènes et, tout spécialement, des connaissances traditionnelles, des ressources génétiques, des droits sur les territoires et les biens ainsi que des droits sur l'eau.
3. *S'assurer* de l'engagement, de la participation appropriée et de la coordination nécessaire de toutes les institutions publiques compétentes aux niveaux national, provincial et local (ce qui peut supposer au besoin la création de groupes de travail interministériels) aux différentes étapes du processus écotouristique, tout en recherchant et en facilitant la participation d'autres acteurs à la prise de décisions liées à l'écotourisme, et *créer* les mécanismes budgétaires et les cadres législatifs adaptés pour que les objectifs fixés par ces multiples acteurs puissent être atteints.
4. *Inclure* dans le cadre ci-dessus les mécanismes de réglementation et de surveillance nécessaires aux échelons national, régional et local, notamment des indicateurs objectifs de durabilité adoptés d'un commun accord par tous les intervenants, ainsi que des études d'évaluation de l'impact sur l'environnement à utiliser comme mécanisme de remontée de l'information, les résultats de cette surveillance devant être communiqués au grand public.
5. *Développer* des mécanismes de réglementation pour l'internalisation des coûts écologiques de tous les aspects du produit touristique, y compris des transports internationaux.
6. *Développer* la capacité locale et municipale d'employer des outils de gestion de la croissance, comme le zonage et l'aménagement participatif du territoire, non seulement dans les zones protégées mais aussi dans les zones tampons et dans d'autres zones de développement écotouristique.
7. *Utiliser* les lignes directrices reconnues et validées à l'échelon international pour mettre en place des systèmes de certification, des écolabels et d'autres initiatives volontaires visant à assurer la durabilité de l'écotourisme, en encourageant les opérateurs du secteur privé à s'y rallier et en facilitant la reconnaissance par les consommateurs ; les systèmes de certification devraient toutefois refléter les critères établis aux niveaux régional et local, favoriser le développement des capacités et fournir le soutien financier

voulu pour être accessibles aux petites et moyennes entreprises (PME) ; il faudra en outre un cadre de réglementation et de surveillance pour soutenir l'application effective de ces systèmes.

8. *Veiller* à soutenir, sur les plans technique et financier et pour le développement des ressources humaines, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, qui sont au cœur de l'activité écotouristique, en vue de leur permettre de se constituer et de se développer de façon durable.

9. *Définir* des politiques, des plans de gestion et des programmes d'interprétation appropriés à l'intention des visiteurs, *affecter* des fonds suffisants aux espaces naturels afin de gérer le nombre des visiteurs, de protéger les écosystèmes vulnérables et d'assurer l'exploitation durable des habitats sensibles, et *accompagner* ces plans de normes claires, de stratégies de gestion directe et indirecte et de dispositions réglementaires assorties des crédits voulus pour surveiller les répercussions de l'écotourisme sur la société et sur l'environnement, dans l'intérêt de toutes les entreprises d'écotourisme travaillant dans une région comme dans celui des touristes souhaitant la visiter.

10. *Intégrer* les microentreprises et les petites et moyennes entreprises d'écotourisme, ainsi que les activités écotouristiques reposant sur les communautés et sur les ONG, dans les stratégies et programmes de promotion d'ensemble mis en œuvre par l'Administration nationale du tourisme, sur les marchés tant international qu'intérieur.

11. *Encourager et soutenir* la création de réseaux et la coopération au niveau régional pour la promotion et le marketing des produits écotouristiques aux échelons national et international.

12. *Offrir* des mesures d'encouragement (telles que des avantages dans les domaines du marketing et de la promotion) aux voyageurs et autres prestataires de services pour qu'ils adoptent les principes de l'écotourisme et qu'ils fassent preuve dans leurs activités d'un plus grand esprit de responsabilité à l'égard de l'environnement, de la société et de la culture.

13. *Veiller* à définir et à respecter les normes essentielles en matière d'environnement et de santé pour tous les projets de mise en valeur écotouristique, même dans les régions les plus rurales, ce qui englobe des aspects tels que le choix, la conception et l'aménagement des sites, le traitement des déchets solides et des eaux usées, et la protection des aires de drainage, et *veiller* également à ce que les stratégies de développement de l'écotourisme ne soient pas appliquées par les pouvoirs publics sans investissements dans une infrastructure durable et sans renforcement des moyens locaux et municipaux de réglementer et de contrôler ces aspects.

14. *Mener* des enquêtes et des études de référence pour faire l'inventaire de la faune et de la flore en accordant une attention particulière aux espèces en voie de disparition, dans le cadre d'une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) de tout projet de mise en valeur écotouristique, et *investir*, ou *soutenir* les institutions qui investissent, dans les programmes de recherche en écotourisme et en tourisme durable.

15. *Soutenir* le développement plus poussé, sur le plan international, de codes d'éthique, d'orientations générales et de principes relatifs au tourisme durable (comme ceux proposés par le PNUE, l'OMT, la Convention sur la diversité biologique, la Commission du développement durable de l'ONU et l'Organisation internationale du travail) pour le renforcement des politiques, des plans directeurs et des cadres juridiques nationaux et internationaux, et ce, afin d'appliquer au tourisme le concept de développement durable.

16. *Envisager* la possibilité de retirer la jouissance et la gestion des terres publiques aux secteurs de l'extraction ou de la production intensive et de les confier à celui du tourisme moyennant des mesures de protection, lorsque cela est susceptible d'améliorer, sur le plan social, économique et environnemental, l'avantage net pour la communauté concernée.

17. *Promouvoir et élaborer* des programmes éducatifs destinés aux enfants et aux jeunes afin de les sensibiliser davantage à la protection et à l'exploitation durable de la nature, aux cultures locales et indigènes et à tout ce qui les lie à l'écotourisme.

18. *Promouvoir* la collaboration entre les voyagistes émetteurs et récepteurs, ainsi qu'avec les autres prestataires de services et les ONG dans la destination, pour sensibiliser davantage les touristes et influencer leur comportement sur place, tout spécialement dans les pays en développement.

19. *Incorporer* les principes de durabilité dans la planification et la conception des réseaux d'accès et de transport et *encourager* les voyagistes et les voyageurs à choisir les modes de transport portant le moins atteinte à l'environnement.

2.2 Recommandations au secteur privé

20. *Garder à l'esprit* que si les entreprises d'écotourisme veulent être durables, elles doivent être rentables pour tous les intervenants : propriétaires des projets, investisseurs, cadres et salariés, ainsi que communautés et organisations de défense de l'environnement des espaces naturels où se déroulent leurs activités.

21. *Concevoir, développer et mener* ses activités en en réduisant au minimum les effets négatifs sur la protection des écosystèmes sensibles et de l'environnement en général, en contribuant au contraire activement à leur protection et en faisant directement bénéficier de ses activités les communautés locales et indigènes.

22. *Veiller* à ce que la conception, la planification, la construction et l'exploitation des installations d'écotourisme tiennent compte des principes de la durabilité, notamment en ce qui concerne la conception des sites sensibles, le sens du lieu qu'ont les communautés, la conservation des ressources en eau, les économies d'énergie et de matériaux, et l'accessibilité pour toutes les catégories de population sans discrimination.

23. *Adopter* un système de certification ou d'autres systèmes fiables de réglementation volontaire, tels les écolabels, afin de démontrer à la clientèle potentielle des entreprises que ces dernières adhèrent aux principes de la durabilité et que les produits et les services qu'elles offrent respectent ces principes.

24. *Coopérer* avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales chargées des zones naturelles protégées et de la préservation de la biodiversité en veillant à ce que l'écotourisme soit pratiqué dans le respect des plans de gestion et des autres dispositions réglementaires s'appliquant à ces zones, de façon à réduire au minimum tout impact négatif sur celles-ci et, en même temps, à améliorer la qualité de l'expérience touristique et à contribuer financièrement à la protection des ressources naturelles.

25. *Recourir* de plus en plus, dans ses activités, aux matériaux et aux produits locaux ainsi qu'aux ressources logistiques et humaines locales, afin de préserver l'authenticité globale du produit écotouristique et d'accroître la part des avantages financiers, et autres, restant dans la destination, les opérateurs du secteur privé devant, pour ce faire, investir dans la formation des travailleurs locaux.

26. *Faire en sorte* que la chaîne d'approvisionnement sur laquelle repose l'activité écotouristique soit parfaitement durable et conforme au niveau de durabilité visé pour le produit ou le service final offert au client.

27. *Collaborer* activement avec les dirigeants indigènes et les communautés locales afin que les cultures et les communautés indigènes soient présentées de façon juste et respectueuse et que le personnel et les clients des entreprises soient bien et exactement informés des sites, des coutumes et de l'histoire des populations locales et indigènes.

28. *Engager* les clients à avoir un comportement éthique et soucieux de l'environnement envers les destinations écotouristiques visitées, par exemple en assurant une formation à l'environnement ou en encourageant les contributions volontaires pour soutenir les initiatives des communautés locales ou des défenseurs de la nature.

29. *Générer* parmi sa direction et son personnel une prise de conscience sur les questions environnementales et culturelles locales, nationales et globales à travers une éducation environnementale

continue, et appuyer la contribution qu'eux-mêmes et leurs familles peuvent apporter à la conservation, le développement économique des communautés et la réduction de la pauvreté.

30. *Diversifier* l'offre des entreprises en créant, pour une destination donnée, un large éventail d'activités touristiques et en étendant leurs propres activités à différentes destinations afin de mieux répartir les avantages potentiels de l'écotourisme et d'éviter la saturation de certains sites particuliers d'écotourisme, qui en menacerait la durabilité à long terme ; à cet égard, les participants insistent auprès des opérateurs du secteur privé pour qu'ils respectent les systèmes de gestion de l'impact des visites mis en place par les destinations écotouristiques et qu'ils y contribuent.

31. *Créer et développer* des mécanismes de financement d'associations professionnelles ou de coopératives pouvant appuyer la formation, le marketing, le développement de produits, la recherche et le financement dans le domaine de l'écotourisme.

32. *Veiller* à la répartition équitable des avantages financiers entre les voyageurs du tourisme international émetteur et récepteur, les prestataires de services locaux et les communautés locales à l'aide d'instruments appropriés et d'alliances stratégiques.

33. *Formuler et mettre en œuvre* au niveau des entreprises des principes directeurs en matière de durabilité en vue de les appliquer à chaque composante de leurs activités.

2.3 Recommandations aux organisations non gouvernementales, aux associations communautaires, aux institutions universitaires et aux instituts de recherche

34. *Soutenir*, sur les plans technique, financier, éducatif et autre et dans le domaine de la création ou du renforcement des moyens, les destinations écotouristiques, les organisations des communautés d'accueil, les petites entreprises et les autorités locales compétentes afin que soient appliqués en faveur de la durabilité les orientations générales, les principes directeurs du développement et de la gestion et les mécanismes de surveillance voulus.

35. *Observer et étudier* les effets réels des activités écotouristiques sur les écosystèmes, la biodiversité, les cultures des populations locales et indigènes et le tissu socioéconomique des destinations de l'écotourisme.

36. *Coopérer* avec les organismes publics et privés pour que les données et informations résultant des travaux de recherche servent à soutenir les processus de décision en matière de développement et de gestion de l'écotourisme.

37. *Coopérer* avec les instituts de recherche à l'élaboration des solutions les plus judicieuses et les plus pratiques aux problèmes liés au développement de l'écotourisme.

2.4 Recommandations aux organisations intergouvernementales, aux institutions financières internationales et aux organismes d'aide au développement

38. *Participer* à l'élaboration et à l'application des principes directeurs de la planification et de l'action aux niveaux national et local et des dispositifs d'évaluation de l'écotourisme et de ses relations avec la protection de la biodiversité, le développement socioéconomique, le respect des droits de la personne, la réduction de la pauvreté, la protection de la nature et d'autres objectifs du développement durable, et *intensifier* le transfert de leur savoir-faire à tous les pays, une attention spéciale devant être accordée aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays ayant des régions montagneuses, compte tenu du fait que l'année 2002 a aussi été déclarée Année internationale de la montagne par l'Organisation des Nations Unies.

39. *Renforcer* la capacité des organisations régionales, nationales et locales d'élaborer et d'appliquer des plans et des politiques d'écotourisme reposant sur les principes directeurs internationaux.
40. *Développer et adopter*, selon le cas, des systèmes de certification de l'écotourisme, des normes internationales et des mécanismes financiers tenant compte des besoins des petites et moyennes entreprises, et leur en faciliter l'accès.
41. *Incorporer* des mécanismes de dialogue entre les multiples acteurs dans les orientations générales, les principes directeurs et les projets aux échelons mondial, régional et national en vue de la mise en commun des expériences des pays et des secteurs intervenant dans l'écotourisme.
42. *Renforcer* leurs efforts pour cerner les facteurs déterminant la réussite ou l'échec des entreprises d'écotourisme du monde entier, afin de faire connaître ces expériences et les meilleures pratiques à d'autres pays au moyen de publications, de missions sur le terrain, de séminaires de formation et de projets d'assistance technique ; après le Sommet, le PNUE, l'OMT et d'autres institutions internationales devraient entretenir et développer le dialogue international sur les questions d'écotourisme et de tourisme durables, par exemple en étudiant périodiquement le développement de l'écotourisme dans des forums internationaux et régionaux.
43. *Adapter*, selon les nécessités, leurs dispositifs financiers et leurs modalités et règles de prêt pour répondre aux besoins des microentreprises et des petites et moyennes entreprises d'écotourisme qui constituent l'essentiel de ce secteur, ce qui est une des conditions de sa durabilité économique à long terme.
44. *Développer* les moyens de leurs propres ressources humaines pour soutenir le tourisme et l'écotourisme durables en tant que sous-secteurs autonomes de développement et pour qu'il existe en leur sein des compétences, des études et une documentation permettant de surveiller l'utilisation de l'écotourisme comme instrument de développement durable.
45. *Développer*, aux fins de formation et de renforcement des moyens, des mécanismes financiers tenant compte du temps et des ressources nécessaires pour permettre réellement aux communautés locales et aux peuples indigènes de participer équitablement à la mise en valeur écotouristique.

2.5 Recommandations aux communautés locales et indigènes

En plus de toutes les mentions relatives aux communautés locales et indigènes dans les paragraphes précédents de la présente Déclaration (en particulier les paragraphes 5, 8 et 9 de la page 2 ; les paragraphes 1 et 2 de la page 3 ; A 2 et 17 ; B 21 et 27 ; C 35 ; D 45), les participants adressent à ces communautés les recommandations suivantes.

46. Dans le cadre d'une vision communautaire du développement qui peut comprendre l'écotourisme, *définir et appliquer* une stratégie permettant d'améliorer les avantages collectifs du développement de l'écotourisme qui comprennent la valorisation du capital humain, physique, financier et social et un meilleur accès à l'information technique.
47. *Renforcer, alimenter et encourager* la capacité qu'a la communauté d'entretenir et d'exploiter ses compétences traditionnelles, en particulier pour ce qui est des arts et de l'artisanat pratiqués chez soi, des produits agricoles, de l'habitat traditionnel et de l'aménagement paysager qui utilisent les ressources naturelles locales de façon durable.

2.6 Recommandations au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD)

48. *Reconnaître*, d'une part, la nécessité d'appliquer au tourisme les principes du développement durable et, d'autre part, le rôle exemplaire de l'écotourisme sous l'angle de son apport économique, social et écologique.
49. *Intégrer* le rôle du tourisme, et notamment de l'écotourisme, dans les résultats escomptés du SMDD.

Ville de Québec (Canada), 22 mai 2002

3. Charte du Tourisme Durable

Les participants de la Conférence mondiale du Tourisme durable, réunis à Lanzarote, îles Canaries, Espagne, les 27 et 28 avril 1995,

- *Conscients* que le tourisme est un phénomène de portée mondiale qui répond aux plus profondes aspirations de tous les peuples, ainsi qu'un important élément de développement social, économique et politique pour de nombreux pays
- *Reconnaissant* que le tourisme, de par son caractère ambivalent, puisqu'il peut contribuer de manière positive au développement socio-économique et culturel, mais aussi à la détérioration de l'environnement et à la perte de l'identité locale, doit être abordé dans une perspective globale
- *Conscients* que les ressources sur lesquelles se base le tourisme sont fragiles et que la demande pour une meilleure qualité de l'environnement est croissante
- *Reconnaissant* que le tourisme offre la possibilité de voyager et de connaître d'autres cultures, et que le développement du tourisme peut favoriser le rapprochement et la paix entre les peuples, créant une conscience respectueuse de la diversité des cultures et des modes de vie
- *Rappelant* la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies et les nombreuses déclarations des Nations Unies, tout comme les conventions régionales sur le tourisme, l'environnement, la préservation du patrimoine culturel et le développement durable
- *S'inspirant* des principes énoncés dans la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement, ainsi que des recommandations de l'Agenda 21
- *Rappelant* les déclarations préalables en matière de tourisme comme la Déclaration de Manille sur le Tourisme mondial, la Déclaration de La Haye, la Charte du Tourisme et le Code du Touriste
- *Reconnaissant* la nécessité de développer un tourisme qui réponde aux attentes économiques et aux exigences de la protection de l'environnement et qui respecte non seulement la structure sociale et les caractères physiques de la destination, mais aussi la population locale
- *Considérant* comme prioritaires la protection et la consolidation de la dignité humaine des populations locales tout comme des touristes.
- *Conscients* de la nécessité de créer un partenariat entre les principaux acteurs qui participent à cette activité, afin de forger l'espoir d'un tourisme plus responsable vis-à-vis de notre patrimoine commun.

EN APPELLENT à la communauté internationale et DEMANDENT, en particulier, aux gouvernements, aux pouvoirs publics, aux décideurs et aux professionnels du monde du tourisme, aux associations et aux institutions publiques et privées dont les activités sont liées au tourisme et aux touristes eux-mêmes, d'adopter les principes et les objectifs de cette Déclaration, qui sont les suivants:

1. Le développement touristique doit reposer sur des critères de durabilité; il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales. Le développement durable est un processus encadré visant une gestion globale des ressources afin d'en assurer la durabilité, tout en permettant de préserver notre capital naturel et culturel, y compris les espaces protégés. Le tourisme étant un puissant instrument de développement, il peut et doit jouer un rôle actif dans la stratégie de développement durable. Une bonne gestion du tourisme doit donc garantir le caractère durable des ressources dont cette activité dépend.
2. Le tourisme doit contribuer au développement durable, en s'intégrant dans le milieu naturel, culturel et humain; il doit respecter les équilibres fragiles qui caractérisent de nombreuses destinations touristiques, en particulier les petites îles et les zones écologiquement fragiles. Les incidences du tourisme sur les ressources naturelles, sur la biodiversité et sur la capacité d'assimilation des impacts et des déchets engendrés, doivent rester acceptables.

3. L'activité touristique doit considérer ses effets induits sur le patrimoine culturel et sur les éléments, les activités et la dynamique traditionnels de chaque population locale. La reconnaissance de ces facteurs locaux et le soutien de leur identité, de leur culture et de leurs intérêts doivent être des points de référence incontournables lors de la conception des stratégies touristiques, en particulier dans les pays en voie de développement.
4. La contribution active du tourisme au développement durable présuppose nécessairement la solidarité, le respect mutuel et la participation de tous les acteurs, du secteur public et privé, impliqués dans le processus. Cette concertation doit se baser sur des mécanismes efficaces de coopération à tous les niveaux: local, national, régional et international.
5. La préservation, la protection et la mise en valeur de la richesse du patrimoine naturel et culturel offrent un cadre privilégié pour la coopération. Cette approche implique que tous les responsables relèvent ce véritable défi qu'est l'innovation culturelle, technologique et professionnelle, et concentrent leurs efforts pour créer et mettre en oeuvre des instruments de planification et de gestion intégrés.
6. Les critères de qualité visant à assurer la préservation de la destination touristique et le degré de satisfaction du touriste, critères définis de manière conjointe avec les populations locales et basés sur les principes du développement durable, doivent être des objectifs prioritaires lors de la formulation des stratégies et des projets touristiques.
7. Pour participer au développement durable, le tourisme doit se baser sur l'éventail de possibilités qu'offre l'économie locale. Les activités touristiques doivent pleinement s'intégrer dans l'économie locale et contribuer de manière positive au développement économique local.
8. Toute option de développement touristique doit avoir une incidence effective sur l'amélioration de la qualité de vie de la population, et contribuer à l'enrichissement socio-culturel de chaque destination.
9. Les gouvernements et les autorités compétentes doivent entreprendre des actions de planification intégrées du développement touristique en partenariat avec les ONG et les populations locales pour contribuer au développement durable.
10. Reconnaissant l'objectif de cohésion économique et sociale entre les peuples de la planète comme un des principes fondamentaux du développement durable, il est urgent que soient mises en place des mesures permettant un partage plus équitable des bénéfices et des charges engendrés par le tourisme. Cela implique un changement dans les modèles de consommation et l'introduction de méthodes de fixation de prix permettant l'intégration des coûts environnementaux. Les gouvernements et les organisations multilatérales devraient donner priorité et renforcer les aides directes ou indirectes destinées aux projets touristiques contribuant à l'amélioration de la qualité de l'environnement. Dans ce contexte, il convient d'étudier l'application harmonieuse au niveau international d'instruments économiques, juridiques et fiscaux, afin de garantir l'utilisation durable des ressources dans les activités touristiques.
11. Les régions vulnérables, aujourd'hui et à l'avenir, du point de vue de l'environnement et de la culture, doivent être considérées comme prioritaires pour la coopération technique et les aides financières en vue d'un développement touristique durable. Les régions particulièrement dégradées par des modèles touristiques obsolètes et à fort impact doivent aussi faire l'objet d'une attention particulière.
12. Le développement des formes alternatives de tourisme respectant les principes du développement durable ainsi que la diversification des produits touristiques constituent des facteurs de stabilité, à moyen comme à long terme. Il convient, dans ce sens, et en particulier dans le cas de nombreuses petites îles et des zones écologiquement fragiles, de favoriser et de renforcer de manière active la coopération régionale.
13. Les gouvernements, l'industrie, les autorités, et les ONG compétentes en matière de tourisme doivent encourager et participer à la création de réseaux accessibles de recherche, de diffusion d'information, et de transfert de connaissances et de technologies appropriées en matière de tourisme durable.

14. La définition d'une politique en matière de tourisme durable suppose le soutien et la promotion de systèmes de gestion touristique compatibles avec l'environnement, d'études de faisabilité permettant la transformation du secteur, tout comme la mise en oeuvre de projets de démonstration et le développement de programmes de coopération internationale.

15. L'industrie touristique, en collaboration avec les organismes et les ONG dont les activités sont liées au tourisme, doivent définir le cadre spécifique de mise en oeuvre des actions actives et préventives pour un développement touristique durable. Ils doivent élaborer des programmes afin de favoriser l'application de ces mesures dans la pratique. Ils sont chargés d'assurer le suivi des actions, d'informer des résultats obtenus et d'échanger leurs expériences.

16. Le rôle et les effets sur l'environnement du transport lié au tourisme doivent faire l'objet d'une attention particulière. Il convient dans ce sens de créer des instruments et de prendre des mesures afin de réduire la part des énergies et des ressources utilisées non-renouvelables, et d'encourager les mesures visant à recycler et à réduire les déchets engendrés dans les installations touristiques.

17. Afin que le tourisme soit une activité durable, il est essentiel que les principaux acteurs intervenant dans les activités touristiques, les membres de l'industrie en particulier, adoptent et appliquent des codes de conduite favorisant la durabilité. De tels codes de conduite peuvent être des instruments efficaces pour le développement d'activités touristiques responsables.

18. Toutes les mesures nécessaires pour informer et favoriser la prise de conscience de l'ensemble des parties intervenant dans l'industrie touristique, qu'elles soient locales, nationales, régionales ou internationales, sur le contenu et les objectifs de la Conférence de Lanzarote doivent être mises en oeuvre.

RESOLUTION FINALE

La Conférence mondiale du Tourisme durable considère essentiel de lancer les appels publics suivants:

- La Conférence recommande aux Etats et aux gouvernements régionaux d'élaborer d'urgence des programmes d'action pour un développement durable au secteur du tourisme, en accord avec les principes énoncés dans cette Charte.
- La Conférence a décidé de soumettre la Charte du Tourisme durable au Secrétaire général des Nations Unies, afin qu'elle soit prise en considération par les Organismes et Agences du système des Nations Unies, ainsi que par les organisations internationales ayant des accords de coopération avec les Nations Unies, en vue de sa présentation devant l'Assemblée générale.

RESOLUTION SUR LE COMITE DE SUIVI

Suite à la Conférence mondiale du Tourisme durable, et à l'adoption de la Charte mondiale du Tourisme durable, et de par l'importance des accords obtenus, il convient d'en assurer l'avenir. Il est vital d'assurer la continuité de la ligne de travail et de favoriser la coopération ici entamées. Afin de consolider le travail déjà réalisé, il est nécessaire d'assurer un suivi et de veiller à l'application de cette Charte du Tourisme durable.

Dans ce sens, les points suivants ont été adoptés:

- La création d'un Comité de suivi pour la Charte et son Programme d'action qui sera constitué des institutions et des agences internationales composant le Comité organisateur de la Conférence.
- Le Comité de suivi doit assurer la promotion et la diffusion de la Charte et veiller à son application optimale. Il doit également entreprendre des activités afin d'en garantir la continuité, détecter les situations critiques, et encourager toutes les entités publiques et privées à appliquer et à respecter les principes du tourisme durable.

- Le Comité doit favoriser la réalisation d'études, de projets et d'actions de nature à créer des situations exemplaires pouvant servir de référence pour tout problème majeur au niveau mondial; ceci constitue la meilleure manière d'appliquer la Charte et les principes du développement durable.

Ce Comité est chargé d'assurer la continuité et le suivi des accords de cette Conférence et a la responsabilité de la diffusion et de la présentation de la Charte auprès des acteurs du développement durable en matière de tourisme, y compris devant les représentants de l'industrie touristique, les organismes gouvernementaux, les ONG, les Agences des Nations unies, et autres institutions internationales.

4. Charte du Tourisme Equitable

Le voyage est un moyen privilégié de lien et de compréhension entre les peuples. Il doit permettre l'épanouissement du voyageur et de l'accueillant sur les plans personnels, culturels et économiques. Ses ressources doivent profiter équitablement aux populations d'accueil et contribuer au développement durable de leur territoire d'accueil.

4.1 Les principes du tourisme équitable

Par le développement des voyages de masse et la promotion de produits « packages » vendus tout compris, le voyageur est très souvent devenu un touriste :consommateur. Cette « marchandisation » des voyages a généré de nombreux effets négatifs. C'est ainsi notamment qu'un petit nombre de tours opérateurs occidentaux très puissants imposent maintenant leurs règles, leurs prix, et souvent leurs standards marketing aux pays d'accueil et aux prestataires de services locaux, tout comme à leurs clients.

D'une opportunité d'établir des relations directes entre les hommes et les femmes de cultures différentes pouvant contribuer à la construction d'un monde plus solidaire, et celle de permettre à des populations et pays d'accueil de valoriser leur culture et de contribuer durablement à leur développement, le tourisme tend à devenir essentiellement un outils de profit pour quelques opérateurs privés. Inéquitable, cette tendance renforce et banalise les relations dominants/dominés en laissant peu de place à la prise en compte du respect de la diversité culturelle et des équilibres sociaux et naturels souvent fragiles Placés dans ce contexte et sous la pression des règles et standard imposés, d'une part les petits prestataires locaux les plus défavorisés se livrent à une concurrence effrénée entre eux et banalisent leurs produits avec des conséquences déplorables tant pour eux mêmes que pour leur environnement (social, économique, écologique, culturel), d'autre part, les populations peinent à trouver des espaces commerciaux et des interlocuteurs pour bâtir un tourisme qui les respecte et leur permet de vivre dignement.

Face à ce constat, l'objet principal des adhérents à la présente charte du tourisme équitable est de travailler avec des communautés d'accueil, les prestataires de services et les voyageurs pour préserver leur dignité et leur autonomie dans une activité de rencontres et d'échanges, en maîtrisant le sens et la valeur de leurs actes.

Dans ce cadre, les opérateurs du tourisme équitable travaillent en particulier avec des prestataires de services locaux (du lieu du voyage), respectant les valeurs sociales et culturelles de leur environnement, et opérant leur activité économique en prenant en considération le mieux possible des critères de développement durable (selon leur marge de manœuvres).

Le tourisme équitable vise en parallèle à promouvoir des comportements responsables pour les voyageurs, notamment par une sensibilisation particulière à ses principes.

4.2 Définition du tourisme équitable

Le tourisme équitable est un ensemble d'activités et de services, proposé par des opérateurs touristiques à des voyageurs responsables, et élaboré par les communautés d'accueil, autochtones (ou tout au moins en grande partie avec elles). Ces communautés participent de façon prépondérante à l'évolution de la définition de ces activités (possibilité de les modifier, de les réorienter, de les arrêter).

Elles participent aussi à leur gestion continue de façon significative (en limitant au maximum les intermédiaires n'adhérant pas à ces principes du tourisme équitable).

Les bénéfices sociaux, culturels et financiers de ces activités doivent être perçus en grande partie localement, et équitablement partagés entre les membres de la population autochtone.

4.3 Les engagements des acteurs du tourisme équitable

Les différents acteurs de cette filière du tourisme équitable et notamment les organismes qui assurent la promotion et la vente des produits de cette filière, peuvent être considérés comme des acteurs du tourisme équitable s'ils respectent au moins les engagements suivants :

1/ Partenariat

1a/ Dans une approche de tourisme solidaire, les communautés d'accueil, les prestataires de services locaux et les organismes de promotion et de vente des séjours travaillent en partenariat sur le long terme. Ils valorisent les apports spécifiques de chacun en intégrant au mieux les coûts sociaux et environnementaux.

1b/ Ils partagent équitablement entre eux les fruits de leurs activités menées en complémentarité.

2/ Contractualisation concertée

2a/ Toutes les parties prenantes doivent être consultées sur les projets de développement touristique (y compris les communautés résidentes non directement impliquées dans la réalisation des activités touristiques se déroulant sur leur territoire), et ceci préalablement à l'établissement de contrats de prestations de services respectant au moins les droits sociaux fondamentaux (convention de l'Organisation Internationale du Travail), et toute réglementation locale d'usage plus protectrice pour les travailleurs.

2b/ L'établissement des prix des prestations, et en particulier des rémunérations des prestataires, fait l'objet d'un processus de négociation équitable, intégrant notamment le respect d'une concurrence non déloyale envers les prestataires locaux. De même, un acompte adapté, voire le règlement intégral en avance, peut être versé au prestataire local si celui-ci ne dispose pas du fond de roulement suffisant lui permettant de couvrir sereinement par lui-même les frais liés à la prestation.

3/ Développement local

3a/ Les activités touristiques proposées localement doivent être pensées et gérées pour contribuer directement au développement durable des communautés et territoires d'accueil.

3b/ Les bénéfices tirés de ces activités touristiques, en particulier ceux des organismes de promotion et de vente, sont réinvestis majoritairement dans des actions de développement local maîtrisées par les communautés d'accueil.

4/ Transparence

4a/ la transparence des modes de décisions, des transactions financières et des comptes généraux relatifs à toutes les activités est une caractéristique incontournable du tourisme équitable. C'est cette transparence qui permet à toutes les parties prenantes de participer effectivement aux débats, et qui valide l'équité des différentes décisions.

4b/ cette transparence inclut aussi une information de qualité des touristes préalablement à leur séjour. Cette information porte à la fois sur une description réaliste du contenu des prestations proposées (le marketing touristique basé sur la « vente d'un rêve » au touriste doit être banni) et sur une sensibilisation à la démarche particulière du tourisme équitable.

4c/ Enfin cette transparence générale doit permettre le contrôle du respect des engagements pour chaque acteur déclarant son activité équitable. Ce contrôle pouvant être réalisé par toute personne ou organisme extérieur à l'organisation.

5/ Voyageurs responsables

5a/ le voyageur qui opte pour cette forme de tourisme est un consommateur responsable qui a pris conscience que son attitude et ses actes sur place peuvent être pour les populations d'accueil autant un facteur de développement qu'un élément déstabilisateur. En conséquence, il s'engage à se garder de toute attitude et de toute intervention qui pourrait bouleverser les équilibres sociaux, culturels et écologiques des communautés d'accueil et viendraient contrecarrer leurs dynamiques de développement. En particulier il s'interdit tout don et intervention directe sur le lieu qui ne seraient pas placés sous le contrôle des responsables des communautés d'accueil.

4.4 Pour une consommation responsable

L'activité touristique prend de plus en plus d'importance dans le monde, entraînant chaque année plusieurs centaines de millions de personnes hors de leurs frontières (plus de 600 millions selon l'Organisation Mondiale du Tourisme), dont une grande part des pays "riches" vers les pays "pauvres". Malheureusement, dans de nombreux cas, ce tourisme ne profite pas aux populations d'accueil ; il se fait même souvent à leur détriment (surexploitation de ressources naturelles, déplacements de populations...).

Le **tourisme équitable** veut aller à l'encontre de ces éléments destructifs : c'est un ensemble d'activités de services, proposé par des opérateurs touristiques à des voyageurs responsables, et élaboré par les communautés d'accueil, autochtones. Ces communautés participent de façon prépondérante à l'évolution de la définition de ces activités. Elles participent aussi à leur gestion continue de façon significative en limitant au maximum les intermédiaires n'adhérant pas à ces principes du tourisme équitable.

Ainsi, les conditions sont réunies pour des rencontres riches **d'échanges entre les habitants et touristes** qui n'exploitent pas les premiers mais qui leur fournissent des moyens de vivre dignement. Le respect mutuel et le désir de mieux connaître l'Autre sont à la base de ces programmes.

Pour se préparer à ce genre de rencontre, il faut **repenser son comportement de "touriste-consommateur"**. Par exemple au delà des sites touristiques proposés par les guides on peut se renseigner sur la situation politique, économique et sur les problèmes de société que le pays en question présente. Il est important aussi de se renseigner un minimum sur la culture du pays, les traditions et modèles de famille.

Par ailleurs, le vrai échange culturel peut seulement se réaliser si **le voyageur se défait de ses préjugés** par rapport aux populations locales. Les indiens ne portent plus de plumes et ne font plus la danse du soleil ainsi que les texicains ne sont pas tous des cowboys !

Il est donc urgent que le voyageur touriste commence à repenser son comportement, dans **le respect des ressources et du travail** de ceux qui contribuent à produire le bien et le service touristique.

5. La Charte Ethique du voyageur (élaborée par Lonely Planet et le Voyageur Atalante)

L'éditeur Lonely Planet et le tour-opérateur Atalante ont élaboré une Charte Ethique du Voyageur qui rassemble les comportements ou les attitudes à encourager en tant que voyageur. Apprendre à découvrir d'autres cultures sans pour autant les juger, faire confiance à son bon sens et garder en tête quelques conseils, tout cela nous apparaît comme le gage d'un beau voyage mais aussi d'un développement durable de notre planète. Il s'agit de conseils simples que nous devrions tous avoir en tête afin de permettre un meilleur respect mutuel entre visiteurs et populations autochtones.

5.1 LE RESPECT EST LE GAGE D'UNE MEILLEURE RENCONTRE

L'un des attraits du voyage tient à la diversité des peuples et des cultures rencontrés. Or, chaque culture, religion et mode de vie est soumise à des règles et à des traditions qu'il convient de respecter et de comprendre, plutôt que de juger. Le voyage ne se conçoit pas sans respect et humilité vis-à-vis des personnes, des biens, de la culture et du mode de vie du pays visité. Ce respect se traduit par des attitudes simples.

- Chaque pays vit selon un rythme qui lui est propre. Dans certains cas, la hâte et l'impatience ne sont pas les meilleurs moyens de s'attirer la sympathie.
- Les tenues trop moulantes, trop dénudées, trop ostentatoires ou trop décontractées sont susceptibles de choquer sous certains cieux. Il en va de même des codes régissant les contacts corporels (caresser la tête d'un enfant, serrer la main d'une femme pour un homme, s'asseoir à côté d'une femme, s'embrasser en public...).
- Une bonne photo se fait avec son sujet, pas contre lui. Les photographes ont tout à gagner à prendre le temps d'établir un climat de confiance, à demander l'autorisation de filmer ou de photographier (auprès des parents pour les enfants) et à se conformer aux éventuels refus.
- Il est préférable de ne promettre d'envoyer des photos aux personnes photographiées que si on est certain de pouvoir respecter son engagement (y compris dans le cas où une contrepartie ou une rétribution est demandée).
- Respecter les vaccinations conseillées permet d'éviter l'introduction de maladies dans le pays visité. Il est important d'utiliser les traitements antipaludéens en respectant les recommandations de l'OMS : surdoser présente le risque d'augmenter la résistance des souches au détriment des populations locales.
- Le tourisme sexuel est une atteinte à la dignité humaine condamnée par les lois. Il ne ressemble pas toujours au premier abord à la prostitution. Nombreux sont les exemples de voyageurs qui rentrent de tel ou tel pays émerveillés de la "fantastique liberté sexuelle" (!) de ses habitants, sans même réaliser qu'elle n'est motivée que par la misère ambiante.

5.2 L'ARGENT, LES BIENS, LA NOURRITURE N'ONT PAS PARTOUT LA MÊME VALEUR

La différence de niveau de vie entre le voyageur et la population du pays d'accueil, lorsqu'elle existe, peut être à l'origine d'incompréhensions et de dérives. Être accueilli dans un village ou une famille équivaut dans certains cas à un grand sacrifice pour les populations locales. Ce qui est offert au voyageur, tout comme ce qu'il offre, doit être mesuré en valeur locale.

- Dons et cadeaux ne sont pas des gestes innocents. Ils peuvent parfois prendre une connotation condescendante, méprisante ou déplacée (jeter par exemple des pièces ou des bonbons à des enfants afin de s'en débarrasser...). Les cadeaux, dons et pourboires trop importants compte tenu du niveau de vie général du pays visité déstabilisent les équilibres économiques locaux. Les enfants qui reçoivent de l'argent pour des photos ou parce qu'ils mendient ne sont plus scolarisés, gagnent plus d'argent que leur père : ceci peut créer d'importantes distorsions dans les structures familiales (non-respect du père et des anciens).

- Certains dons peuvent s'avérer dangereux lorsqu'ils sont distribués au hasard, notamment les médicaments. Les hôpitaux et dispensaires, lorsqu'ils existent, sont souvent plus à même de les gérer. De la même façon, les bonbons et sucreries ont des conséquences longtemps après notre passage (caries dentaires).
- Utiliser les hôtels locaux plutôt que les chaînes hôtelières d'État ou étrangères, les transports locaux, les services rémunérés des populations locales (guides, cuisiniers, muletiers, porteurs, ménage...) est souvent le meilleur moyen de les faire bénéficier directement de l'argent du tourisme.
- • Un appareil photo ou simplement une paire de chaussures peuvent être l'équivalent de plusieurs mois ou d'années de salaire aux standards du pays visité. Les exhiber ou les traiter sans ménagement peut s'avérer choquant ou être mal compris.
- Le marchandage fait culturellement partie de la tradition commerciale de certains pays. S'y refuser est souvent mal interprété et peut contribuer à l'augmentation du coût de la vie. En revanche, il ne faut pas oublier que des sommes dérisoires pour le visiteur peuvent être d'une grande importance pour celui qui les reçoit.
- En règle générale, les voyageurs doivent se garder d'abuser de la tentation de populations démunies à vendre des objets sacrés, traditionnels, ou faisant partie du patrimoine du pays (sauf s'ils sont réalisés à la seule fin d'être vendus aux touristes).

5.3 SEULE RESTE L'EMPREINTE DE NOS PAS

L'espace naturel et les sites culturels sont souvent les principales richesses touristiques d'un pays et la première motivation des voyageurs qui s'y rendent. Les voyageurs ont une responsabilité vis-à-vis de l'environnement du pays d'accueil.

- Les voyageurs se doivent d'éviter de laisser derrière eux leurs déchets, quels qu'ils soient. Tous les moyens (emballages bio-dégradables, etc.) permettant de limiter les déchets nés du tourisme doivent être utilisés. Mieux vaut limiter, dans ses bagages, les emballages qui devront être laissés sur place.
- Il est préférable de rapporter avec soi les déchets non-destructibles (sacs plastiques, piles et batteries, etc.) après un voyage dans un pays ne disposant pas d'infrastructure d'élimination des déchets.
- Certains déchets (papiers, papier hygiénique, etc) peuvent être facilement brûlés, bien que, dans certaines cultures, le feu ait un rôle sacré, et il peut s'avérer choquant de l'utiliser pour détruire les déchets. Il faut en règle générale se renseigner sur les comportements locaux de gestion des déchets. Dans certaines régions, les boîtes de conserves peuvent être par exemple laissées aux populations locales qui les recyclent en bijoux ou objets utilitaires.
- Il est préférable dans certaines régions d'utiliser du gaz ou d'autres moyens de combustion peu consommateurs de bois pour faire sa cuisine. Si aucune solution de cuisine au gaz n'est possible, mieux vaut avoir recours au bois mort trouvé au sol. Le charbon de bois est grand consommateur d'arbres verts et vivants.
- Certains écosystèmes fragiles imposent le respect de précautions particulières : ne pas sortir des sentiers ou conduire hors piste, limiter le piétinement, ne pas utiliser de moyens de locomotion à moteur, etc.
- L'observation des animaux ne doit pas modifier leur comportement naturel et déranger leur vie quotidienne. Il est préférable de garder une distance que les animaux considèrent comme sûre, et de se garder de faire trop de bruit.
- Les équipes locales qui vous guident dans l'observation animale sont parfois prêtes, pour de l'argent ou pour faire plaisir, à ne pas respecter ces règles. Alors que l'observation d'un animal non perturbé est in fine plus intéressante que celle d'un animal stressé par votre proximité.

- Nourrir les animaux modifie leur régime alimentaire et peut être dangereux. Les singes deviennent ainsi agressifs et voleurs, par exemple.
- Il n'est pas recommandé d'utiliser des magnétophones ou autres appelants pour attirer et observer la faune, sans parler de toucher les animaux, pour leur santé et celle des êtres humains.
- Éviter de pêcher dans les lacs ou mers où le poisson est rare, ou certaines espèces en voie de disparition.
- • Il est important de respecter les réglementations en vigueur dans les Réserves ou Parcs naturels. Payer les taxes d'entrées ou de séjour permet la conservation et la préservation des sites. Exiger le reçu de ces taxes permet d'éviter le détournement de ces fonds.
- Certains "souvenirs" qui font partie du patrimoine naturel du pays d'accueil ne doivent pas quitter celui-ci. Les graffitis ou autres traces sont des mutilations souvent ineffaçables.
- Les accords pour la protection des espèces (CITES) — qui visent à protéger plus de 2 500 espèces d'animaux et 30 000 espèces de plantes menacées — interdisent le commerce de peaux, d'ivoire, d'écailles, de coraux, de coquillages, de même que l'importation d'animaux exotiques vivants.
- L'eau potable est parfois une denrée rare qu'il faut utiliser avec parcimonie et éviter de polluer. Les voyageurs doivent préférer autant que possible les lessives sans phosphates, les savons et détergents biodégradables, faire leurs lessives et toilette en aval des habitations et à distance des points d'eau potable.
- Il vaut toujours mieux obtenir l'autorisation pour utiliser le puits ou la pompe d'un village et ne pas se laver à proximité, même si les habitants le font.

6. Le Tourisme Solidaire

Un tourisme solidaire pour permettre une meilleure redistribution des richesses du secteur touristique dans les pays en voie de développement

Le tourisme est la première industrie mondiale et représente pour de nombreux pays notamment en voie de développement une véritable manne pour l'économie nationale. Dans les faits, on s'aperçoit que la redistribution des richesses émanant du secteur touristique est loin d'être partagée par l'ensemble de la population dans les pays touristiques en voie de développement. Les principaux bénéficiaires restent généralement le propre d'une minorité qui détient les rouages du secteur : réceptifs, hôteliers, guides, commerçants...

A cela s'ajoute des effets négatifs :

6.1 Sur le plan de l'emploi :

L'introduction du tourisme dans les pays en voie de développement est rappelons-le un phénomène récent, qui n'est pas sans poser de problème. Le développement spectaculaire du tourisme dans des régions de plus en plus lointaines pose le problème de la concurrence entre des secteurs économiques traditionnels, le plus souvent en difficulté, et l'arrivée d'un secteur d'économie de marché à fort valeur ajoutée : le tourisme. D'un point de vue économique, les emplois liés au tourisme entrent en concurrence avec les activités traditionnelles, comme l'agro-pastoralisme ou la pêche. L'attrait du tourisme pour la population locale est grand, celui-ci étant lié à divers facteurs : image attirante, pénibilité moindre que pour les activités traditionnelles, revenus pouvant être largement supérieurs à la moyenne... Dans un contexte de chômage élevé, il en découle certaines dérives : précarité des emplois, absence de contrat de travail, absence de considération de la part des employeurs, état de servitude envers les touristes ou les entreprises...

6.2 Sur le plan socioculturel :

En dehors des considérations liées à l'emploi, l'introduction du tourisme a tendance à accentuer les disparités sociales au sein de la population. Cette situation a pour conséquence des situations d'incompréhension, de conflit et de concurrence qui tendent à remettre en cause les valeurs traditionnelles de la population locale. L'attraction qu'exerce le tourisme pour les raisons évoquées plus haut pose le problème de son intégration sociale dans l'ensemble des secteurs traditionnels soumis généralement à des problèmes de restructuration. En dehors des effets de la concurrence entre le tourisme et les secteurs traditionnels, se pose le problème de la confrontation entre deux mondes aux multiples différences : niveau de vie, mode de vie, croyance, comportements...

L'image souvent mythique de certaines régions reculées, entretenues par les professionnels du tourisme est très souvent réductrice par rapport à la réalité, avec une dissimulation systématique des problèmes sociaux effectifs. Le client touriste sous informé à qui l'on présente ces destinations comme heureuses, se considère généralement de ce fait comme un hôte recherché et se conduit fréquemment "comme en pays conquis". Ces préjugés et cet état d'esprit se traduisent par un manque de respect souvent plus par ignorance que volontaire. Les exemples les plus courants étant la prise de photos d'autochtones malgré leur désaccord, la distribution de bonbons ou stylos partant d'une bonne volonté mais qui encourage la mendicité des plus jeunes, le port de tenue vestimentaires pouvant choquer, la méconnaissance des règles locales de politesse... A cela s'ajoute des problèmes plus médiatiques mais tout aussi lourds de conséquences. Développement de la prostitution et de la pédophilie aux abords des complexes touristiques et dans les discothèques des hôtels, mendicité concentrée dans les zones touristiques...

6.3 Sur le plan environnemental :

En dehors du mal déjà fait par les nombreuses constructions d'infrastructures touristiques dans certaines zones considérées comme sensibles (littoral, montagnes...); se posent des problèmes locaux de pollution supplémentaires liés à l'activité touristique. Les plus courants étant le développement de décharges sauvages, la surconsommation d'eau dans les hôtels, l'absence de traitement des eaux usées. La prise de conscience des acteurs locaux du tourisme concernant la protection de l'environnement est généralement inexistante du fait de l'absence dans le pays de politique globale, secteurs confondus, pour la préservation des milieux naturels.

Un tourisme solidaire pour répondre à la demande d'une part croissante de la clientèle prête à privilégier des produits "éthiquement corrects"

L'évolution du consommateur met à jour un véritable besoin de repère au sein d'une offre aujourd'hui multiforme dans tous les secteurs. **Ce besoin de repère passe par l'impératif moral et éthique de l'entreprise. Si la consommation a souvent une signification ludique, celle qui s'accompagne de sens est privilégiée.** En d'autres termes, les consommateurs attendent des entreprises qu'elles prennent en compte certains problèmes de société dans l'exercice de leur activité. " *Le succès à long terme d'une entreprise dépend aujourd'hui non seulement du respect rigoureux des règles du jeu économique, mais aussi de la référence à des valeurs supérieures telles que le respect (de l'homme, de l'environnement), l'honnêteté (la transparence et l'intégrité) et la solidarité (la conscience de l'intérêt collectif).* L'Observateur Cetelem 1999. D'après une étude Fleishman-Hillard et Ipsos (juin 1999), neuf clients sur dix sont disposés à privilégier les produits qui démontrent une action citoyenne. Et sept Français sur dix accepteraient de payer plus cher un produit "éthiquement correct" (CRC - Consommation, mai 1999).

6.4 Complément Tourisme Solidaire

Le tourisme est le deuxième secteur économique pour les pays du Sud après le pétrole(1). Il est un moteur de développement important, mais également une source de nuisances sociales et environnementales pour les pays visités. Il s'agit donc d'un enjeu majeur du développement durable des pays concernés, et le tourisme solidaire s'inscrit dans cette réflexion.

Définition

La terminologie du tourisme solidaire est extrêmement variée et pas encore très bien définie.

« Le tourisme solidaire et responsable regroupe les formes de tourisme " alternatif " qui mettent au centre du voyage l'homme et la rencontre et qui s'inscrivent dans une logique de développement des territoires. L'implication des populations locales dans les différentes phases du projet touristique, le respect de la personne, des cultures et de la nature et une répartition plus équitable des ressources générées sont les fondements de ces types de tourisme. (...) on rencontre également les termes de " tourisme durable", "tourisme équitable", "écotourisme"... » .

7. DIX EXEMPLES DE TOURISME SOLIDAIRE

1- L'ONG GERES soutenu par le tour-opérateur

Allibert Voyages au Népal

L'ONG **GERES**, est soutenue dans ses activités au Ladakh (Himalaya Indien) et au Népal par le voyageur Allibert Voyages, spécialistes des voyages "aventure" aux 4 coins de la planète. Le GERES mène depuis une vingtaine d'années des actions de développement durable, sur le thème de l'accès à l'énergie pour les populations himalayennes isolées. Les missions consistent principalement en l'amélioration des conditions de vies des régions montagneuses des Pays en Développement. Au Ladakh, l'ONG tente de se diversifier en développant des activités génératrices de revenus pour les populations

locales, dans le respect de l'environnement, en s'appuyant essentiellement sur les énergies renouvelables: serres solaires, poulaillers, séchage agricole....

Une autre des missions consiste en l'amélioration des conditions de travail dans le secteur de la transformation de la pashmina, activité qui concerne essentiellement les femmes et les (trop) jeunes filles : amélioration thermique des bâtiments de transformation de la laine (augmentation de 15°C en moyenne grâce à l'architecture solaire passive), évolution technologiques en développant des éjarreuses semi-automatisées pour limiter le travail des enfants et automatisation prévue par alimentation solaire...

Info new : GERES a proposé un projet de développement de l'écotourisme en inde (sikkim) et vient d'être labelisé dans le cadre de l'Année Internationale de la Montagne. Pour plus de détails, le projet est en ligne sur :

<http://geres.free.fr/fr/pays/inde.php>

Association GERES

Groupe Energies Renouvelables et Environnement

2, cours Maréchal Foch 13400 Aubagne

Tél : 04 42 18 55 88

Fax : 04 42 03 01 56

E-mail : geres@free.fr

Vous pouvez visiter les sites de l'association :

<http://geres.free.fr/fr/actu/details.php?art=013>

<http://geres.free.fr/fr/pays/himalaya.php>

2- L'Association Développement et Tourisme Solidaire présente au Burkina Faso

Tourisme & Développement Solidaires est une organisation Non Gouvernementale de Développement regroupant des Hommes et des Femmes partageant la même envie de bâtir un monde plus solidaire. Elle intervient au Nord et au Sud pour promouvoir de nouvelles formes de tourisme organisées autour de la rencontre et de l'échange pour un développement durable des communautés d'accueil.

Actuellement "Tourisme & Développement Solidaires" est présente en Afrique Noire, au Burkina Faso, le pays des hommes Intègres, qui a su garder vivantes et actuelles sa culture et ses traditions, comme ses valeurs d'hospitalité et de respect de l'Etranger.. Pour tous ceux qui partagent cette vision du Monde et qui placent l'Homme au centre de leur voyage, l'association organise en relation avec des communautés villageoises choisies pour leur dynamisme et la qualité de leurs projets de développement, des séjours touristiques au coeur de la vie de ces villages.

L'association propose actuellement 5 voyages à thème au Burkina Faso avec des départs toute l'année. Une partie des fonds récoltés sert à des projets de développement concrets dans les villages même qui sont visités lors des voyages.

Les actions menées dans le village d'accueil "Doudou" soutenues par l'association :

- Construction de 2 logements pour les enseignants du village
- Remise en état de 2 forages
- Dotation de bourses d'inscriptions aux examens pour les élèves défavorisés
- Construction de logements supplémentaires pour les enseignants.

L'association a reçu le Prix de La Coopération internationale 2000 - mention "Nouvelles Solidarités" décerné par le Haut Conseil de la Coopération Internationale. TDS a été sélectionné dans le cadre de l'appel à projet "Dynamiques Solidaires" initié par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire.

Pour en savoir plus sur l'association, les voyages proposés et éventuellement s'inscrire merci de prendre contact directement avec l'association :

Tourisme & Développement Solidaires
BP 13 - 131 rue du Château 34160 Boisseron
Tél : 04 99 63 02 63
E-mail : tour.dev.solidaires@wanadoo.fr

3- L'Association Vivre a Kutumsang en Pays Sherpa présente au Népal

L'association **Vivre a Kutumsang en Pays Sherpa** Intervient dans un petit village du Népal : KUTUMSANG, en étroite collaboration avec son comité de développement.

Cette collaboration est née de la volonté de prendre en main une situation humaine difficile : l'exode en particulier. Cette conjoncture n'est pas inéluctable. Actuellement les habitants du village ne retirent du tourisme existant que très peu de bénéfices. L'objectif est donc de maîtriser le phénomène touristique pour le plus grand bénéfice de tous. Une première expérience de tourisme solidaire conduite en octobre 2001 s'est avérée fructueuse et autorise le comité à imaginer un programme de développement de l'agro-écologie dans le village.

L'association est chargée de recruter des participants au voyage et de les informer le plus largement possible, notamment sur ses objectifs et son éthique. Elle participe à la réflexion sur le programme de développement dans le village. L'enjeu est de taille si l'on considère qu'il faut reprendre la question de développement à sa base, c'est à dire y introduire des éléments de durabilité, d'humanisme de culture et de responsabilité. L'association veille à ce que les participants au programme touristique en comprennent les enjeux et adhèrent à cette philosophie.

Les villageois offrent aux visiteurs la possibilité d'un séjour découverte de leur village et de leur région. Pour connaître les différents voyages organisés au cours de l'année, merci de prendre contact avec l'association :

Vivre a Kutumsang en Pays Sherpa
Mr Roger Rousse
Rue de Corcelles 39140 Arlay France
Tél : 03 84 85 04 91
E-mail: roger.rousse@aricia.fr

Vous pouvez visiter le site de l'association :

<http://www.aricia.fr/taakhor>

4- L'association "Les Amis de Tamnougalt" dans le sud marocain

L'Association **Les Amis de Tamnougalt** a été créée en octobre 2000 pour regrouper tous ceux qui, de près ou de loin, veulent participer à un projet original de développement éthique dans le sud marocain.

L'association (loi 1901), a pour objectif d'aider à la réalisation d'un projet de développement d'écotourisme au Maroc. Après plusieurs voyages touristiques, des relations amicales fortes ont été nouées avec des familles du Ksour de Tamnougalt, au nord de la vallée du Draa, immense palmeraie qui s'étend jusqu'à Zagora, à la limite du désert, sur la route des caravanes de Tombouctou. La richesse de son patrimoine architectural partiellement en ruine ainsi que les besoins évidents de développement de cette région, nous ont amenés à nous impliquer dans les efforts que font les habitants de Tamnougalt pour tenter de lui redonner vie. En accord avec la population du village, nous avons donc décidé de créer un centre d'écotourisme, notre première réalisation étant la rénovation de la casbah "DAR LAMANE", lieu d'accueil et Centre d'Exposition des Traditions de la Vallée du Draa.

En créant ce lieu touristique culturel de qualité mais authentique et respectueux de l'environnement, l'association souhaite pouvoir accueillir des personnes qui désirent mieux comprendre la culture traditionnelle berbère en privilégiant la rencontre avec la population locale. Nous proposons de découvrir un autre mode de vie et en se familiarisant avec l'artisanat traditionnel (poterie, vannerie, tissage, cuisine, architecture de la terre, etc...) ou participer à des stages plus spécialisés.

Pour connaître les différents stages proposés merci de prendre contact avec l'association :

Les Amis de Tamnougalt

Le Posadou

La Chapelle Aubareil

24 290 MONTIGNAC

E-mail : association@tamnougalt.com

Vous pouvez visiter le site de l'association :

<http://tamnougalt.com/index.htm>

5- L'association Rencontres au bout du monde en Asie

Rencontres au bout du monde : Association 1901 - créée le 1er janvier 2000. Tourisme responsable, équitable, et solidaire. Sites d'intervention : Himalaya indien (Ladakh et Zaskar), Rajasthan (Inde du Nord), Namibie (Pays himba / Kaokoland). De petits groupes (4 à 10 personnes) partent pour des voyages privilégiant le contact et l'échange avec les populations locales, mêlant parcours touristiques et prise de conscience des réalités locales.

Quelques exemples des actions en cours menées par l'association :

OPERATION "ZANSKAR PROPRE"

Pour sensibiliser les ladakhis sur la fragilité de leur patrimoine écologique, fabrication et distribution de moyens de récupération des déchets touristiques sur les parcours de trekking. Organisation du traitement sur place.

"DE L'EAU POUR PISHU" (Zaskar / Inde)

Etude pour la réalisation d'un système de captage d'eau pour ce village dont la seule source permanente coule à env. 500 m et à une altitude inférieure à celle du village, posant de graves problèmes d'alimentation et d'irrigation.

ACTIONS DANS LE DESERT DE THAR (Rajasthan / Inde)

Assistance médicale dans les villages du désert.

Etude d'une session de formation à la médecine Ayurvédique.

Etudes sur le traitement du paludisme par la médecine Ayurvédique

PARRAINAGES DE SCOLARISATION D'ENFANTS DES VILLAGES DE SKYUMPATA ET GONGMA (Ladakh / Inde).

Montage d'un dossier de parrainage pour un enfant issu d'une famille très pauvre du Ladakh.

ECOLES DE PHOTOKSAR ET DE NIERAK (Ladakh / Inde)

Aide à la construction de la nouvelle école de Photoksar. Etude du financement privé d'enseignants chargés d'assurer les cours durant la période d'hiver dans ces deux villages.

ECOLES DE PIDMU, PISHU, KARSHA (Zaskar / Inde)

Aide en terme de matériel scolaire et de parrainage d'enfants.

Pour connaître les différents voyages organisées au cours de l'année, merci de prendre contact avec l'association :

Rencontres au Bout du Monde**1013 Chemin Mouret****13100 AIX EN PROVENCE****Tél : 04 42 96 42 89****E-mail : rencontresbm@wanadoo.fr**

Vous pouvez visiter le site de l'association :

<http://www.boutdumonde.ws>

6- L'association Tiwizi Chtouka Ait Baha dans le Sud Marocain

L'association **Tiwizi Chtouka Ait Baha** est un ONG qui exerce dans le domaine de développement en Milieu Rural dans la Région de Souss Massa située au sud du Maroc dont la capitale est la ville touristique d'Agadir.

Pour mener à bien sa mission, notre association dispose d'un réseau d'Associations de Développement Villageoises qui sont très actives dans les domaines d'Adduction en eau potable de leur villages, d'Electrification, d'Aménagement de chemins pour le désenclavement, de Pré scolarisation des enfants de bas ages, d'Alphabétisation en particulier des Femmes et de réalisation de Projets Générateurs de Revenus. Grâce à l'effort de ces dernières, et à titre indicatif, le taux de couverture en eau potable, dans l'espace de la plaine de Chtouka Massa, est passé de 5% en 1994 à plus de 88% en 2000, le taux de couverture en électricité est passé de 15% en 1994 à plus de 80% en 2000.

Tous ces acquis ont été rendu possible grâce à une approche Participative basée sur l'encouragement de l'Initiative Locale avec l'adoption de l'Approche Genre visant l'Amélioration des conditions de la femme rurale et l'instauration de structures villageoises démocratiques basée sur une gestion transparente des affaires des Associations villageoises en plus d'un degrés élevé de circulation publique de l'information à caractère communautaire au sein du village.

Notre Association, essaye d'apporter un appui à ces divers Acteurs de Développement en Milieu Rural, et ce par le biais du renforcement des capacités institutionnelles de ces derniers basée sur la formation.

Par ailleurs, Notre association intervient directement dans certains domaines liés aux à caractère horizontal qui ne peuvent pas être réglé au niveau de l'unité du village, tel que les problèmes d'environnement (désertification, ressources Hydriques, la Réserve de la Biosphère Arganneraie, la Promotion du Parc National Souss Massa,...) et de santé publique (Organisation de Journées Médicales en faveur des populations diminuées en zones enclavées...).

Par ailleurs, notre association est en cours de réalisation du Projet de renforcement des capacités institutionnelles des associations de la Région, en partenariat avec le Parc National Souss Massa (P.N.S.M), la Coopération Technique Allemande (Z.T.Z), et à base d'un cofinancement du Fonds Mondial pour l'Environnement (F.E.M). Les discussions menées parallèlement au dit projet avec les associations villageoises situées au sein du PNSM, particulièrement au village DOUIRA, nous a permis d'identifier la possibilité de réalisation d'un projet de Tourisme Durable qui permettra l'amélioration des conditions de vie de la population du village via la consolidation du P.N.S.M et la mise en valeur du patrimoine naturel. La mise en œuvre du dit projet de Tourisme Durable nécessite la réalisation d'une infrastructure d'accueil adaptée au sein du village DOUIRA. Laquelle infrastructure demande des moyens financiers non mobilisables au niveau local.

Pour la mise en œuvre dudit projet de Tourisme Durable notre association lance un appel au ONG des pays du Nord pour disposer des moyens financiers et d'un encadrement.

Pour en savoir plus, merci de prendre contact directement avec l'association :

Tiwizi Chtouka Ait Baha**BP 228, ville Biougra,****Province Chtouka Ait Baha,****AGADIR - MAROC****Téléphone fixe: (212) 48.81.01.21 Téléphone Mobil: (212) 61.65.12.07****E-mail : tiwizi@hotmail.com**

Président de l'association : Mr Brahim HAFIDI Directeur de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Complexe d'Agadir

Vous pouvez visiter le site de l'association :

<http://www.tiwizi.fr.fm>

7- L'association Terres Lointaines en Amérique Latine

L'association **Terres Lointaines** est une association toulousaine loi 1901 à but non lucratif, qui se propose de faire découvrir l'Amérique Latine par le biais de voyages solidaires.

Son objectif est de promouvoir un tourisme responsable, en alliant, lors de ses voyages, échanges culturels, respect de l'homme et de son environnement, et développement de l'économie locale de la région visitée. C'est pourquoi nous travaillons sans aucun intermédiaire avec nos partenaires sud américains, afin de réaliser des échanges financiers équitables.

Afin de privilégier la qualité des rencontres, de petits groupes sont formés pour chaque circuit. Le logement et le partage des repas se font chez l'habitant à chaque fois que cela nous est possible.

Tous nos circuits sont élaborés avec l'aide et les conseils de guides indépendants certifiés à qui nous accordons toute notre confiance, et qui nous accompagnent lors de nos séjours dans leur pays.

L'association Terres Lointaines est présente en Bolivie, Patagonie et Terres de Feu, ainsi qu'en Argentine (Nord Ouest Argentin) et compte s'ouvrir au Chili, au Pérou et en Equateur.

Parallèlement, des actions sur la protection de l'environnement sont envisagées pour l'année 2003 en collaboration avec le gouvernement local d'Oruro, en Bolivie. Des ateliers d'éducation à l'environnement seront menés dans les écoles ainsi qu'un chantier de traitement des déchets, qui pourrait donner lieu à la mise en place d'un emploi sur place.

Pour connaître les différents voyages organisés au cours de l'année, merci de prendre contact avec l'association :

Association Terres Lointaines

75, allée du Comminges

31770 COLOMIERS

E-mail : contact@terres-lointaines.com

Contacts :

Karine JEANDOT 06 63 26 41 73 (responsable) ou RYDEN Christelle 06 60 27 04 73

Vous pouvez visiter le site de l'association : <http://terreslointaines.free.fr>

8- L'association Pachamama au Pérou

PACHAMAMA (mot kechua signifiant Mère Terre) est une entreprise péruvienne à caractère social, promue par la Centrale Inter-régionale des Artisans du Pérou (CIAP), le Réseau Latino-Américain de Commercialisation Communautaire (RELACC) et 6 autres associations d'artisans. Les services de l'entreprise de tourisme responsable PACHAMAMA rentrent pleinement dans le cadre de l'eco-tourisme, sous toutes ses dimensions : sociales, culturelles, écologiques, communautaires...

Les circuits proposés sont une combinaison des circuits touristiques traditionnels et des séjours au cœur de la vie des artisans péruviens. En proposant au voyageur de découvrir leur mode de vie et de se familiariser avec les procédés de production de l'artisanat traditionnel (céramiques, tissage, sculpture,...). Le touriste sera invité à observer, et s'il le désire, à participer activement à ces activités grâce à des stages d'initiation.

Les acteurs et bénéficiaires directs de ce projet sont les organisations d'artisanat et les communautés qui travaillent conjointement pour mettre en place les divers programmes de tourisme alternatif. En offrant leurs richesses culturelles traditionnelles et leur grande hospitalité, ces communautés en sont bénéficiaire dans la mesure où elle constitue une source de revenu complémentaire à leur activité d'artisanat et contribue en ce sens à l'amélioration de leur condition de vie, dans le respect de leurs traditions et croyances, et dans le respect de leur milieu naturel.

L'objectif de Pachamama étant le développement durable des communautés d'accueil.

Empresa de Turismo Alternativo PACHAMAMA

Jr. Victor Navarro 339, Urb. El Establo, S.M.P.

Lima - Perú

Téléphone : 51-1-5687466

Télécopie : 51-1-5677882

E-mail : pachamama@amauta.rcp.net.pe

Vous pouvez visiter le site de l'association : <http://www.tours-andes.com>

9- L'association des Volontaires Unis au Sénégal

L'Association Sénégalaise des Volontaires Unis a été créée en 2002 à Dakar, sous l'impulsion de Monsieur Magueye Sy, ancien collaborateur de SYTO (Student Youth and Travel Organisation) Sénégal. Le but de l'association est de promouvoir le tourisme communautaire au Sénégal, de sorte que la population locale profite des bénéfices du tourisme.

L'association propose actuellement 2 séjours chez l'habitant : un séjour de volontariat et un séjour culturel. Ces deux séjours offrent la possibilité de découvrir la Teranga (Wolof pour hospitalité) sénégalaise en participant à la vie quotidienne d'une famille sénégalaise : sorties, fêtes, l'attaya (le rituel du thé au Sénégal). L'organisation collabore avec de nombreuses ONG, associations et artistes sénégalaises pour le placement des volontaires et l'organisation des workshops (djembé, danse africaines, cuisine, sculpture...) Pendant les weekends ; de vendredi à dimanche SENEVOLU organise sur base régulière des excursions.

Les actions soutenues par l'association :

- Installation d'une buvette-restaurant aux Parcelles-Assainies, une banlieue dakaroise
- Supportement du ballet africain de Gorée (un groupe composé d'une douzaine de jeunes filles goréennes âgées de 4 à 20 ans)

Sénévolu Golfe Atlantique

Cité Nations Unies n°175

Dakar – Sénégal

Tel.: 00221 559 67 35

Fax: 00221 855 71 72

E-mail : senevolu@mypage.org

Contacts : Maguëye Sy (directeur) Tel.: 00221 550 48 85

Vous pouvez visiter le site de l'association :

<http://www.senevolu.mypage.org>

10- La Posada San Rafael au Guatemala

Une pierre blanche sur le chemin...

Au cœur de l'altiplano maya au Guatemala, la Posada San Rafael est un lieu de séjour, de rencontres et de ressourcement chez l'habitant, en marge des grands circuits touristiques.

Un séjour dans cette auberge agro-écologique permet de sensibiliser les hôtes aux questions de développement durable. La déforestation et l'abus d'intrants chimiques agricoles entraînent des difficultés d'approvisionnement en eau, l'exode rural mène à la désertification progressive... Les méthodes utilisées à la Posada San Rafael tentent d'y remédier.

Outre la découverte d'un terroir aux biotopes variés et au patrimoine culturel vivant, les visiteurs peuvent participer au quotidien de la ferme (reboisement, horticulture, construction en terre).

Une famille indienne assure en permanence l'accueil et facilite des rencontres avec associations et communautés locales. La qualité des échanges humains dépend aussi de la générosité des visiteurs : il est possible de négocier un hébergement à condition d'être motivé, d'avoir les compétences requises, ou simplement pour apporter... un coup de main efficace.

Au Guatemala**Oilio et M.D Mendez****San Andres Sajcabaja****El Quiché****Guatemala****Tel : (00 502) 755 17 42****Fax : (00 502) 755 31 21****E-mail : madorama@wanadoo.fr**

Contact en France :

Chautelot - 07190 St Michel de Chabrillanoux

Tel/fax : 04 75 65 46 67

Vous pouvez visiter le site de l'association : <http://www.posada-sr.com>

11- L'association Vivre à Nguékokh au Sénégal

Situé dans la région du Saloum, à 15 kms de la ville de Kaolack, à environ trois heures et demi de Dakar, le village de Nguékokh vous accueille pour quelques jours de dépaysement.

Pascal PENNEC, français, vivant en permanence au village, (voir site Internet), viendra vous chercher à l'aéroport de Dakar et vous conduira à Nguékokh, où vous serez hébergés dans une case d'hôtes, confortable, située dans l'enceinte de sa maison. Durant votre séjour, vous vivrez sur le principe du tourisme participatif ou intégré, vous découvrirez ainsi les différents aspects de la vie locale. Fallou, "fils du village", vous guidera au quotidien et vous expliquera les habitudes culturelles, religieuses, l'organisation sociale de Nguékokh, le mode de vie ...

Vous pourrez participer durant votre séjour aux différents travaux saisonniers, vous mangerez les plats locaux, vous apprendrez à faire le thé, vous irez à la rencontre des gens d'ici ... En allant à Kaolack, vous aurez la possibilité de découvrir un grand marché africain.

Notre capacité d'accueil : 2 adultes plus éventuellement un ou deux enfants

Association Vivre à Nguékokh**Pascal PENNEC BP136****34022 KAOLACK RP****SENEGAL****Tél : 00 221 653 94 30****E-mail : pennec.pas@voila.fr**

Vous pouvez visiter le site de l'association :

<http://www.vivre-a-nguekokh-senegal.com>

POUR EN SAVOIR PLUS...**LA LISTE DES PRINCIPALES ASSOCIATIONS
ENGAGEES DANS LE TOURISME SOLIDAIRE**[\[Sommaire\]](#)**Tourisme & Développement Solidaires**

BP 13 - 131 rue du Château 34160 Boisseron

Tél : 04 99 63 02 63

E-mail : tour.dev.solidaires@wanadoo.fr**Association GERES****Groupe Energies Renouvelables et Environnement**

2, cours Maréchal Foch 13400 Aubagne
Tél : 04 42 18 55 88
Fax : 04 42 03 01 56
E-mail : geres@free.fr

Transverses

7 rue Heyrault, 92100 Boulogne
Tél : 01 49 10 90 84

Voyager Autrement

Villa Modigliani, 13 rue Delambre 75014 Paris
Tél : 01 56 54 20 05

Mass Education / SME

11 rue de la plaine de France 95570 Bouffemont
Tél : 01 39 91 20 05

Vivre a Kutumsang en Pays Sherpa

Mr Roger Rousse
Rue de Corcelles 39140 Arlay France
Tél : 03 84 85 04 91
E-mail: roger.rousse@aricia.fr

Les Amis de Tamnougalt

Le Posadou
La Chapelle Aubareil
24 290 MONTIGNAC
E-mail : association@tamnougalt.com

Rencontres au Bout du Monde

1013 Chemin Mouret
13100 AIX EN PROVENCE
Tél : 04 42 96 42 89
E-mail : rencontresbm@wanadoo.fr

Tiwizi Chtouka Ait Baha

BP 228, ville Biougra,
Province Chtouka Ait Baha,
AGADIR
MAROC
Téléphone fixe: (212) 48.81.01.21
Téléphone Mobil: (212) 61.65.12.07
E-mail : tiwizi@hotmail.com

Association Terres Lointaines

75, allée du Comminges
31770 COLOMIERS
Karine JEANDOT 06 63 26 41 73 (responsable)
E-mail : contact@terres-lointaines.com

Empresa de Turismo Alternativo PACHAMAMA

Jr. Victor Navarro 339, Urb. El Establo, S.M.P.
Lima - Perú
Téléphone : 51-1-5687466
Télécopie : 51-1-5677882
E-mail : pachamama@amauta.rcp.net.pe

Sénévolu Golfe Atlantique

Cité Nations Unies n°175

Dakar – Sénégal

Tel.: 00221 550 48 85

Fax: 00221 855 71 72

E-mail : senevolu@mypage.org

La Posada San Rafael

Oilio et M.D Mendez

San Andres Sajcabaja

El Quiché

Guatemala

Tel : (00 502) 755 17 42

Fax : (00 502) 755 31 21

E-mail : madorama@wanadoo.fr

Association Vivre à Nguékokh

Pascal PENNEC BP136

34022 KAOLACK RP

SENEGAL

Tél : 00 221 653 94 30

E-mail : pennec.pas@voila.fr

Annexe Partie VI

A1. Liste des hôtels restaurants de Toamasina

1/ SHARON Hôtel

Boulevard de la Libération

Tél :53 304 20 – 26

2/ NEPTUNE Hôtel

Boulevard Ratsimilaho

Tél : 53 322 26 / 336 20

3/ JOFFRE Hôtel

18, Boulevard Joffre

Tél : 53 323 90

4/ LES FLAMBOYANTS Hôtel

Boulevard de la Libération

Tél : 53 323 50

5/ LE NATIONAL Hôtel

13, Rue de Lattre de Tassigny

Tél : 53 322 90

6/ PLAGE Hôtel

Boulevard de la Libération

Tél : 53 320 90

7/ ESCALE Hôtel

25, Boulevard de l'O.U.A.

Tél : 53 325 87

8/ DARAFIFY Hôtel

Ampangalana Parcelle 14/12

Tél : 53 326 18

9/ BEAU RIVAGE Hôtel

53, Rue de Commerce

Tél : 53 330 85

10/ CHEZ JUSTIN Hôtel

20, Boulevard Ponthiau - Parcelle 31/21

11/ SOAMIAFARA Hôtel

21, Boulevard Ponthiau

12/ DINA Hôtel

17,18, Boulevard Ponthiau Parcelle 31/21

13/ MIRAMAR Hôtel

Boulevard Ratsimilaho

Tél : 53 328 70

14/ NOOR Hôtel

BP : 456 – Boulevard de l’O.U.A.

Tél : 53 338 45 – 46

15/ LE TOAMASINA Hôtel

BP : 203 – Reine Betty, Rue Colbine

Tél : 53 335 49 / 328 92

16/ JUPITER Hôtel

21, Boulevard Augagneur

Tél : 53 321 01 / 338 27

17/ MAHATOKY Hôtel

Boulevard de la Liberté

Tél : 53 400 40

18/ EDEN Hôtel

BP : 434 – Boulevard Joffre

Tél / Fax : 53 312 90

19/ CAPUSINE Hôtel

Rue Guynemer

Tél : 53 320 60

20/ BERYL Hôtel

200, Béryl Rose

21/ ALPHA Hôtel

43, Cité Immobilière – Pelle 13/61

22/ ROYAL Hôtel

Route de l’Ivoloina - Tanamakoa

BP : 444, Tél : 53 311 15

23/ LES ROUTIERS

RN2 à Barikadimy avant l’entrée de Toamasina

24/ BOUFFE RAPIDE

137, Analakininina – Pelle 12/21-22

Tél : 53 314 56

25/ La MARINE Bungalows

231, Mangarano II Pelle 11/47 – RN2

26/ LIONEL Hôtel

Angle Boulevard Joffre et Rue Lieutenant

Noël – Tél : 53 313 42

27/ Hôtel CAPRICORNE

4, Rue de la Batterie

Tél : 53 331 66/336 51

28/ Hôtel MAROTIA

BERYL Vert Anjoma

29/ CONCORDIA Hôtel

Antseranampasika

Tél : 53 317 42

30/ Hôtel LE NUMERO 1

1, cité Adventiste Tanambao

31/ LE SAPHIR Bungalows

Ambohijafy Nord C4 –Pelle 14/31

32/ FINARITRA Bungalows

Mangarano – Pelle 11/47

33/ CENTRAL Hôtel

16, Boulevard Joffre – BP : 520

Tél : 53 340 86

34/ ESPADON Hôtel

Angle Rue National - Boulevard de l'O.U.A.

Tél : 53 303 86

35/ FANJAVA Hôtel

Mangarano I – Pelle 11/46

Tél : 53 311 49

36/ NIRINA Hôtel

Tanambao V – à coté de Jesosy Mamonjy

37/ LE RAVINALA Bungalows

Salazamay - Boulevard Ratsimilaho

Tél :

38/ LE LONGO Hôtel

Ampasimazava

Tél :

39/ GENERATION Hôtel

Boulevard Joffre

Tél : 53 321 05

40/ LE RELAX Hôtel

Village touristique Andranomadio

41/ Annexe Hôtel JUSTIN

Rue Lattre de Tassigny

42/ Hôtel NADO

Cité Immobilière

Tél : 53 311 33

43/ Hôtel LES FLAMBOYANTS

Avenue de la Libération

Tél : 53 323 50

44/ HOTEL LE TOAMASINA

13, rue de la Cologne
Tél : 53 335 49/328 92

45/ HOTEL CAPUCINE

Rue Guynemer
Tél : 53 320 63

46/ SALAMA Hôtel

Rue Georges Clémenceau
Tél :

A2. Liste des restaurants – pâtisseries – salons de thé de Toamasina

01/ LE BATEAU IVRE

Boulevard Ratsimilaho
Tél : 53 302 94

02/ LA VERANDA

Angle Boulevard Joffre - Rue Aviateur Goulette
Tél : 53 334 35

03/ MIOU MIOU

Antseranampasika

04/ LA RECREA

Boulevard Ratsimilaho

05/ LE ZOREOL

Angle Boulevard Joffre – Rue de la Réunion

06/ FORTUNA

11, Rue de la Batterie
Tél : 53 338 84

07/ PACIFIQUE

22, Rue Georges Clémenceau
Tél : 53 322 58

08/ ADAM et EVE

Angle Rue de Commerce – Boulevard Joffre
Tél : 53 334 56

09/ LE JADE

44, Rue Lattre de Tassigny
Tél : 53 335 65

10/ CROISSANT D'OR

Angle Boulevard Joffre – Rue Bertho

11/L'EURASIE

Boulevard de l'Ivoloina

12/ IRIS

Boulevard de l'Ivoloina

13/ L'UNIVERS

Angle Rue Boulevard Joffre –
Boulevard de la Libération

14/ LE DRAGON DES MERS

8, Rue Paul Doumer
Tél : 53 331 84

15/ ABDALLAH AWAD

Rue Lieutenant Lubert
Tél : 53 328 93

16/ AU PLAISIR

10, Boulevard Joffre
Tél : 53 333 98

17/LE GOURMET

22, rue Aviateur Goulette
Tél : 53 335 96

18/ LE PAVILLON D'OR

Route de l'Ivoloina – Tanamakoa
Tél : 53 333 47

19/ LE CANTONNAIS

4, rue Flacourt – Ampasimazava

20/ LE PLAZZA

Cité Valpinson
Tél : 53 323 02

21/ LE QUOTIDIEN

15, Rue Nationale
Tél : 53 335 96

22/ LOTUS ROUGE

25, rue Nationale

23/ VENUS

19, rue Lattre de Tassigny

25/ CHEZ NONO

Boulevard de la Libération

26/ LE RELAIS DU VALPINSON

Boulevard Ralaimongo

27/ NEW JACK

Route de l'Ivoloina

28/ LE BUFFET DE LA GARE

Accolé à Madarail

29/ AU BON COIN DE LA GARE

A coté de station les Manguiers

A3. Liste des agences de voyage et de location de voitures de Toamasina**01/ AIR MADAGASCAR**

Avenue de l'Indépendance

Tél : 53 323 56/325 43

02/ AIR AUSTRAL

Rue Lattre de Tassigny

Tél :

03/ S.C.T.T.

Angle Rue de Commerce, Rue de la Cologne

Tél : 53 324 01

04/ TROPICAL SERVICE

Boulevard Joffre

Tél : 53 336 89/ 336 79

05/ SUN TRAVEL

Boulevard Joffre

Tél : 53 333 82

06/ C.R.T.V.

Rue Lattre de Tassigny

07/ VOYAGE BOURDON

Boulevard Joffre

Tél : 53 338 89

08/ RAMANANDRAIBE

Rue Georges Clémenceau

Tél :

09/ AMAZING GRACE

Location de voitures

Villa Rabary – Rue Victor Hugo

Tél : 53 339 58

10/ MR AUTO

Location de voitures

Boulevard Joffre

11/ SOFTLINE

Boulevard Joffre

Tél : 53 329 75

12/ CALYPSO TOURS

Boulevard Joffre

Tél / Fax : 53 312 90

032 40 240 62

13/ LA COMETE

Boulevard de l'O.U.A.

Tél : 53 339 53

032 40 022 42

032 07 522 31

14/ THELEME SERVICE

Rue Guynemer

Tél : 53 324 85

032 04 694 04

15/ NOUVELLES CROISIERES

Agence Hibiscus – Boulevard Joffre

Tél : 53 010 37

Fax : 53 040 37

16/ LES PANGALANES

Boulevard Joffre

Tél : 53 334 03 / 32

A4. Fiches d'enquête préliminaires

Enquête 1A

Mr BOTO Edmond

Directeur des Affaires Economiques et du développement de la Province de Toamasina

Programme en cours :

- Plan Régional de Développement (PRD) issu du DSRP. Ce plan consiste à la mobilisation et motivation des forces (de toute domaine) pour le développement de la région. Les Régions de la Province : Région Ambatosoa (Triangle Bleu)
Région Analanjanorofo (cf. CD ROM)
Région Mangoro
Région Alaotra
- Pour le bon fonctionnement du 3P (Partenariat Public Privé), c'est-à-dire pour une meilleure collaboration entre institution et secteur privé, on a nommé 4 Préfets de région et 2 Sous Préfets
- PST : Programme Sectoriel de Transport
- Partenariat Région Rhône-alpes/Province de Toamasina (cf. CD ROM)

Contraintes :

- Les gens ont encore du mal à comprendre le concept général du Tourisme ainsi que le principe GELOSE, malgré les ressources humaines et culturelles exploitables.
- Le Faritany a du mal à identifier les organismes implantés dans la région (Mananara Nord, Maroantsetra). On ne connaît pas leurs coordonnées ainsi leurs spécialisations.
- Les infrastructures : route, hôpital, communication...

Visions et solutions réalistes :

- Concrétiser les études et efforts déjà entrepris, surtout le P.R.D. Il faut arriver à l'aboutissement de l'approche régionale pour avoir la vision des autorités dans le but de chercher des financements.
- Faire du Tourisme un secteur porteur dans le cadre du développement de la Province.

Quelques chiffres données par le Directeur

- En 1960, la production de Café dans la Province était de 120 000 t, celle du Girofle était de 600 000 t
- En 2000, la production de café dans la Province était de 35 000 t, celle du Girofle était de 15 000 t
- En 1960, le trajet Toamasina-Marantsetra durait une journée avec 32 bacs
- Aujourd'hui, le même trajet dure 2 à 3 journées avec 16 bacs seulement

Bases de données offertes par le Directeur (version CD) :

- PRD Analanjanorofo
- PRD Mangoro
- Convention de partenariat entre la Région Rhones-Alpes et la Province de Toamasina.

Enquête 2 A**M. RALAINOA Agnès Bruno****Directeur Général du Port Fluvial***Historique :*

- 1986 : IMI se consacrait sur le dragage du canal
- La gestion des Ports fluviaux a été prise par le Service des Travaux Publics
- Octobre 2003 : La SSMN a pris la Gérance des Ports Fluviaux

Utilisateurs du canal :

L'accès au Canal est libre. La population riveraine exploite le canal pour le transport des marchandises. Il y a aussi les touristes qui exploitent le canal par le biais des opérateurs touristiques locaux et nationaux.

Les ports :

Les principaux ports existant sur le canal sont au total de 6 :

- Manangareza (Toamasina)
- Ambila
- Vatomandry
- Mahanoro
- Nosivarika
- Mananjary

Le canal a une distance total (de Toamasina à Mananjary) de 428 km.

Problème du canal :

Ensablement du Canal, seuls les bateaux à fond plat peuvent y circuler.

Les parties du canal ensablées :

- De Toamasina à Mahanoro : un total de 2 km
- De Mahanoro à Mananjary : entre le 34^{ème} et le 45^{ème} kilomètres
- 450 m avant Mananjary.

Solution réaliste :

L'Etat, par le biais du Vice Premier Ministre, a déjà lancé un appel d'offre pour le dragage du Canal.

Problème des Opérateurs Touristiques :

- Existence de clandestins (non identifiés) qui exploitent le circuit du tourisme à bas prix.
- Inexistence d'organisation en terme d'exploitation touristique sur le Canal.

Stratégie de développement :

- On fait appel à des bailleurs qui peuvent faire des cofinancements pour la bonne exploitation du Canal.

Projets en cours :

- L' ANAED, une association qui œuvre dans le domaine de l'environnement (protection), avec la collaboration des gestionnaires des Ports fluviaux, procédait au reboisement du bord du Canal de Toamasina jusqu'à Mananjary.
- Projet « Tranobe » : on incite les populations de chaque village du canal à construire des maisons traditionnelles hébergement des touristes. L'architecture sera traditionnelle et la gastronomie et accueil en seront aussi. C'est une forme de GELOSE.
- Achat d'un canot à moteur pour ambulance fluviale.

Vision du Directeur :

- Exploiter le tourisme dans la Province de Toamasina surtout sur les Pangalanes malgré la Xénophobie Nord/Sud.

Quelques chiffres données par le Directeur :

- Le projet de reboisement s'étale en 5 ans. Les objectifs dans 5 ans est d'avoir 3 000 000 de plants plantés sur les bord du Canal, soit une superficie de 1000 ha et un transfert de gestion GELOSE de 2500 ha de sites.
- Pour la protection des forêts et la valorisation du Canal, le Service des Eaux et Forêts a donné à la SSMN un lot de forêt de 400 ha

Observations :

- Il a été très fier de ses programmes et ses projets
- Il n'a pas donné des bases de données autres que ces chiffres

Enquête 3 A**M. RABARITSIALONINA Jaona****Représentant de la Compagnie Air Madagascar dans la Province de Toamasina***Vision du Représentant sur le Tourisme dans la Province :*

- Toamasina : une ville de passage pour les touristes étrangers. Les touristes nationaux y restent environ 2 à 5 jours.
- 90% des touristes qui transitent à Toamasina vont à Sainte Marie (en avion)
- Pour Mananara et Maroantsetra, il n'y a pas beaucoup de touristes qui y viennent (pas comme de Sainte Marie) malgré l'existence du Parc National et de la Réserve de la Biosphère. Ce sont seulement les habitants de ces régions qui circulent souvent (en avion).

Vison du Représentant sur les fréquences de vol à Mananara, Maroantsetra, Sainte Marie :

- « Si on augmente les fréquences, on est perdant. Si on diminue les fréquences, on est toujours perdant » : dixit le Représentant.

Contraintes de la Compagnie dans la région :

- A Toamasina, l'aéroport d'Ambalamananasy ne suit pas les normes d'un aéroport international.
- A Sainte Marie, la piste d'atterrissage est très petite, seuls les twin otters peuvent y atterrir.

Contrainte générale de la Compagnie :

- Les dépenses sont beaucoup plus que les revenus. La maintenance des avions et le carburant sont très chers. Pour cela, la Compagnie a été obligé de réviser (augmenter) ses tarifs.

Engagement de l'Air Madagascar :

- Il faut désenclaver à tout prix une région donnée.

Solutions réalistes :

- Pour Sainte Marie : - il faut faire l'extension de la piste pour pouvoir accueillir un Boeing
- Pour le problème de fréquence de vol, les opérateurs (surtout Sainte Marie) peuvent faire une location d'avions (système Vol Charter)
- Pour Maroantsetra et Mananara : il faut admettre que le transport aérien est un produit de luxe mais pas un produit de masse. Il n'est pas accès au tout le monde. Il n'est pas fait pour toute population de la région. Pour cela, la seule solution pour le bien être de la circulation des gens, il faut faire la réhabilitation de la Route Nationale 5 : Toamasina-Maroantsetra .

Observations :

- Les réponses sont brèves.
- Les bases de données offertes sont : le Time Table des vols et la photocopie des objectifs et engagements de la Compagnie.

Enquête 4 A**M. Francisco RANDRIANIRINA****Chef de Service Aménagement du Territoire***Programme global :*

- Plan Sectoriel de Transport
- Plan Urbain de Développement

Programme en cours dans la région Triangle Bleu :

- Normaliser la liaison Manompana - Sainte Marie en construisant un embarcadère à Manompana.

Vison du Chef :

- Malgré l'existence des produits touristiques potentiels, la région Nord Tamatave est bloquée à cause des handicaps incontournables (infrastructure routière, communication, infrastructure sanitaire). A Mananara, il n'existe que du téléphone satellitaire qui est très cher. Les moyens de transports, comme bateaux et bacs, sont très rudimentaire. Des accidents peuvent se provoquer facilement.

Vision sur la formation :

- Les jeunes s'orientent vers les formations professionnalisant, comme le tourisme, transit, commerce.... Or le niveau de ces formations, qui sont payantes, est très bas. Les formations universitaires qui a une durée assez longue, ne les intéressent pas vraiment.
- Il faut toujours monter dans le capital pour avoir une formation meilleure.

Quelques chiffres :

- 55% des PIB, viennent des productions de la région d'Antananarivo et d'Antsirabe.
- 63% de la population urbaine et active se trouve dans 13% des villes situant sur l'axe RN7, RN25.

Observations :

- Il n'a pas donné des sources pour les bases de données.
- Il a insisté sur l'infailibilité de l'approche régionale (PRD).

Enquête 5 A**M. ANDRIANIAINA Henri Jeferson****Directeur Inter Régional des Eaux et Forêts Toamasina***Sa vision :*

- Il y a une manque de structure sur la communication ANGAP et Eaux et forêts. Certaines données qui doivent être transmises ne le sont pas. Le Service des Eaux et Forêts Toamasina ne possède pas des données sur la Réserve de Biosphère.

Contrainte :

- En 1998, le passage d'un cyclone a ravagé le dépôt d'archives, on a perdu toutes les données. Les données à temps et concrètes ne seront accessibles que sur place..

Observation :

- Il n'avait pas beaucoup de temps pour répondre à nos questionnaires.
- Il nous a recommandé de voir son intérim (Mr RANDRIANARISON Jean Richard, Ingénieur des Eaux et Forêts) pour les bases de données.

Enquête 6 A**M. Bary RAMANITRARIVO****Chef Service Provincial du Plan Toamasina***Santé et éducation :*

- En collaboration avec la Coopération Française pour le financement des microprojets.
- La réhabilitation et construction des infrastructures sanitaires sont à la charge du FID.

Contraintes soulevées :

- Problème sur la distribution des médicaments (irrégularité de la distribution)

- Les médicaments distribués ne sont pas à la portée de tout le monde. Pour ce problème, il existe déjà un financement de la commune pour les médicaments à prix abordable.

Observations :

- La personne interviewée n'avait pas beaucoup d'informations à nous donner, mais seulement l'Etat des formations sanitaires par communes de la Province en 2003 et le Personnel du Secteur Santé.
- Il n'avait pas beaucoup de temps à répondre à nos questions.

Enquête 7 A

M. Richard RAFIDISON

Responsable Transfert de Gestion de Ressource Renouvelable

SAGE (Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement).

Partenaires :

- The Wildlife Conservation Society.
- Eaux et Forêts.

Programmes, ou projet :

- Gestion de forêts/ Communauté locale de base (VOI : Vondron'olona Ifotony)
En l'occurrence : à Antanambe, Mananara, Soanierana Ivongo et Imorona
Etapes : responsabilisation, conservation, valorisation, autonomie.
- GELOSE : Gestion locale ressource naturelle
Etapes : où est le site ?/ délimitation/ plan d'aménagement/ cahier de charges/ contrat/
Gestion de l'association (régit 20027 du 2000)/ et montage du projet
Aide : Financement, appui capacité technique, veiller à ce que le contrat soit respecté par les deux parties.

Vision :

- Que tous les projets soient autonomes dans trois ans.
- Que toutes les associations fassent une tache d'huile (transfert de compétence).
- Association capable de monter son propre projet. Exemple : école, hôpital...

Problèmes :

- Insuffisance du renforcement de capacité technique.
- Insuffisance des mesures d'accompagnement. (Exemples : filet, apiculture, couture, vannerie,...)
- PE II > PE III en phase de transition, donc quel serait le rôle de SAGE ? (En instance)
- Litige foncier entre les villageois et le Ministère de Eaux et Forêts.

Enquête 8 A

Mlle RAZERMERA Arivelo Ny Dina

Sun Travel Toamasina

Le Tour Opérateur exploite la région Triangle Bleu.

Ses contraintes :

- Transport aérien : très cher et peu de fréquences.
- Les hôtels sur place sont peu connus.

Solutions réalistes :

- Réduire les tarifs aériens.
- Les hôtels locaux doivent faire de la promotion auprès des opérateurs de Toamasina.

Enquête 9 A

Mme TSIAFINDRA Karine

Chef d'Agence VOYAGE BOURDON Toamasina

L'Opérateur n'exploite pas la région.

Vision Globale sur le tourisme dans la Province de Toamasina :

- Toamasina est victime de la mauvaise presse. A cause de cela, la ville devient une ville de passage des touristes (nationaux, internationaux).
- Le Circuit Cote Est commence à être délaissé, sauf Sainte Marie avec le passage des baleines à bosse chaque année. Les demandes se concentrent actuellement dans le Nord pour les étrangers et dans l'Ouest (Mahajanga) pour les nationaux.

Enquête 10 A

Mme NAROVE Mamy

Directeur Commercial Sharon Hôtel Toamasina

Remarque de la Directeur sur la méthodologie :

- Les questionnaires opérateurs ne s'adressent pas aux hôteliers. Elles sont spécifiées pour les tours opérateur et Agence de Voyages.

Ses visions sur le tourisme à Toamasina :

- Toamasina est victime de la mauvaise presse.
- L'infrastructure routière bloque le développement de ce secteur dans la Province (RN2, RN5).
- En plus, le tarif aérien n'est pas abordable.

Stratégie de développement de l'établissement :

- Recrutement d'un certain nombre de personnel pour amélioration de service.
- Formation de son personnel.

Enquête 1 B

RAKOTONJANAHARY Fils Olivier
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts

Contraintes :

- Exploitation illicite de la forêt dans la région de Masoala (coupe sans permission).
- Destruction de la forêt pour la culture de la vanille.
- A Fénérive Est : problème sur le foncier. La population se dit être le propriétaire du domaine forestier.

Stratégies :

- Le Ministère concerné prend la décision de ne plus délivrer les Permis d'exploitation. On attend seulement la péremption (date limite) des permis déjà livrés.
- Voter le plus tôt possible le Décret sur la nouvelle politique forestière.
- Transférer la population riveraine dans une zone tampon afin qu'ils puissent vivre sans détruire la forêt. C'est le cas de Masoala.
- Renforcer l'Education Environnementale envers la population riveraine.
- Intensifier la collaboration tripartite (ANGAP, CARE, Eaux et Forêts) pour la surveillance par les ACE, agents forestiers.

Bases de données :

- Aménagement Forestier
- Elaboration de nouvelles prescriptions de procédures d'adjudication des lots exploitation forestière.
- Situation des Stations Forestières : Farankaraina (Maroantsetra), Tampolo (Fénérive Est), Antetazana (Toamasina)

Enquête 2 B
M. RAFAMANTANANTSOA Heriniaina
Directeur d'Appui au Développement des Investissements
Ministère de la Culture et du Tourisme

Objectifs :

- Sauvegarder l'héritage culturel malgache.
- Encourager le développement des arts et promouvoir la culture malgache à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
- Faire du tourisme un levier de développement durable, créateur d'emplois tout en protégeant l'environnement.

Politiques et stratégies :

- Promotion des systèmes de sécurisation humaine, matérielle et de protection sociale élargie.
- Promotion d'une croissance 'économique à base sociale très élargie.

Contraintes :

- Le Pas Géométrique n'est pas encore défini, ce qui bloque les investisseurs à investir.
- L'accueil à l'aéroport de Sainte Marie est limité.

Evolution des arrivées touristiques :

Si l'on se réfère aux statistiques du Ministère de la Culture et Tourisme des arrivées touristiques des 5 dernières années, l'on constate un rythme de croissance moyen de 15% par an faisant exception de l'année 2002 où la crise politique avait perturbé le secteur.

Le tableau ci-dessous montre les arrivées touristiques aux frontières :

ANNEE	2000	2001	2002	2003
ARRIVEES	160.071	170.208	61.674	139.230

Perspectives de développement :

- En fait la politique du Ministère de la Culture et du Tourisme vise à soutenir sa croissance dans le secteur, tout en veillant à en maîtriser les conséquences et l'évolution dans le moyen et le long termes tant dans le domaine de l'environnement que de la culture.
- Le tourisme et la culture jouent un rôle important dans la lutte contre la pauvreté : ils créent de la richesses, notamment en créant des infrastructures d'accueil, des emplois, et contribue aux rentrées fiscales de l'Etat. Il importe donc de favoriser son développement, non seulement du point de vue international, mais aussi national : s'il est vrai que les gros investissements, destinés principalement à l'accueil des touristes étrangers, sont plus intéressants, en termes de création d'emplois par exemple, le tourisme national ne doit pas être négligé.

Programme en cours :

- Formation des guides locaux de Mananara et Masoala, par des formateurs venant du Capital. C'est une collaboration entre le Ministère, l'ANGAP.
- Réhabilitation de la route Toamasina – Fénérive Est et Mananara – Maroantsetra, par la Vice Primature. L'exécution se fait de 2003 à 2005.

Observation :

- le Directeur est souvent en réunion.
- Il n'avait pas assez de temps pour répondre à nos questionnaires lors de l'enquête.

Enquête 3 B

Office National pour l'Environnement.

Observations :

- Le Responsable qui peut répondre aux questionnaires n'était pas disponible (Mr Ndimby). Il nous a conseillé de consulter le Tableau de Bord Environnemental (version 2003).
- Bases de données : Tableau de Bord Environnemental (version intégrale chaque province)

Enquête 4 B

Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées

M. Toky RABESON (Responsable Ecotourisme)

Mme Norosoa (Responsable Liaison Mananara)

Observations :

- Les deux personnes nous ont conseillé de se documenter dans le Centre de Documentation. Voir Mme Tiana
- Bases de données : Brochure et dépliant Parc National Masoala, Statistique du nombre des visiteurs par Aire Protégé (Réseau ANGAP).

Enquête 5 B**The Wildlife Conservation Society.***Observations :*

- Le Responsable n'est disponible qu'au début du mois de septembre. Consultation bibliographie sur place.
- Bibliographie :
 1. Proposition des limites du Parc National Masoala
 2. Etude de la forêt littorale de la péninsule Masoala
 3. Inventaire de Biodiversité pour la délimitation du Parc
 4. Rapport de Mission en matière d'écotourisme
 5. Masoala Projet de Conservation et de développement intégré
 6. Projet Forêts de Makira, Madagascar

Enquête 6 B**M. Moïse RAMILAMINTSOA****Responsable Produit Tour Operator ECOTOUR (Mahamasina)**

Le Tour Opérateur exploite la région

Ses contraintes :

- Insécurité sur le transport maritime (la marée est très forte)
- Prix et fréquence des avions
- La météo.

Sa clientèle :

- Pays anglophones tels que Australie, Canada et Etats-Unis

Sa vision :

- Tout développement vient de l'Etat ainsi que les entités existantes.

Vision future :

- Il attend les résultats de cette étude pour pouvoir donner une nouvelle stratégie.

Annexes de la Partie VII

A1. Références

Articles et publications :

BUTLER Richard W.

1999.- “Sustainable Tourism : a state-of-the-art review”.- *Tourism Geographies* 1 (1), p. 7-25

CEBALLOS-LASCURÁIN Héctor

1996.- *Tourism, Ecotourism, and Protected Areas*.- Gland: IUCN.- 301 p. (IV World Congress on National Parks and Protected Areas)

EHRINGHAUS Marion

1997.- *Tourismus und Entwicklung in Madagaskar: am Beispiel des Nationalparks Ranomafana*.- Diplomarbeit der Philosophisch-naturwissenschaftliche Fakultät.- Bern : Universität Bern.- 169 p.

ELLNER Susanna

2004. – “Die Schweizer entdencken Masoala”.- *Tages Anzeiger*, Dienstag 26. Oktober 2004, p.42

GOODWIN Harold, FRANCIS Justin

2003.- “Ethical and responsible tourism: consumer trends in the UK”.- *Journal of Vacation Marketing* 9 (3), p.271-284

NETO Frederico

2003.- *A New Approach to Sustainable Tourism Development: Moving Beyond Environmental Protection*.- DESA Discussion Paper No. 29, United Nations Department of Economic and Social Affairs.- 11 p.

PLUESS Christine

2003.- « Commerce équitable, également dans le tourisme... ». Bâle : Arbeitskreis Tourismus & Entwicklung (AKTE). – 7 p.

PREZZA Dorothy Julia

2000.- “Écotourisme” ou “tourisme durable” entre la théorie et la pratique : principes déclarés et arguments publicitaires en Amazonie.- Genève : IUED.- 89 p.

STECK Brigit

1999.- *Sustainable Tourism as a Development Option: Practical Guide for Local Planners, Developers and Decision Makers*.- Eschborn: Federal Ministry for Economic Co-operation and Development and GTZ.- 55 p.

STRONZA Amanda

2001.- “Anthropology of tourism: forging new ground for ecotourism and other alternatives”.- *Annual Review of Anthropology* 30, p.201-283

Organisations :

International Centre for Responsible Tourism

www.icrtourism.org

Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)

www.world-tourism.org

Tourism Concern

www.tourismconcern.org.uk

Tourism Watch, Evangelischer Entwicklungsdienst (EED)

www.tourism-watch.de

Tour Operators Initiative for Sustainable Tourism Development, United Nations Environment Programme (UNEP)

www.toinitiative.org

Union Nationale des Associations de Tourisme et de Plein Air (UNAT)

www.unat.asso.fr

www.tourismesolidaire.org

Zoo de Zürich

www.zoo.ch

Voyagistes enquêtés :

Kuoni, Genève (Mme Rosa Wodia)

www.kuoni.ch

Spécialisation: voyages organisés, balnéaires

Manta Reisen AG, Zürich (Mme Nicole Holliger)

www.manta.ch

Spécialisation: plongée, Océan Indien

Neos Voyages, Lausanne (M. Gérald Steiner)

www.neos.ch

Spécialisation: plongée (et randonnée)

Soley Tours AG, Aeugst (M. Andy Wehrli)

www.soley.ch

Spécialisation : Madagascar et Océan Indien

Tigre Vanillé, Genève (M. Pierre Jaccard)

www.autigrevanille.ch

Spécialisation : voyages culturels haut de gamme, Asie

Autres voyagistes analysés :

(site web, matériel de promotion)

Horizons Nouveaux

www.horizonsnouveaux.com

Spécialisation : voyages culturels, Asie

Nomade Expérience, Bulles

www.nomade.ch

Spécialisation : voyages culturels et sportifs

STUDBENJ, Auslikon

www.studbenj.ch

Spécialisation : Madagascar

Terra Incognita

www.terra-incognita.fr

Spécialisation : voyages spécialisés (culture, nature, vulcanologie, astronomie)

Terres d'Aventure

www.terdav.com

Spécialisation : voyages de randonnée ou de découverte

A2. Références bibliographiques des années 1990 à nos jours (UNAT, Juillet 2003)**2.1. OMT : TOURISME ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****CONCEPTS ET DÉFINITIONS** (téléchargeable du site Internet www.world-tourism.org)

"Sustainable tourism development meets the needs of present tourists and host regions while protecting and enhancing opportunities for the future. It is envisaged as leading to management of all resources in such a way that economic, social and aesthetic needs can be fulfilled while maintaining cultural integrity, essential ecological processes, biological diversity and life support systems." (WTO)

Le développement durable du tourisme rencontre les besoins des touristes d'aujourd'hui et des régions d'accueil lors qu'il protège et crée des opportunités pour le future. Il est envisagé comme un moyen de gestion des ressources qui répond aux exigences économiques, sociales et esthétiques tout en préservant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels et la diversité biologique.

Déclarations de l'Organisation Mondial du Tourisme concernant le développement durable du

Tourisme :

□ Manila Declaration on World Tourism, 1980 □ Acapulco Documents on the Rights to Holidays, 1982 □ Tourism Bill of Rights and Tourism Code, Sofia, 1985 □ The Hague Declaration on Tourism, 1989 □ Lanzarote Charter for Sustainable Tourism, 1995 (jointly with UNEP, UNESCO, EU) □ Statement on the Prevention of Organized Sex Tourism, Cairo, 1995 □ Lanzarote Conference on Sustainable Tourism in SIDS, 1998 (jointly with UNEP) □ Global Codes Of Ethics For Tourism, 1999

PUBLICATIONS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME

Ouvrages disponibles en Français:

☒ *What tourism managers need to know: a practical guide to the development and use of indicators of sustainable tourism*, 1997 Cette publication présente une série d'indicateurs (et la méthodologie qui en a permis la définition) aptes à évaluer les impacts environnementaux et socio-économiques du tourisme.

☒ *Plan pour les autorités locales sur le développement durable du tourisme*, 1992 (première édition) 1999 (deuxième édition mise à jour) Les autorités locales sont de plus en plus impliquées dans le développement et l'aménagement du tourisme. Ce livre leur fournit des critères d'évaluation et des techniques pour la mise en place de plans adaptés. Des ouvrages spécifiques à différentes zones géographiques sont disponibles sur l'Afrique SubSaharienne, l'Asie, le Pacifique et les Amériques.

☒ *Sustainable Development of Tourism: A Compilation of Good Practices*, 2000 (édition mise à jour 2002) interventions en Français et en Anglais Cette publication contient environ 50 exemples de « bonnes pratiques » touristiques dans un panel de 31 pays.

☒ *Tourisme horizon 2020, Nouvelles prévisions*, OMT, Madrid, 2001

☒ *Voluntary initiatives in Tourism. Worldwide Inventory and Comparative Analysis of 104 Eco-labels, Awards and Self-Commitments*, may 2002 (FR et An) Il s'agit d'une étude sur les différentes pratiques d'autorégulation dans l'industrie du tourisme (certifications, eco-labels, concours et primes, codes,...). L'objectif principal est d'identifier les caractéristiques communes et les différences parmi ces initiatives, en faisant émerger les facteurs qui contribuent concrètement au développement durable du tourisme.

Textes disponibles seulement en Anglais :

☒ *An Integrated Approach to Resort Development*, 1992 Cette étude de l'OMT analyse six expériences représentatives de différents modes de développement

☒ *National and Regional Tourism Planning: Methodologies and Case Studies*, 1994 Cette publication présente les principales directives pour le montage de projets touristiques, en intégrant les facteurs économiques, environnementaux et socioculturels dans la prospective d'un tourisme durable.

☒ *Agenda 21 for the Travel and Tourism Industry*, 1996 Cette publication (résultat d'une collaboration entre l'OMT, le WTTC et l'EARTH COUNCIL) décrit les démarches pratiques que les gouvernements et les entreprises privés devraient suivre pour atteindre les objectifs du Sommet de Rio.

☒ *International Tourism: a Global Perspective*, OMT, Madrid, 1997 Ce livre donne une vision générale du tourisme international et de sa contribution au développement économique.

☒ *Sustainable Development of Tourism: An Annotated Bibliography*, dernière édition Novembre 1999 Cette publication constitue une importante source d'information et de recherche dans le domaine du tourisme durable.

☒ *Tourism in the least developed Countries*, 2001 Cette publication récolte une série des recommandations sur les possibilités et les modalités de développement touristique dans les pays en voie de développement

2.2. LE TOURISME RESPONSABLE

DOCUMENTS ET OUVRAGES GENERALES

Publications en Français:

- ☒AUTEURS DIVERS, *Le Tourisme International dans le Tiers Monde : espoir de développement ou nouvelle colonisation ?* Bayard, Paris, 1997
- ☒P. AISNER, C. PLÜSS, *La ruée vers le soleil, le tourisme à destination du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1983
- ☒L. BENSACHEL, M. DONSIMONI (sous la direction de), *Le tourisme facteur de développement local*, PUG, 1999
- ☒M. BOYER, *L'invention du Tourisme*, Gallimard, Paris, 1996
- ☒G. CAZES, *Les nouvelles colonies de vacances : Le tourisme international à la conquête du tiers-monde* Tourisimes et Sociétés, L'Harmattan, Paris, 1989
- ☒G. CAZES, *Fondements pour une géographie du tourisme et des loisirs*, Bréal, 1992
- ☒G. CAZES, *Tourisme et Tiers-monde: un bilan controversé*, Tourisimes et Sociétés, L'Harmattan, Paris 1992
- ☒G. CAZES, R. LANQUART, *L'aménagement touristique et le développement durable*, PUF, Paris, 2000
- ☒Développement touristique durable : actes colloque : Larnaca (Chypre), 9-11 novembre 1995, Conseil d'Europe, Strasbourg, 1996
- ☒F. DEPREST, *Enquête sur le tourisme de masse, l'écologie face au territoire*, Belin, 1997
- ☒F. EL ALOUI, *Le tourisme équitable*, Mémoire de recherche, Master de management de Tourisme et des Loisirs Ecole Supérieure de Gestion, Paris, septembre 1999
- ☒F. EL ALOUI, *Pour un tourisme équitable*, Equité, Fédérations Artisans du monde, août
- ☒GROUPE DEVELOPPEMENT, *Pour un tourisme Nord Sud porteur de développement*, Actes du colloque organisé à Chantilly le 25 et le 26 mars 1996
- ☒GROUPE DEVELOPPEMENT (sous la direction de P.Amalou, H. Barioulet, F. Vellas), *Tourisme, éthique et développement*, Harmattan, Paris, 2001
- ☒P. HOUÉE, *Le développement local au défi de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 2001
- ☒J. KRIPPENDORF, *Les vacances, et après ?*, Logiques Sociales, L'Harmattan, Paris, 1987
- ☒J-P. LOZATO - GIOTARD, *Géographie du tourisme*, Masson Géographie, 1993
- ☒B. MARTIN, *Voyager autrement*, Charles Léopold Mayer, Paris, 2002
- ☒F. MICHEL, *Tourismes, touristes, sociétés*, L'Harmattan, Paris, 1997
- ☒"Tourisme durable, environnement et emploi" Conférence internationale - Actes, Berlin, octobre 2000, Rencontres environnement n° 51, 2002
- ☒Tourisme, Ethique et Mondialisation, *Rencontres Internationales de Paris, Mars 2002*, (avec une traduction en Anglais), DIRECTION DU TOURISME, Paris, mai 2002
- ☒Tourisme Nord-Sud: nouveaux acteurs, nouvelles pratiques, CDTM, RITIMO, mai 2001
- ☒Un carton rouge pour le tourisme ?, DANTE, Charles Léopold Mayer, Paris, Février 2002
- ☒J-D. URBAIN, *Les voyageurs invisibles, mensonges, impostures, disparitions et autres secrets du voyage*, Payot, 1997
- ☒J-D. URBAIN, *L'idiot du voyage. Histoires de touristes*, Plon, 1991
- ☒J-D. URBAIN, *Sur la plage. Mœurs et coutumes balnéaires*, Payot, 1994
- ☒D. VALAYER, *Le respect des hôtes*, Labor Fidès, Genève, 1993

Publications en Anglais:

- ☒E. CATER, *Sustainable tourism in the third world: problems and prospects*, University of Reading, 1991

- ☒ H. DAVID, *Tourism and the less developed world: issues and case studies*, CABI pub New York, 2001
- ☒ S. EBER, *Beyond the green horizon: principles for sustainable tourism*, Tourism Concern, London, 1992
- ☒ K. GHIMIRE, *Emerging mass tourism in the south*, United Nations Research Institut for Social Development, Genève, 1997
- ☒ K. GHIMIRE, *The Native Tourist. Mass Tourism within Developing Countries*, United Nations Research Institut for Social Development, Earthscan, London, 2001
- ☒ M. HALL and A. LEW, *Sustainable Tourism: a geographical perspective*, Longman, London, 1999
- ☒ E. INSKEEP, *Tourism Planning. An integrated and sustainable approach*, VNR, Tourism and Commercial Recreation Series, Van Nostrand Reinhold, New York 1991
- ☒ A. KALISH, *Tourism as fair trade, NGO perspectives*, for Tourism Concern, London, 2001
- ☒ A. KALISH, *Corporate futures: consultation on good practice social responsibility in the tourism industry*, for Tourism Concern, London, 2002
- ☒ M. KHOR, *Globalisation and the Crisis of Sustainable Development*, Third World Network, September 2001
- ☒ P. MASON, P. MOWFORTH, *Codes of Conduct in Tourism*, University of Plymouth, 1995
- ☒ P. MOWFORTH, I. MUNT, *Tourism and sustainability: New Tourism in the Third World*, Routledge, London, 1998
- ☒ M. OPPERMAN, K-S.CHON, *Tourism in developing countries*, International Thomson Business Press, London Boston, 1997
- ☒ *Tourism and human rights*, TOURISM CONCERN, London, 1998
- ☒ *Trading place: tourism as trade*, TOURISM CONCERN, London, 1996

Publications en Italien:

- ☒ AA.VV., *Come promuovere un turismo compatibile*, Associazione Cultura Ambiente, Milano
- ☒ AA.VV., *Vacanze Viaggi Culture, Orizzonti Nord Sud*, dossier pedagogici Comunità di Lavoro, Svizzera
- ☒ L. CANOVA (a cura di), *Turismo e sviluppo sostenibile : progettare il cambiamento*, Assessorato al Turismo, Torino
- ☒ R. GARRONE, *Turismo responsabile. Nuovi paradigmi per viaggiare in terzo mondo*, Associazione RAM, Bologna, 1997 (deuxième édition revue et élargie)
- ☒ F. VALLERANI, *I luoghi, I viaggi, la Folla. Spazi Turistici di sostenibilità*, Università di Padova, Dipartimento di Geografia.

Publications en Allemand :

- ☒ Dossier « *Tourismus Menschenrechte Indigene Völker* », AKTE, Basel 1998 (disponible aussi en Français)
- ☒ Hg. v. L. HAS NEUER, *Der neue Tourismus*, Beck'sche Reihe, 1990
- ☒ Hg. v. J. HAMMELEHLE, *Zum Beispiel Tourismus*, Lamuv, 1990
- ☒ C.STOCK, *Trouble in Paradise – Tourismus in die Dritte Welt*, iz3w, BDKJ, Freiburg,
- ☒ U.MÄDER, *Vom Kolonialismus zum Tourismus- von der Freizeit zur Freiheit*, 1987

ARTICLES ET DOSSIERS PARUS DANS DES REVUES

Publications en Français :

- ☒ *Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire*, Caravane, n°7, décembre 2000
- ☒ *De l'antimondialisation aux mouvements antigolf : pour un tourisme socialement responsable*, le magazine de l'OIT, n° 3, juin 2001
- ☒ *L'autre voyage : voyager autrement ou l'aventure ambiguë*, co-éditions Orchidées/Gallimard, publication gratuite
- ☒ *Mondialisation: les dégâts du tourisme*, Alternatives économiques, n° 194, juillet août 2001, p.42-51

- ☒ *Vers un tourisme équitable*, Ingénieurs sans frontières, n° 48, 3eme trimestre 2000, p.3-23
- ☒ *Tourisme durable et équitable*, Echos du Cota, n°91 juin 2001, p.3-18
- ☒ *Tourisme et Culture: un mariage d'intérêt*, Le Courrier de l'Unesco, n°9908 juillet 1999 p.21-56
- ☒ *Tourisme et développement local* Grain de Sel n°10 juillet 1998 p 8-29
- ☒ *Tourisme équitable*, Alternatives économiques, mai-juin, 2002
- ☒ *Tourisme et éthique*, Espaces n°171 2000
- ☒ *Tourisme et Mondialisation*, Géoeconomie, n°25 printemps 2003
- ☒ *Tourisme et Tiers Monde*, CDTM, RITIMO, Transverses, Le dossier de presse de CDTM, n°67, Paris, novembre 1997
- ☒ *Les Vacances autrement*, Faim Développement Magazine, n°159, mai 2000, p.12-17
- ☒ *Pour un tourisme équitable*, Hommes & Migrations, n° 1243, mai-juin 2003, p. 57-63

GUIDES ET OUVRAGES PRATIQUES

Publications en Français :

- ☒ *D'autres voyages de tourisme à l'échange*, UNAT, Paris, 2002
- ☒ *Guide Birmanie : mode d'emploi*, INFO Birmanie, Balland, 2001
- ☒ *Partir pour être solidaire ?* RITIMO, Paris, mai 2002
- ☒ *Voyager autrement : monter un projet international*, CIMADE, Paris 1999

Publications en Anglais :

- ☒ M. MANN, *The Community Tourism guide*, for Tourism Concern, Earthscan, London, 2000
- ☒ M. MANN, *The Good Alternative Travel Guide* for Tourism Concern, Earthscan, London, 2002 (Il s'agit d'une nouvelle édition de *The Community Tourism Guide* avec des nouveaux projets et une mise à jour des contacts)
- ☒ C. MC INTYRE, *Namibia: The Bradt Travel Guides For Responsible Tourism*, Bradt Publications, Chalfort St Peter
- ☒ C. URQUICO, *Community Based Sustainable Tourism*, ed ASSET, Philippines, 1998

Publications en Italien :

- ☒ *Turisti responsabili*, AITR, I libri di Terre di Mezzo, Milano, 2002
- ☒ *Vacanze contromano 2002*, AITR, I libri di Terre di Mezzo, Milano, 2002

Publications en Allemand :

- ☒ G.FIERZ, *Türkei: Ferienland – Fluchtland*, Rotpunktverlag, 1992
- ☒ M.FREI, *Fair Unterwegs in Südafrika und Namibia – Ein Reiseleitfaden*, AKTE, 2002
- ☒ *Palästina Israel: Fair reisen*, Akte, Basel, 1999 (disponible aussi en Français)

2.3. ECOTOURISME

PUBLICATIONS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME

Ouvrages disponibles en Français :

☒ *Guidelines for the Sustainable Development and Management of Tourism in National Parks and Protected Areas*, première édition en 1992- dernière édition en 2001 Cette publication est le résultat de la collaboration entre l'OMT, le PNUE et le IUCN. L'objectif est celui de sensibiliser les autorités aux bonnes pratiques pour l'exploitation des parcs nationaux et des zones naturelles protégées.

☒ *Rural Tourism: A Solution for Employment, Local Development and Environment* 1997 (Intervention en Anglais et Français) Cette publication est le résultat d'un séminaire sur le tourisme rural organisé par le CEU-ETC qui a eu lieu en Israël en 1996. Une sélection des interventions est présentée.

☒ *Développement durable de l'écotourisme Un recueil de bonnes pratiques de PME*, May 2003 Cette publication est la troisième d'une série, et a été conçue dans le cadre des événements liés à la célébration de l'année internationale de l'écotourisme 2002. Le présent recueil comprend 65 études de cas dans 47 pays.

Textes disponibles seulement en Anglais :

☒ *Tourism and Environmental Protection*, 1996 -Effets du Tourisme sur l'environnement -Présentations des finalistes du concours européen pour le tourisme et l'environnement: Weissensee, Cévennes, Kinsale, Peak District -Nouveaux produit du Tourisme: art, culture, conférences, aménagement ...

☒ *Awards for Improving the Coastal Environment: The Example of the Blue Flag*, 1997 Cette publication résultat de la collaboration entre l'OMT, la Fondation pour l'Education à l'Environnement en Europe (FEEE) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP), explique comment le programme Blue Flag a pu être adaptés à des régions dehors l'Europe

☒ *Handbook on Natural Disaster Reduction in Tourist Areas*, 1998 Produit par l'OMT en collaboration avec le World Meteorological Organization, ce livre montre comment lutter contre les effets négatifs du tourisme dans les pays de destination, relance ces derniers et contribue à leur développement.

☒ *Ecotourism markets reports*, 2002 L'année 2002 a été déclarée par les Nations Unies l'Année Internationale de l'écotourisme. A cette occasion l'OMT a édité une série de publications analysant le marché de l'écotourisme dans 7 pays : *The British Ecotourism Market, The Canadian Ecotourism Market, The French Ecotourism Market, The German Ecotourism Market, The Italian Ecotourism Market, The Spanish Ecotourism Market, The U.S. Ecotourism Market*

DOCUMENTS ET OUVRAGES SUR L'ECOTOURISME

Publications en Anglais :

☒ ALLCOCK, B. JONES, S. LANE, J. GRANT, *National Ecotourism Strategy*, Commonwealth Departement of Tourism, Australian Government Publishing service, Canberra, 1994

☒ E. BOO, *Ecotourism: the Potentials and Pitfalls*, VOL 1 and 2, World Wildlife Fund for Nature, Washington DC, 1990

☒ E. BOO, *The Ecotourism Boom: Planning for development and Menagement*, World Wildlife Fund for Nature, Washington DC, 1992

☒ R. BUTLER, C.M HALL, J. JENKIS, *Tourism and Recreation in Rural Areas*, John Wiley and Sons, 1998

☒ E. CARTER, G. LOWMAN, *Ecotourism a sustainable Option?*, John Wiley & Sons, Brisbane, 1994

☒ J. CROALL, *Preserve or Destroy, Tourism and Environment*, Calouste Gulbenkian Foundation, London, 1995

☒ H. GREEN, C. HUNTER, *Tourism and environment A sustainable relationship?*, Island Press, Washington, 1999

☒ M. HONEY, *Ecotourism and Sustainable Development*, Island Press, Washington, 1999

☒ K. LINDBERG, D.E. HAWKINS, *Ecotourism: A guide for planners and Menagers*, VOL 1 TIES (Ecotourism Society), North Bennington (USA), 1993

☒ K. LINDBERG, D.E. HAWKINS, *Ecotourism: A guide for planners and Menagers*, VOL 2 TIES

(Ecotourism Society), North Bennington (USA), 1998

☒S.W. MC COOL, E. ALAN, *Linking tourism, the environment and concepts of sustainability: setting the stage*, Minneapolis 1995

☒D. MC LAREN, *Rethinking tourism and Ecotravel*, Kumarian Press, West Hartford D.

☒SHAH, *The economics of Third World national parks: issues of tourism and environmental management*, Aldershot, Hants, England, 1995

☒UNEP, IE, *Environmental codes of conduct for Tourism*, Technical report, n°29, Paris, 1995

☒UNEP, IE, *Ecolabels in the tourism Industry*, Paris, 1998

☒D.B. WEAVER, *Ecotourism in the less Developed World*, CAB International, Wallingford,

☒D.B. WEAVER, *The Encyclopaedia of Ecotourism*, CAB International Publishing Oxon, (UK) 2001

Publications en Italien :

☒D. CANESTRINI, *Andare a quel paese*, Feltrinelli, Milano 2001

☒P.GALLI, M. NOTARIANNI, *La sfida dell'ecoturismo*, AITR, De Agostini, Novara, 2002

Publications en Espagnol :

☒M. PEREZ DE LAS HERAS, *La guida de l'ecoturismo, o como conservar, la naturaleza a travers del turismo*, Mundi Prensa, Madrid, 1999

ARTICLES ET DOSSIERS PARUS DANS DES REVUES

Publications en Français :

☒Tourisme et environnement, *Espaces*, n°HS, 1993

Publications en Anglais :

☒K. BRANDON, R. MARGOLOUIS, *Structuring Ecotourism Succes : Framework for Analysis*, discourse presented at « The Ecotourism Equation : Misuring the Impacts » International Society of Tropical Foresters, Yale University, 12-14 April, New Haven, 1996

☒R.BUCKLEY, *A Framework for ecotourism*, in "Annals of Tourism Research", n°21, Pergamon, 1994, pp. 661-669

☒COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, *The role of the Union in the field of tourism – Commission Green Paper*, COM (95), 04/04/1995

☒S. ROSS, G. WALL, *Ecotourism: towards congruence between theory and practice*, in "Tourism Management", n°20/1, 1999, pp. 123-132

Publications en Italien :

☒G.GIAVELLI, *Politiche ambientali e turismo consapevole. Convegno sul Turismo nei paesi U.E.*, Rimini, 17 dicembre 1996

☒TRONO, *L'iniziativa comunitariaLeader : una nuova politica di sviluppo delle aree rurali?*, in F. CITARELLA (a cura di), « Turismo e diffusione territoriale dello sviluppo sostenibile », Loffredo Editore, Napoli, 1997

GUIDES PRATIQUES ET REPERTOIRE

Publications en Anglais :

- ☒ G. NEAL, *The Green Travel Guide*, Earthscan, London, 1998
- ☒ R. MADER, *Mexico: Adventure in Nature*, John Muir Publications, Santa Fe, 1998
- ☒ THE ECOTOURISM SOCIETY, *Ecotourism guidelines for Nature Based Tour Operators*, North Bennington (USA), 1991
- ☒ THE ECOTOURISM SOCIETY, *The Ecolodge sourcebook for planners and developers*, North Bennington (USA) 1995
- ☒ R. WESCHE, A. DRUMM, *Defending the Rainforest : a guide to Community Based Ecotourism in the Ecuadorian Amazon*, Accion Amazonia, 1999
- ☒ WWF, *Guidelines for community-based ecotourism development*, UK, july 2001